

Manuel sur l'évaluation des risques et des vulnérabilités liés à la sécurité humaine

2020



Ce Manuel a été rédigé avec le soutien de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) dans le cadre du programme REWARD (Réagir aux données d'alerte précoce et de réponse en Afrique de l'Ouest).



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Table des matières

Sigles et abréviations	3
Introduction	4
Objectif	4
Historique et contexte du processus d'ERVSH	4
ERVSH et Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC)	6
Aperçu de la méthodologie de l'ERVSH	8
Une note sur la conception de la recherche	11
Étapes de la mise en œuvre	12
Étape 1 : Rédaction de l'Étude documentaire	12
A. Élaboration de l'Indice ERVSH	12
B. Évaluation des données relatives aux événements et détermination des risques liés aux événements	14
C. Rédaction de l'Étude documentaire narrative	16
D. Rédaction des questions de cadrage	26
E. Préparation de l'Instrument d'EIC/de GD	28
Étape 2 : Analyse des réseaux des parties prenantes	31
Étape 3 : Recherche sur le terrain	35
Planification et logistique	35
Atelier d'orientation	37
Atelier de cadrage	40
Conduite des EIC et GD	41
Étape 4 : Établissement de rapports	45
A. Approche et structure	45
B. Rédaction des Recommandations	51
C. Validation	53
D. Diffusion du rapport	53
Éthique et utilisation adéquate	54
Prochaines étapes et applications plus larges	55
Annexes	60
Annexe A : Indicateurs et sources de l'Indice ERVSH	60
Annexe B : Établissement de l'Indice ERVSH	66
Annexe C : Directives pour le codage des données	75
Annexe D : Guide étape par étape pour une analyse des Réseaux des parties prenantes	82
Annexe E : Exemple d'enquête de cadrage - Libéria	91
Annexe F : Instructions pour remplir le graphique des risques et vulnérabilités	93
Modèles et exemples de rapports	94

Sigles et abréviations

ACLED	Projet de localisation des événements et des conflits armés
AU	Union africaine
BAD	Banque Africaine de Développement
BTI	Indice de transformation de la Bertelsmann-Stiftung
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CACC	Cadre d'analyse des conflits de la CEDEAO
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CNCMR	Centres nationaux de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
DAP	Direction des Affaires Politiques de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EIC	Entretien avec les informateurs clés
ERC	Évaluation des risques de conflit
ET	Écart-type
EWD	Direction de l'Alerte Précoce de la CEDEAO
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
GD	Groupe de discussion
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HSRVA	Évaluation des risques et de la vulnérabilité du pays
IDEA	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
IFES	Fondation internationale pour les systèmes électoraux
IncReps	Rapports d'incidents d'ECOWARN
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PDI	Personnes déplacées internes
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
REWARD	Réagir aux données d'alerte précoce et réponse en Afrique de l'ouest
SIG	Système d'information géographique
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNA	Analyse des réseaux des parties prenantes
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre

Introduction

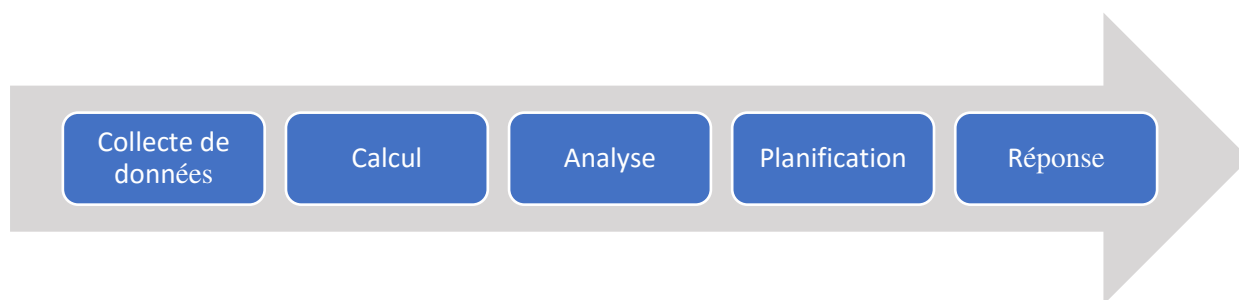
Objectif

Le présent Manuel sur l'évaluation des risques et des vulnérabilités liés à la sécurité humaine (ERVSH), produit par la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), présente un double objectif. Le premier consiste à expliquer le but et la valeur d'une ERVSH, et de chacune de ses composantes, dans le contexte de la CEDEAO et des efforts de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. Le second consiste à fournir des orientations détaillées, étape par étape, sur la manière d'entreprendre le processus d'ERVSH, depuis la conception de la recherche jusqu'à la production d'un rapport final et de recommandations par pays.

En termes de structure, le présent manuel est scindé en trois sections. La section portant sur la **Méthodologie** donne un aperçu de haut niveau du processus et de la méthodologie de l'ERVSH. La section ayant trait aux « **Étapes de la mise en œuvre** » détaille chaque étape du processus d'ERVSH. Enfin, la section intitulée « **Prochaines Étapes et applications plus larges** » montre l'utilisation des ERVSH dans le processus plus large d'alerte et de réponse, et comment elles s'intègrent dans le reste de l'architecture institutionnelle de prévention des conflits de la CEDEAO. Des annexes, modèles et exemples de rapports ont également été inclus, en vue de fournir aux lecteurs des orientations additionnelles sur la manière d'entreprendre et d'appliquer le processus d'ERVSH.

Historique et contexte du processus d'ERVSH

La CEDEAO a mené des ERVSH entre 2016 et 2018, en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), afin d'actualiser et d'élargir les rapports nationaux 2013-2014 de la Direction de l'alerte précoce (EWD), sur l'Évaluation des Risques de Conflit (ERC). Le processus d'ERVSH et les rapports qui en découlent ont pour but d'aider à optimiser le système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN), dans lequel la collecte et le calcul des données sont intégrés dans l'analyse, éclairant ensuite la planification et la réponse. Le graphique ci-dessous illustre ce processus intégré.



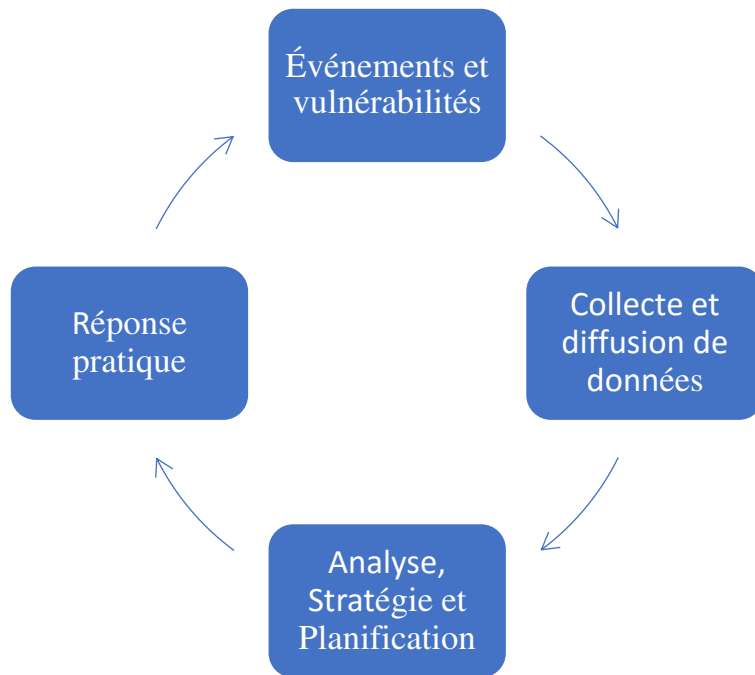
Le système d'ECOWARN est basé sur deux types d'informations qui sont soumises par les moniteurs terrain dans chacun des 15 États-membres de la CEDEAO, à savoir : Rapports d'incidents et Rapports de situation. Les Rapports d'incidents (ou IncReps) sont des

rapports épisodiques et structurés qui portent sur les incidents liés à la sécurité. Il s'agit d'informations de base mais importantes, notamment sur les acteurs impliqués, les mesures qui ont été prises, toutes pertes, toutes blessures ou toutes pertes en vies humaines et le risque d'escalade. Les Rapports de situation (ou SitReps) sont des évaluations hebdomadaires portant sur un ensemble d'indicateurs d'alerte précoce des conflits. Ces IncReps et SitReps permettent aux analystes de l'EWD d'identifier les niveaux relatifs des risques et vulnérabilités dans l'ensemble des provinces, districts et régions, et d'identifier les changements subits ou progressifs intervenus au niveau des risques et vulnérabilités au fil du temps. Ces rapports sont ensuite intégrés par l'EWD à un flux de données diverses provenant d'autres sources, couvrant les vulnérabilités dues aux conflits, les risques d'escalade et les préoccupations en matière de sécurité humaine aux niveaux local, national et régional. L'EWD a recours à ces informations pour éclairer les produits d'analyse, tels que les Rapports de situation régionaux, les Rapports thématiques et les Études de cas, afin d'éclairer la prise de décision, la planification et la réponse.

En partie, les constatations découlant des rapports des ERVSH 2016-2018 serviront de référence pour le suivi et l'analyse en cours des modèles et tendances des conflits, en favorisant une meilleure compréhension des dynamiques nationales et infranationales. Les rapports d'ERVSH évaluent les vulnérabilités structurelles, les risques liés aux événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle en fonction des cinq piliers de la sécurité humaine, à savoir : 1) l'environnement ; 2) la gouvernance ; 3) la santé ; 4) la criminalité ; et 5) la sécurité. Cette démarche permettra aux analystes de mieux comprendre la façon dont la carte des foyers de tension, modèles et tendances qu'ils identifient découlent des vulnérabilités et comment ces vulnérabilités causées par les conflits et ces éléments catalyseurs de conflit ont été exprimés et sont susceptibles de l'être dans des contextes spécifiques.

Toutefois, si les rapports d'ERVSH sont destinés à servir de référence, le processus d'ERVSH est, quant à lui, itératif (tel qu'illustré dans le graphique ci-dessous). En raison de la dynamique changeante des risques de conflit et de vulnérabilités, les rapports d'ERVSH ne sont pas destinés à servir d'évaluations définitives et immuables des États membres de la CEDEAO, mais plutôt à saisir les principaux risques, vulnérabilités et facteurs de résilience au moment de la recherche. Dans la mesure où le profil de risque d'un pays est déterminé par les événements et peut changer au fil du temps, il est important d'actualiser de manière régulière ces rapports d'ERVSH à l'avenir à des fins de pertinence.

Outre le fait qu'elles serviront de référence pour l'EWD, ces constatations permettront à chacun des Centres nationaux de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce (CNCMR) dans le pays de renforcer les données relatives à l'alerte précoce pour le suivi et la réponse en cours de la part de la CEDEAO et des parties prenantes nationales. Cette démarche facilitera une alerte précoce efficace et rapide en éclairant la fourniture de produits d'analyse et orientera, par la suite, la stratégie de prévention opérationnelle et structurelle tant pour la CEDEAO que pour les autres partenaires.



ERVSH et Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC)

Le cadre d’ERVSH s’aligne également sur l’architecture institutionnelle existante de la CEDEAO en matière de prévention des conflits, à savoir le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Le CPCC sert de référence au système de la CEDEAO et aux États membres dans leurs efforts visant à renforcer l’architecture de la sécurité humaine dans la région en créant un espace dédié à la coopération et à la coordination entre la CEDEAO, les États membres et les partenaires externes. Elle vise également à inscrire la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans l’agenda politique des États membres, afin de susciter un soutien en faveur d’une action multi-acteurs et multidimensionnelle opportune et ciblée visant à désamorcer ou à éliminer les menaces potentielles et réelles pour la sécurité humaine.

Le CPCC englobe les catégories de la *prévention opérationnelle* et de la *prévention structurelle*. La première est définie dans le cadre du CPCC comme intégrant « l’alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement préventif et le déploiement préventif par des moyens interactifs, tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO ». Telle que définie dans le CPCC, cette dernière porte sur « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en faveur de la culture de la paix ». Le cadre d’ERVSH est aligné sur celui du CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés soient atténués par des mesures de prévention structurelles et les éléments catalyseurs de risque par des mesures de prévention opérationnelles. Cet alignement est important pour l’utilité et la possibilité d’action du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l’Ouest.

Il importe de noter que certes, bon nombre de rapports et d'analyses sur les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se focalisent presque exclusivement sur le niveau national, mais le CPCC vise à soutenir une infrastructure d'alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Par conséquent, les rapports d'ERVSH prennent en considération les dynamiques au niveau infranational, qui sont essentielles pour aider les analystes et les personnes interrogées potentielles à comprendre le contexte dans lequel des événements et risques spécifiques se produisent, un contexte qui pourrait être sensiblement différent de manière cruciale du contexte national. Cette cartographie des risques, vulnérabilités et résiliences au niveau infranational peut également contribuer à éclairer les stratégies d'engagement au niveau local en matière de prévention structurelle.

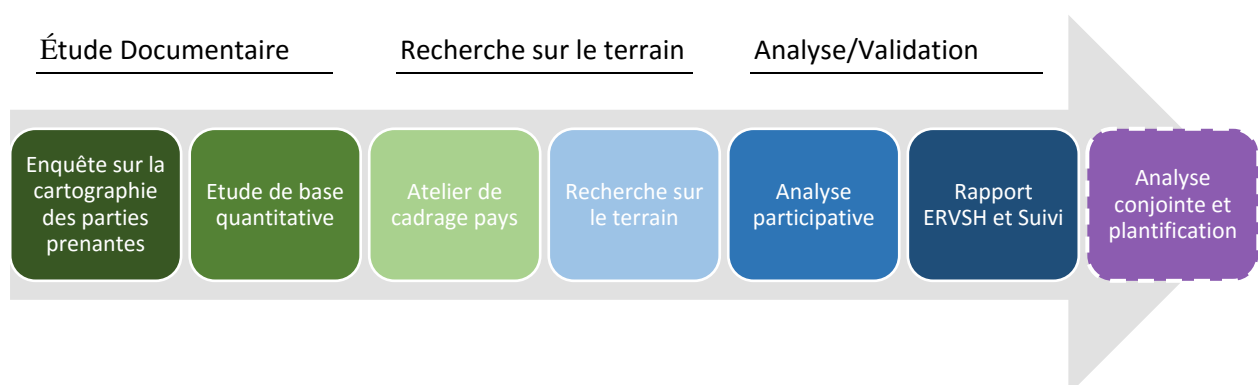
Enfin, tel qu'indiqué dans le CPCC, les conflits en Afrique de l'Ouest tendent à être imbriqués, ce qui donne souvent lieu à des cycles de violence qui s'étendent au-delà des frontières et peuvent maintenir les pays dans des situations instables pendant des décennies. Les rapports d'ERVSH, qui couvrent l'ensemble des quinze États membres de la CEDEAO, sont également utiles pour aider à comprendre la dynamique des systèmes de conflit supranationaux, tels que ceux qui se produisent de part et d'autre du fleuve Mano, dans le Golfe de Guinée, dans le Bassin du Lac Tchad et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont influencés et étroitement liés les uns aux autres non seulement aux plans historique et culturel, mais aussi en termes de vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et, au bout du compte, l'explosion de la violence, décennie après décennie. Ainsi les rapports d'ERVSH offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs infranationaux, nationaux et supranationaux qui débouchent sur une vulnérabilité structurelle et sur l'aggravation du risque, et soulignent la nécessité d'une perspective holistique et systémique dans l'analyse, la planification et la réponse, telle qu'elle est définie dans le cadre du CPCC. Les rapports d'ERVSH seront également liés aux futurs produits et processus d'alerte précoce, tels que le Cadre d'analyse des conflits de la CEDEAO (ECAAF), qui sera détaillé dans la section portant sur les **prochaines étapes et les applications plus larges**.

Aperçu de la méthodologie de l'ERVSH

Les ERVSH ont permis d'évaluer les vulnérabilités structurelles, les risques liés aux événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle en fonction de cinq piliers de la sécurité humaine : 1) l'environnement ; 2) la gouvernance ; 3) la santé ; 4) la criminalité ; et 5) la sécurité. Les rapports décrivent comment les risques découlent des vulnérabilités à la fois au sein et entre ces cinq piliers. En outre, les rapports présentent également les considérations liées au genre et les facteurs externes comme étant des questions transversales qui doivent être comprises pour une alerte précoce, une planification et une réponse efficaces.

Dans le contexte de l'ERVSH, la « *vulnérabilité* » est définie comme tout facteur structurel qui a le potentiel d'être un élément catalyseur de conflit, pendant que le « *risque* » est défini, quant à lui, comme tout facteur lié aux événements qui est susceptible de déclencher un conflit. Les vulnérabilités structurelles peuvent intégrer des éléments tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, l'inégalité, le climat, le favoritisme ou les facteurs démographiques, tandis que les risques liés aux événements intègrent des controverses ou des événements spécifiques tels que les catastrophes ou les élections qui pourraient survenir. La « *résilience* » est définie comme tout facteur social ou institutionnel susceptible d'aider à atténuer ou à gérer les risques et vulnérabilités. Il pourrait s'agir de dirigeants politiques, culturels et communautaires jouissant d'un capital social important pour influencer la dynamique des conflits de manière constructive, notamment le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement ou d'autres institutions qui jouent un rôle de stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'ERVSH rend compte de données quantitatives, du Système d'information géographique (SIG) et qualitatives superposées, triangulées et juxtaposées de manière précise, significative et représentative, en se fondant, de prime à bord, sur les Rapports d'incidents et de situation d'ECOWARN, puis en intégrant des sources de données complémentaires pour combler les lacunes. L'ERVSH s'est déroulée en trois phases principales, à savoir : l'Étude documentaire, la Recherche sur le terrain, l'Analyse et validation, comme indiqué dans le graphique ci-dessous.



Phase 1 : Étude documentaire

En ce qui concerne chacun des rapports d'ERVSH, l'Étude documentaire comprenait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques liés aux événements et des facteurs de résilience sociale et institutionnelle. Le processus par lequel une Étude documentaire est menée intègre la collecte et le traitement des données, la recherche qualitative et la rédaction du narratif. Cette question est traitée en détail dans la section intitulée « **Étude documentaire** » du chapitre portant sur les « Étapes de la mise en œuvre ».

Relativement à l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est basée sur les données provenant de dizaines de sources, notamment les Rapports de situation (SitReps) d'ECOWARN. En se fondant sur ces ensembles de données préexistants, un Indice quantitatif ERVSH a été établi pour mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine, un processus qui est abordée en détail dans la section intitulée « Élaboration de l'Indice ERVSH » dans la section intitulée « **Étude documentaire** » du chapitre portant sur les « Étapes de la mise en œuvre ».

S'agissant de l'évaluation des risques liés aux événements, les données relatives aux événements, notamment celles des Rapports d'incidents (IncReps) d'ECOWARN, ont été triangulées par rapport aux données du Projet ACLED (Projet de localisation des événements et des conflits armés), afin d'évaluer les emplacements et types de problèmes liés aux conflits au niveau infranational au fil du temps. De cette façon, l'utilisation de sources multiples permet de faire une validation croisée, de combler les lacunes qui pourraient être présentes dans une source de données unique et d'identifier les tendances des indicateurs et sous-indicateurs au moyen de requêtes et de recherches par mots clés. Ce processus est abordé plus en profondeur dans la section intitulée « Évaluation des données relatives aux événements et détermination des risques liés aux événements » dans la section dénommée « **Étude documentaire** » du chapitre portant sur les « Étapes de la mise en œuvre ».

Quant à l'évaluation des facteurs de résilience sociale et institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts nationaux de la CEDEAO, en vue d'en savoir davantage au sujet des acteurs de la paix et de la sécurité qui s'efforcent de gérer et de réduire les risques et vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (notamment les organismes gouvernementaux, les représentants d'institutions religieuses, les acteurs du secteur public, la société civile, les groupes de jeunes et les acteurs du développement, entre autres) ont également été invités à citer les organisations avec lesquelles ils avaient collaboré au cours des deux années écoulées sur des questions ayant trait à la paix et à la sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sous la forme d'une carte des réseaux de parties prenantes à l'aide d'outils spécialisés d'analyse des réseaux sociaux pour une analyse quantitative permettant d'identifier les leviers, les sphères d'influence et le capital social. Ce processus est abordé plus en détail dans la section portant sur l'**Analyse des réseaux des parties prenantes** du chapitre relatif aux étapes de la mise en

œuvre. Sur la base de cette analyse, des experts techniques clés ont été identifiés et contactés pour la phase suivante de la recherche.

Phase 2 : Recherche sur le terrain

La phase de Recherche sur le terrain du processus d'ERVSH dans chaque pays a démarré par un Atelier de cadrage, généralement dans la capitale. En recourant à la carte du réseau des parties prenantes réalisée lors de la Phase 1, des experts techniques ayant un réseau très dense se sont réunis en atelier en vue de valider les premières constatations de l'Étude documentaire et suggérer une marche à suivre pour effectuer l'analyse qualitative sur le terrain. L'on a également eu recours à l'Atelier de cadrage pour adapter et rendre plus sensibles les questions de recherche plus larges ainsi que les instruments¹ et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. Enfin, l'Atelier de cadrage a également servi à recueillir des références et contacts pour les acteurs et parties prenantes clés sur le terrain qui ont été consultés au cours des EIC et GD.

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite procédé à une évaluation dans le pays avec des participants issus de plusieurs régions du pays. L'équipe s'est rendue dans les divers points névralgiques identifiés dans l'Étude documentaire et validés lors de l'Atelier de cadrage en vue d'interroger les parties prenantes clé touchées par les conflits ou vivant dans des zones de conflit ou aux environs de celles-ci, et ayant une connaissance du contexte et des capacités sur le plan local. Les EIC et GD menés au cours de cette évaluation dans le pays ont produit des données et informations qualitatives concernant les diverses perspectives sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque liés aux événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle liés aux différentes questions de conflit à travers le pays. Les transcriptions des EIC et GD ont ensuite été collectées, rationalisées en vue de réduire les répétitions et les ambiguïtés, et classées par catégorie aux fins d'analyse et d'établissement de priorités pendant la Phase 3. L'ensemble du processus de recherche sur le terrain, notamment la planification, l'organisation des ateliers d'orientation et des ateliers techniques, la réalisation des EIC et GD, et la compilation des transcriptions, est abordé dans la section relative à la **Recherche sur le terrain** du chapitre portant sur les Étapes de la mise en œuvre.

¹ Les EIC et les GD ont été choisis comme la principale forme d'enquête qualitative sur le terrain, en raison de la capacité de ces techniques à obtenir des données riches et spécifiques au contexte sur les expériences et perspectives personnelles d'une série de parties prenantes et d'experts. Toutefois, il est reconnu que toutes les méthodes de recherche comportent des limites inhérentes ; par exemple, la nature personnelle des EIC et GD signifie que ces données peuvent ne pas être généralisables à l'ensemble des groupes et peuvent refléter de manière involontaire des préjugés ou idées fausses d'ordre personnel ou culturel. Afin de compenser cette situation, les ERVSH triangulent les données des EIC et GD avec des recherches quantitatives et documentaires, en plus de la validation participative, en vue de combler les lacunes ou de corriger les inexactitudes des données qualitatives. Pour de plus amples informations sur les techniques de recherche qualitative, veuillez consulter le document FHI360's *Qualitative Research Methods : Guide pratique du collecteur de données* (2005) : <https://www.fhi360.org/resource/qualitative-research-methods-data-collectors-field-guide>.

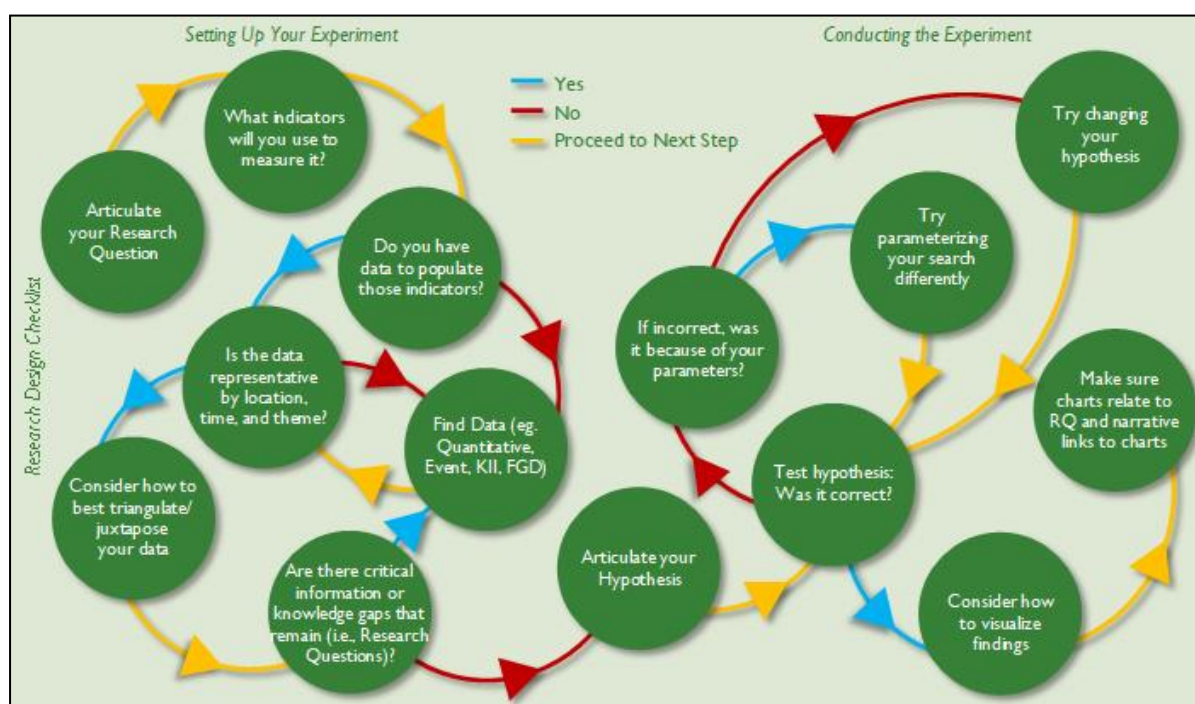
Phase 3 : Analyse et validation

Après que les données quantitatives, des SIG et d'enquête aient été qualifiées et contextualisées sur le terrain, et que les données qualitatives aient été recueillies, organisées et résumées, un rapport final a été rédigé et validé. Le rapport sert de base de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification dans le pays faisant l'objet d'analyse, ainsi que dans les systèmes de conflit associés de façon plus large. Le processus de rédaction, de validation et de diffusion du rapport final est abordé dans la section portant sur « l'Établissement de rapports » du chapitre suivant.

Une note sur la conception de la recherche

En ce qui concerne chaque produit d'alerte précoce, il convient de réfléchir à la question de recherche clé, puis aux moyens de mesure, à la disponibilité des données et à la représentativité de ces données au fil du temps, selon l'emplacement et l'indicateur. Il en est de même pour un projet de recherche majeur, tel que l'ERVSH, que pour tout mémo, alerte ou briefing. Dans le cas contraire, les constatations pourraient être faussées ou insuffisamment qualifiées, ce qui conduirait à des recommandations peu judicieuses. Vous trouverez ci-dessous un organigramme utilisé dans l'ERVSH pour garantir la solidité de la conception de la recherche. Le degré auquel ce diagramme de flux est appliqué est évolutif par rapport à la portée du produit d'alerte précoce.

Ce Manuel décrit en détail la façon dont chacune de ces étapes est appliquée aux fins de l'ERVSH.



Étapes de la mise en œuvre

Étape 1 : Rédaction de l'Étude documentaire

A. Élaboration de l'Indice ERVSH

La première étape du processus d'ERVSH consiste à élaborer un indice quantitatif qui identifie les vulnérabilités structurelles dans chacun des États membres de la CEDEAO. En commençant par les SitReps d'ECOWARN, et en juxtaposant ces constatations à des ensembles de données complémentaires, l'Indice se base sur un large éventail de sources. L'Indice ERVSH fournit à chaque pays une note sur une échelle allant de 1 à 10 (1 étant la note la plus vulnérable et 10 étant plus résiliente) dans chacun des cinq piliers de la sécurité humaine et des sous-indicateurs thématiques de chaque pilier. Ces notes fournissent aux analystes un meilleur fondement pour comprendre les zones relatives de vulnérabilité au sein des États membres de la CEDEAO et entre eux, ainsi que pour établir des priorités dans les domaines de recherche future. En outre, l'Indice ERVSH éclaire directement la recherche et la rédaction de l'Étude documentaire narrative (voir étape 3 ci-dessous).

Voir les Annexes A et B pour avoir une liste complète des indicateurs, sous-indicateurs et sources de l'Indice ERVSH et des instructions étape par étape sur la façon d'établir l'Indice ERVSH.

Objet, portée et limites d'un Indice

L'objectif de l'Indice ERVSH est de fournir aux analystes de l'EWD un aperçu des vulnérabilités structurelles au sein des États membres de la CEDEAO et entre ceux-ci, qui pourraient contribuer aux facteurs de risque liés aux événements ou leur permettre d'évoluer vers ces facteurs. L'Indice ERVSH fournit une base de référence quantitative pour aider les analystes à établir des priorités, à entreprendre des recherches plus approfondies et à assurer le suivi des zones géographiques ou thématiques spécifiques. Bien que le contexte à l'intérieur de chaque pays soit unique, un indice correctement restreint et interprété fournit une base et un cadre normalisés nécessaires à une analyse comparative et approfondie. Il ne s'agit pas de réduire ou d'ignorer le rôle important de l'enquête qualitative, mais de supposer que toute interprétation qualitative devrait découler d'une base quantitative initiale afin de réduire au minimum les effets de distorsion de la pensée de groupe, les préjugés personnels involontaires ou la pondération

LISTE DE CONTRÔLE DES DOCUMENTS

Les documents, rapports et outils suivants seront produits dans le cadre du processus d'ERVSH :

- Indice ERVSH
- Étude documentaire
- Enquête de cadrage auprès des parties prenantes
- Questions de cadrage
- Instruments d'EIC et de GD
- Ensemble de données
- Rapport final ERVSH

excessive des événements et des informations les plus récents ou les plus accessibles. L'Indice ERVSH constitue le fondement quantitatif sur lequel repose l'analyse qualitative interprétative, nécessaire pour comprendre et intégrer la dynamique unique de chaque pays.

Bien entendu, tout indice a des limites inhérentes. Celles-ci se produisent au niveau de la structure du cadre et des formules de calcul (qui supposent un degré de généralisation qui doit être nuancé dans l'interprétation) et au niveau des données (chaque source quantitative a son propre accent ou ses propres caractéristiques méthodologiques, et il peut y avoir des lacunes dans le temps et l'espace qui doivent être triangulées pour garantir la validité). Toutefois, si tant les forces que les limites de l'Indice ERVSH sont transparentes et pleinement rendues publiques parmi ses utilisateurs clés, elles joueront un rôle essentiel en fournissant une base quantitative pour assurer une analyse plus stratégique et ciblée des défis auxquels sont confrontés les pays membres de la CEDEAO.

Note sur les sources de données

L'Indice ERVSH (ci-dessus) et, dans une moindre mesure, les données relatives aux événements (détaillées dans la section ci-dessous) sont tous deux basés sur des sources de données extérieures. Les sources de données, qui sont utilisées dans le processus d'ERVSH, ont été minutieusement sélectionnées pour leur pertinence, leur portée et leur promptitude. Toutefois à l'avenir, ou si la méthodologie de l'ERVSH est appliquée à un autre contexte, il est possible que certaines des sources de données ne soient pas disponibles. Deux des meilleurs moyens permettant de trouver de nouvelles sources de données, le cas échéant, consistent : 1) à recourir à des sources de données qui ont été utilisées dans des projets antérieurs rigoureux sur le plan méthodologique, tels que des rapports phares ou des articles universitaires ; ou 2) à mener des recherches sur les sources publiées par des organisations de renom (par exemple, Banque mondiale, Nations Unies).

Si de nouvelles sources de données doivent être sélectionnées pour une raison quelconque, il convient d'examiner la pertinence, la portée et la promptitude d'une source possible. La **pertinence** consiste à savoir si, oui ou non, la source de données mesure ce que vous souhaitez (ou du moins si elle est aussi proche que possible). À titre d'exemple, il est difficile de mesurer directement la corruption, mais l'Indice de perception de la corruption (produit par Transparency International) mesure indirectement les perceptions de la corruption par une variété de publics. La portée couvre le fait de savoir si la source de données intègre l'ensemble de la géographie faisant l'objet d'analyse (ou autant que possible). À titre d'exemple, il est très difficile d'obtenir des données actualisées dans certains contextes, comme lorsqu'un conflit armé prolongé empêche la collecte de données. La **promptitude** des données couvre la mesure dans laquelle elles sont récentes. Bien que dans certains contextes il soit difficile de collecter des données actualisées, les analystes doivent s'efforcer d'utiliser les données les plus récentes possibles, afin de fournir l'image la plus précise du contexte actuel. Dans une certaine mesure, il est

probable qu'il y ait des compromis entre ces trois priorités, mais il faut les garder à l'esprit et les mettre en œuvre dans la mesure du possible.

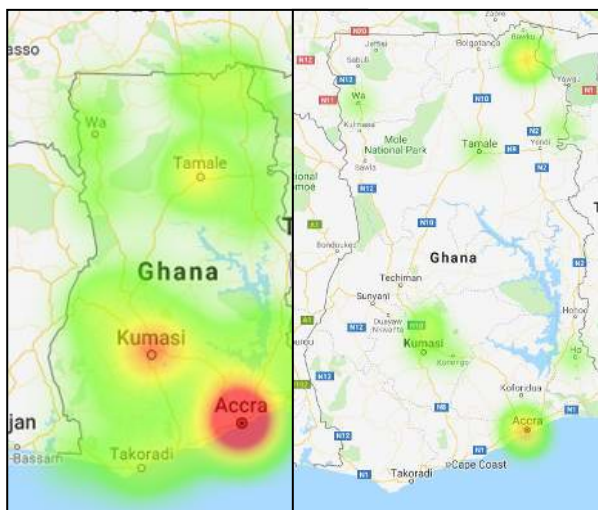
B. Évaluation des données relatives aux événements et détermination des risques liés aux événements

La deuxième étape du processus d'ERVSH est l'évaluation des données relatives aux événements, en se fondant principalement sur les Rapports d'incidents d'ECOWARN et en les juxtaposant à d'autres sources disponibles. Lorsqu'elles sont collectées et analysées par rapport à des indicateurs et cadres appropriés, les données relatives aux événements, servent de base pour informer une enquête qualitative supplémentaire et un pronostic sur le lieu, le moment et la raison du conflit dans le pays ou la région ayant fait l'objet d'évaluation. Une approche du processus d'ERVSH fondée sur les données est essentielle pour identifier les niveaux relatifs de risque et de vulnérabilité dans les zones géographiques ayant fait l'objet d'examen et pour identifier les points névralgiques des conflits. Une approche basée sur les données est également fondamentale pour analyser les modèles et tendances des risques et vulnérabilités au fil du temps.

À propos de cette étape du processus d'ERVSH, il est utile pour l'analyste de recourir à un Système d'information géographique (SIG), qui permettra à l'utilisateur de visualiser, d'interroger, d'analyser et d'interpréter les données pour comprendre les relations, modèles et tendances. On peut recourir au SIG pour identifier les points névralgiques et les tendances dans le but de déterminer la façon dont les différents risques de conflit deviennent évidents dans l'espace et le temps. À partir de là, l'analyste peut optimiser les données relatives à l'événement en termes de qualité, de quantité et de représentativité en fonction du temps, du lieu et du thème. L'utilisateur doit trianguler et valider les données en utilisant plusieurs ensembles de données, tels qu'ECOWARN et ACLED. Les analystes doivent être en mesure d'effectuer des recherches sur les données relatives aux événements dans l'espace et le temps, et de trianguler les sources de données pour combler les lacunes en matière d'information. Lors de la rédaction de l'Étude documentaire et de la planification de la recherche sur le terrain, les analystes doivent identifier les points névralgiques et visualiser où et quand les incidents liés au conflit se produisent, ainsi que les types d'incidents en eux-mêmes.

Identifier les points névralgiques :

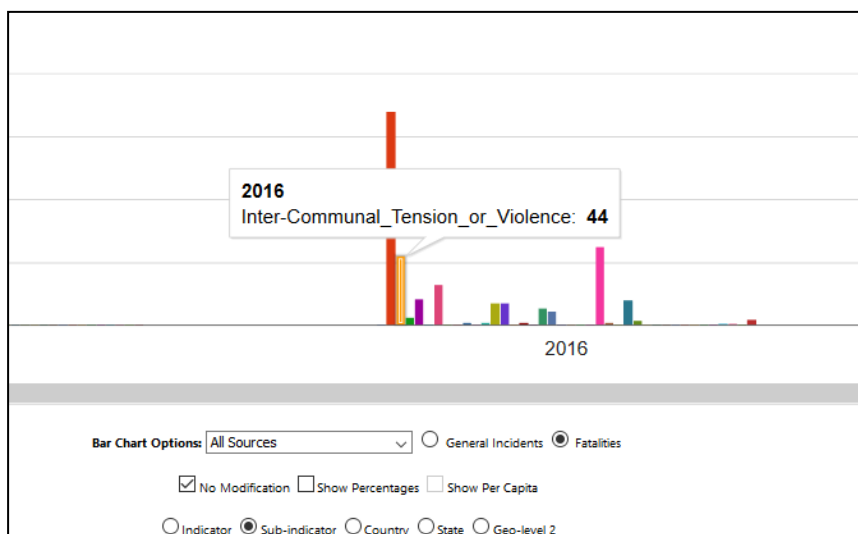
L'identification des points névralgiques clés dans le pays permet d'éclairer à la fois l'Étude documentaire et la planification des recherches sur le terrain. En recourant aux données appropriées, tirées de la période et de la région géographique, les cartes thermiques des incidents ou décès peuvent être un outil de visualisation utile. Certes, les cartes thermiques sont utiles, mais l'analyste devrait également chercher à identifier les principaux facteurs de conflit dans chaque région.



En haut à gauche : Carte thermique de l'ensemble des incidents liés au conflit au Ghana. Ci-dessus à droite : Carte thermique des incidents liés au conflit ayant trait à la concurrence pour la terre. En recourant à des paramètres de recherche spécifiques et en analysant les données au niveau local et régional, l'identification des points névralgiques peut mieux éclairer la planification des recherches sur le terrain.

Modèles et tendances :

Grâce à une application SIG, l'utilisateur peut également évaluer les pics de mortalité liée aux conflits, ainsi que d'autres modèles et tendances dans le pays. Les sections intitulées « Incidents ou événements clés » et « Facteurs de risque clés » de l'Étude documentaire en seront informées. La première étape de ce processus consiste à



Exemple de la manière dont les données - événements résumés dans un outil du SIG peuvent être utilisés pour identifier les facteurs de risque clés

déterminer si (et quand) un pic de mortalité due aux conflits s'est produit dans le pays ou la région en question. À partir de là, l'analyste peut approfondir son enquête pour rendre compte des tendances des incidents par rapport aux décès, et peut résumer les incidents dans les données relatives aux événements. L'analyste devrait également identifier les facteurs de risque clés pour le pays ou la région, en recourant aux données relatives à l'événement. Au nombre des facteurs de risque liés aux événements l'on compte la criminalité, les tensions politiques, les émeutes et les manifestations, ou encore les tensions et violence communautaires.

C. Rédaction de l'Étude documentaire narrative

Après avoir utilisé l'indice ERVSH quantitatif et les données relatives aux événements du SIG pour analyser les vulnérabilités structurelles et les facteurs de risque liés aux événements du pays, l'étape suivante consiste à rédiger l'Étude documentaire narrative. L'Étude documentaire fournit des informations de base et un contexte important sur le pays en question, et aide les équipes de recherche et sur le terrain à formuler les questions de recherche qui seront ensuite posées sur le terrain. Cette section fournira des orientations détaillées sur la rédaction de l'Étude documentaire narrative.

Structure

L'Étude documentaire utilise les cinq piliers de la sécurité humaine – l'environnement, la gouvernance, la santé, la criminalité et la sécurité - pour structurer la section principale du rapport, et suit le schéma ci-dessous.²

1. Contexte du pays
2. Incidents ou événements clés
3. Facteurs de risque de conflit et de vulnérabilité
 - a. Catégorie la plus vulnérable
 - b. Deuxième catégorie la plus vulnérable
 - c. Troisième catégorie la plus vulnérable
 - d. Quatrième catégorie la plus vulnérable
 - e. Cinquième catégorie la plus vulnérable
4. Considérations liées au genre
5. Facteurs de risque clés
6. Répartition régionale
7. Parties prenantes clés
8. Conclusion

CRVA – Preliminary Quantitative Findings: Benin	
Contents	
I. Background.....	3
II. Key Incidents or Events.....	5
III. Conflict Risk and Vulnerability Factors	7
Economics and Resources – Most Vulnerable Category.....	7
Population and Demographics – Second Most Vulnerable Category.....	9
Politics and Governance – Third Most Vulnerable Category.....	11
Rule of Law – Fourth Most Vulnerable Category.....	13
Security – Least Vulnerable Category.....	14
IV. Gender Considerations	17
V. Key Conflict Drivers	18
VI. Regional Breakdown	20
VII. Key Stakeholders	21
VIII. Conclusion	21

Table des matières de l'Étude documentaire sur le Bénin

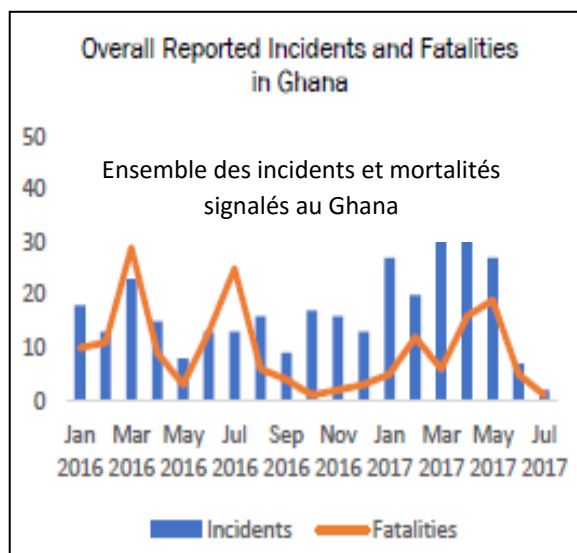
² Il convient de noter que les futures recherches utilisant cette approche quantitative/qualitative de méthodes mixtes pour évaluer les vulnérabilités structurelles et les risques liés aux événements peuvent opérationnaliser ces piliers différemment, par exemple selon les domaines thématiques de l'EWD, en fonction des questions de recherche spécifiques ou du mandat des principaux clients ou intervenants.

Section 1 : Contexte du pays

Cette section devrait donner un aperçu certes bref mais complet 1) de l'histoire sociale et politique du pays ; et 2) des points saillants de l'Indice ERVSH et des piliers de la sécurité humaine qui contribuent à donner une image plus complète du pays. Pour garantir l'utilisation de l'étude par un plus grand nombre de parties prenantes, supposons que le lecteur ne dispose pas de connaissance approfondie du pays.

Section 2 : Incidents ou événements clés

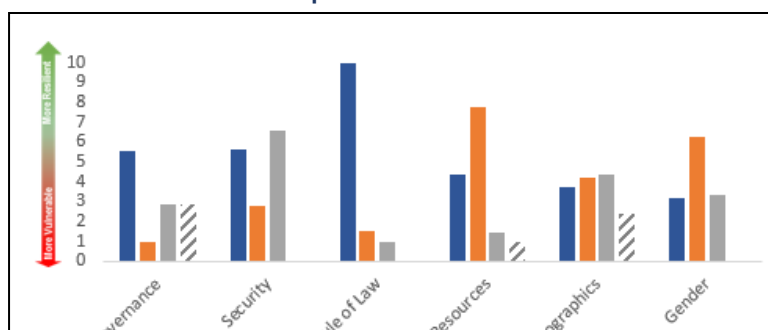
Cette section analyse les données relatives aux événements du SIG, afin d'identifier les principaux incidents ou événements qui ont eu lieu au cours des deux années précédentes. Les pics et tendances des incidents et décès peuvent alors servir de point de départ à une enquête plus approfondie sur les événements clés ou les types de conflits dans le pays. Par exemple, le graphique à droite de l'Étude documentaire sur le Ghana montre un pic de mortalité en mars 2016. Lorsque l'analyste examine spécifiquement les données



Un graphique analysant les tendances des incidents de conflit par rapport aux décès au Ghana.

relatives aux événements de ce mois-là, il s'avère que le pic était dû à des conflits entre agriculteurs et éleveurs, notamment un affrontement relativement grave dans la région du Grand Accra, et à une hausse de la criminalité violente. Ces informations peuvent ensuite être utilisées dans les sections portant sur les « Facteurs de risque clés » et la « Répartition régionale » de l'Étude documentaire et pour orienter une recherche qualitative plus approfondie dans ces domaines. L'auteur peut également souhaiter intégrer une analyse des tendances des incidents liés aux conflits par rapport aux décès, ainsi qu'une comparaison des incidents ou décès signalés par région.

Section 3 : Facteurs de risque de conflit et de vulnérabilité



Ci-dessus : un graphique montrant les notes de l'indice ERVSH pour les cinq piliers de la sécurité humaine ainsi que le genre pour la Guinée-Bissau et deux pays de comparaison (dans ce cas, le Liberia et la Gambie).

Cette section utilise les résultats de l'Indice ERVSH et les cinq piliers de la sécurité humaine pour structurer un examen plus approfondi des facteurs de risque de conflit et de vulnérabilité dans le pays. Cette section peut commencer par un court paragraphe résumant les résultats de l'Indice ERVSH et

un graphique visualisant les notes de l'Indice ERVSH pour le pays (comme indiqué dans la figure à gauche). Il convient également de comparer les notes du pays en question avec les notes de deux pays voisins ou comparables pour donner un sens de la proportionnalité.

Cette section porte ensuite sur l'examen du pays à travers le prisme des cinq piliers de la sécurité humaine, organisés à partir du plus vulnérable vers le moins vulnérable. Les orientations ci-dessous intègrent certains thèmes de recherche communs à chaque pilier, ainsi que des ressources utiles. Toutefois, ces listes ne sont nullement exhaustives et les chercheurs sont encouragés à élargir ou à adapter ces sujets en fonction du contexte du pays.

Pour avoir un exemple de la structure et du style de l'Étude documentaire, voir le modèle et l'exemple de rapport inclus à la fin de ce manuel.

Conseils pour la recherche et la rédaction de l'Étude documentaire

- Assurez-vous d'utiliser les données les plus récentes disponibles et notez l'année des données dans la rédaction pour donner une idée du contexte temporel (par exemple, écrivez « En 2012, 52 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté » plutôt que « 52 % de la population vit sous le seuil de pauvreté »).
- Confirmez vos statistiques et vos résultats par rapport à plusieurs sources.
- Dans la mesure du possible, citez la source de données originale plutôt que de vous fier à des sources secondaires.
- Efforcez-vous d'utiliser un langage politiquement neutre et évitez d'ajouter votre propre jugement ou de faire un éditorial.
- Intégrer le sexe et l'âge dans la mesure du possible.

Les thèmes, questions et ressources de recherche utiles potentiels suivants sont classés selon les cinq piliers de la sécurité humaine d'abord identifiés par la CEDEAO dans un document de cadrage³ de 2016 et utilisés dans les rapports d'ERVSH 2016-2018 : 1) Économie et ressources ; 2) Politique et gouvernance ; 3) Population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) Sécurité. À l'avenir, les thèmes, questions et ressources de recherche devraient être organisés en fonction des cinq nouveaux piliers de la sécurité humaine : 1) l'environnement ; 2) la gouvernance ; 3) la santé ; 4) la criminalité ; et 5) la sécurité.

³ Document de cadrage de l'EWD sur « l'évaluation des risques de cinq pays pilotes de la CEDEAO, à savoir : Côte d'Ivoire, Mali, Liberia, Guinée-Bissau et Burkina Faso ».

Pilier de la sécurité humaine : Économie et ressources

Au nombre des thèmes et questions de recherche potentiels, l'on compte les aspects suivants :

- Inégalité des revenus (par exemple, coefficient de Gini ; part du revenu détenue par les 10 % les plus élevés)
- Les disparités entre les populations rurales et urbaines (notamment les taux de pauvreté, d'emploi et de prestation de services). Quel est le pourcentage de la population vivant en zone urbaine ? Quel est le taux de croissance dans les zones urbaines ? Existe-il des tendances fortes de migration du milieu rural vers le milieu urbain ? S'agit-il d'une question dictée par l'économie ?
- Malnutrition et insécurité alimentaire. Quel pourcentage de la population est considéré comme étant confronté à « l'insécurité alimentaire » ? Quels sont les facteurs de la malnutrition et/ou de l'insécurité alimentaire ?
- Productivité économique du pays (notamment le PIB et les taux de croissance prévus du PIB)
- Taux d'alphabétisation et taux net de scolarisation des femmes par rapport aux hommes. Examinez également l'évolution de ces taux entre l'enseignement primaire et secondaire, étant donné que les disparités entre les sexes s'accroissent souvent aux niveaux secondaire et supérieur.
- Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'économie ? Quel est le pourcentage de femmes travaillant dans le secteur informel ?
- Quelle est la composition globale de l'économie ? Quelles sont les industries primaires ? Quelles sont les exportations et importations du pays ? Dans quelle mesure l'économie est-elle diversifiée ? (À titre d'exemple, quel pourcentage du PIB provient de l'agriculture par rapport à l'exploitation minière par rapport au secteur des services ?)
- Y-a-t-il eu des chocs économiques récemment ? (Par exemple, les conflits, la chute des cours des matières premières, les épidémies comme Ébola)
- Quelle est la stratégie du gouvernement en matière d'économie ?
- Quel est le pourcentage de la population qui dépend de l'agriculture ?
- Quel rôle l'exploitation minière ou d'autres formes d'extraction de ressources jouent-elle/jouent-elles dans l'économie ? Quels sont les problèmes liés à ces industries (par exemple, les violations des droits de l'homme, les migrations, les pressions exercées sur les terres, la pollution, les conflits avec les communautés locales, etc.)
- Quels sont les niveaux de chômage et d'éducation des jeunes ? Ce facteur est-il à l'origine du mécontentement (en particulier s'il existe une explosion démographique de la jeunesse) ?
- La terre ou le contrôle d'autres ressources naturelles constitue-t-il/elle une source de conflit ? Les conflits entre les éleveurs et agriculteurs constituent-ils un problème ?
- Qu'est-ce que le régime foncier ?
- Quels sont les mécanismes déjà en place pour atténuer les pressions exercées sur la terre ou les conflits y afférents ?

- Économie illicite : quel rôle joue le trafic de drogue ou d'armes ? Existe-t-il des activités minières ou d'extraction de ressources illégales ? Le gouvernement est-il impliqué ? À-t-il un impact sur la sécurité intérieure ?
- Le pays est-il vulnérable aux catastrophes naturelles ? Si oui, de quel type ? Y-a-t-il eu des catastrophes naturelles récentes ?
- Quelles sont les vulnérabilités du pays face au changement climatique ? (Par exemple, l'élévation du niveau de la mer, la désertification, etc.) Quel impact cette situation pourrait-il avoir sur la population ? (Par exemple, la migration forcée due à la désertification, l'impact économique sur les moyens de subsistance, etc.).

Ressources utiles :

- Base de données statistiques de la Banque mondiale et pages sur la vue d'ensemble du pays
- Rapports de stratégie du Fonds monétaire international (FMI)
- Publications de la Banque africaine de développement (BAD), en particulier les plus récents profils de pays concernant la situation des femmes
- Publications faites par l'USAID et données fournies par celle-ci ou d'autres organisations de développement, le Programme alimentaire mondial, le FAO, le PNUD ou les ONG travaillant dans le pays
- Rapports d'examen périodique de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) (pour les sections portant sur l'égalité des sexes)
- Profils pays de Land Links (URL : <https://www.land-links.org/country-profiles/>)

Pilier de la sécurité humaine : Politique et gouvernance

Au nombre des thèmes et questions de recherche potentiels, l'on compte les points suivants :

- Élections et niveaux de participation politique, notamment les taux de participation électorale
- Les récentes élections ont-elles été jugées libres et équitables ? Les groupes d'opposition ont-ils contesté les résultats ? Quels sont les commentaires des observateurs internationaux au sujet des élections ?
- Perceptions de la corruption au sein du gouvernement
- Mécanismes de lutte contre la corruption sont-ils en place et sont-ils efficaces ?
- Respect des droits politiques
- Perceptions de la légitimité du gouvernement
- Représentation des femmes et des jeunes sur la scène politique (par exemple : nombre et pourcentage de femmes siégeant au Parlement/à l'Assemblée nationale ; nombre et pourcentage de femmes ou de jeunes occupant des postes ministériels ou au sein du gouvernement ; quel rôle les femmes et les jeunes jouent-ils sur la scène politique et dans la prise de décision au niveau local ?)

- Le pays a-t-il un héritage de régime autoritaire ou à parti unique ? Comment cette situation influe-t-elle sur le climat politique actuel ?
- La violence a-t-elle lieu à l'occasion des élections ? Si oui, quels sont les éléments catalyseurs de cette violence ? Qui est impliqué ?
- Les partis politiques sont-ils organisés selon des critères religieux ou ethniques ? Si oui, le discours politique suscite-t-il ces divisions ? Les griefs politiques sont-ils liés à des griefs ethniques, religieux ou régionaux ?
- Dans quelle mesure le gouvernement fournit-il des services sociaux ? Existe-t-il des disparités entre les zones urbaines et rurales en matière de services sociaux ?
- Quels sont les droits protégés par la constitution ? Ces droits sont-ils protégés ? (Par exemple, les protestations ou les journalistes sont-ils réprimés ?)
- Quelles sont les conventions internationales auxquelles le pays est parti (ou non partie) ?
- Quelles sont les questions clés relatives aux droits de l'homme dans le pays ? Quel rôle le gouvernement joue-t-il dans ces questions (en bien ou en mal) ?

Ressources utiles :

- Rapports de l'examen périodique de la CEDAW
- Indice de perception de la corruption de *Transparency International*
- Enquête d'Afrobaromètre relative à la corruption et à la légitimité du gouvernement
- Rapports annuels du Département d'État des États-Unis sur le pays concernant les pratiques en matière de droits de l'homme
- Rapports des Rapporteurs spéciaux des Nations Unies
- Publication annuelle « *Freedom in the World* » par Freedom House
- Rapports sur les droits de l'homme établis par des groupes, tels que *Human Rights Watch* ou *Amnesty International*
- Données de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)
- Le site Web ElectionGuide (URL : <http://www.electionguide.org/>) de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES)
- Classement mondial de la liberté de la presse par Reporters sans frontières
- Base de données PARLINE sur les parlements nationaux par l'Union interparlementaire
- Rapports pays de l'Indice Bertelsmann de transformation (BTI)
- Données des Nations unies et de la Banque mondiale sur la disponibilité des services en milieu rural par rapport au milieu urbain

Pilier de la sécurité humaine : Population et démographie

Au nombre des thèmes et questions de recherche, l'on note les aspects suivants :

- Répartition par âge : Quel est l'âge moyen ? Quel est le taux de croissance de la population ?
- Croissance de la jeunesse : Existe-t-il une forte population de jeunes ? Quel pourcentage ? Quels sont les défis et opportunités qui se présentent à cette population de jeunes ?
- Fécondité : Quelle est la taille moyenne d'une famille ? Existe-t-il des disparités régionales ou rurales/urbaines au niveau des taux de fécondité, ou des disparités entre les niveaux d'éducation ?
- Quel est la situation concernant l'utilisation de la contraception et de la planification familiale dans le pays ?
- Quel est le taux de mortalité maternelle ?
- Quelle est l'espérance de vie à la naissance (hommes par rapport aux femmes) ?
- Quelle est la prévalence du mariage d'enfants dans le pays ?
- Comment les tendances démographiques (par exemple, la croissance de la jeunesse, la migration) affectent-elles les autres piliers de la sécurité humaine (par exemple, les risques liés au chômage ou à la radicalisation des jeunes, les opportunités économiques des femmes, etc.) ?
- Quels sont les principaux groupes ethniques ou sociaux ? Où vivent ces groupes ?
- Quelle est la composition de la population du pays sur le plan religieux ?
- Existe-t-il une grande communauté d'immigrants ? Existe-t-il des tendances fortes en matière de migration ?
- Existe-t-il une histoire de conflits entre les groupes ethniques ou religieux ? Ou entre les immigrés et les autochtones ? Existe-t-il des pratiques de coexistence qui contribuent à atténuer les conflits (par exemple, les « plaisanteries » ou les dialogues interreligieux) ?
- Les identités ethniques ou religieuses ont-elles un impact sur l'affiliation politique, la marginalisation, etc.
- Quel est le degré de solidité du système de santé ? (par exemple, le nombre de professionnel de la santé pour 100 000 personnes ou le nombre d'hôpitaux). Existe-t-il des disparités entre les zones rurales et urbaines en matière de services de santé ?
- Le pays a-t-il un historique d'épidémies ou de maladies ? (par exemple, Ébola ou Zika)
- Existe-t-il d'autres préoccupations en matière de santé dans le pays ? (par exemple, les taux de prévalence du VIH/sida, les flambées de rougeole, etc.)

Ressources utiles :

- Enquêtes démographiques et sanitaires par pays (produites par le programme de l'EDS de l'USAID)
- Données de l'Organisation mondiale de la Santé et rapports ou mises à jour par pays
- Données des Nations Unies et de la Banque mondiale
- Données statistiques nationales
- Indice des institutions sociales et égalité homme-femme de l'OCDE

Pilier de la sécurité humaine : État de droit

Au nombre des thèmes et questions de recherche, l'on note les points suivants :

- Indépendance du pouvoir judiciaire
- Perceptions de la corruption au sein du gouvernement et du système judiciaire
- Niveaux de confiance dans le système judiciaire ou les tribunaux
- Responsabilité et impunité (par exemple, les abus des forces de sécurité font-ils l'objet d'une enquête ? La corruption des responsables gouvernementaux fait-elle l'objet d'une enquête ?)
- Nombre et pourcentage de femmes dans le système judiciaire
- Droits des femmes en vertu de la loi et respect des droits des femmes dans la pratique
- Existe-t-il des groupes qui sont victimes de discrimination en vertu de la loi ?
- Conditions d'emprisonnement et de détention
- Recours au droit traditionnel ou coutumier
- Ressources allouées au système juridique (par exemple : existe-t-il des tribunaux dans les zones rurales ? Les magistrats sont-ils rémunérés ?)

Ressources utiles :

- Rapports d'examen périodique de la CEDAW
- Indice de perception de la corruption de Transparency International
- Enquêtes Afrobaromètre relatives à la corruption et aux systèmes judiciaires
- Rapports annuels du Département d'État des États-Unis sur les pratiques en matière de droits de l'homme
- Rapports des Rapporteurs spéciaux des Nations Unies
- Publication annuelle « Freedom in the World » par Freedom House
- Rapports sur les droits de l'homme établis par des groupes tels que Human Rights Watch ou Amnesty International

Pilier de la sécurité humaine : Sécurité

Au nombre des thèmes et questions de recherche, l'on note les points suivants :

- Le pays a-t-il une histoire de conflits armés ? Si oui, quels étaient ou sont les éléments catalyseurs, et qui est impliqué ?
- Existe-t-il des troupes de maintien de la paix dans le pays ? Si oui, depuis combien de temps ? Quel est leur mandat ?
- Existe-t-il des tendances de violence criminelle dans le pays ?
- Existe-t-il des économies illicites (drogues, armes, etc.) qui ont un impact sur la sécurité ?
- Existe-t-il des antécédents de violence politique ou de violence autour des élections ? Si oui, quels sont les facteurs ? Qui sont les acteurs clés ?
- Y-a-t-il eu des attaques terroristes dans le pays ? Si oui, quels sont les groupes concernés ? Les pays voisins ont-ils subi des attaques terroristes ? Existe-t-il un risque de débordement ou de radicalisation dans le pays ?
- Réfugiés et PDI : nombre de réfugiés et de PDI dans le pays, et pays d'origine. Le pays est-il une source ou un point de départ de réfugiés ? Le pays a-t-il la capacité d'accueillir des populations de réfugiés ou de PDI ? Quelles sont les relations entre les populations déplacées et les communautés locales ?
- Dans quelle mesure les forces de sécurité sont-elles en mesure de protéger la population ? Disposent-ils de ressources et de salaires suffisants ? Existe-t-il des problèmes de corruption ? Les forces de sécurité sont-elles impliquées dans des actes d'abus ?
- Le pays dispose-t-il de groupes d'autodéfense ou de sécurité communautaire ? Dans quelle mesure les communautés sont-elles tributaires de ces groupes pour assurer leur sécurité ?
- Quel est l'impact de la violence sur les femmes ? Existe-t-il des problèmes de violence fondée sur le sexe ?
- Existe-t-il des problèmes de violence fondée sur le sexe ?
- Comment les jeunes sont-ils touchés par la violence ? (par exemple, la radicalisation des jeunes suscite-t-elle des inquiétudes ? Les jeunes sont-ils mobilisés pour s'engager dans la violence électorale ?)
- La gestion des terres ou ressources naturelles est-elle une source de conflit violent ?

Ressources utiles :

- Mises à jour et données fournies par le HCR
- Rapports de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- Rapports d'examen périodique de la CEDAW
- Indice des institutions sociales et égalité femmes-hommes de l'OCDE

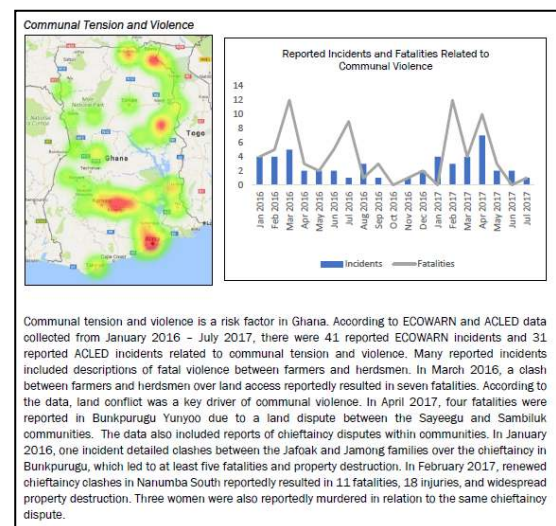
Section 4 : Considérations liées au genre

Outre l'intégration de la dimension genre dans les sections du pilier de la sécurité humaine ci-dessus, la section portant sur les Considérations liées au genre fournit un résumé des rôles des hommes et des femmes et des informations additionnelles pour donner un aperçu de la situation générale des femmes dans le pays. Par exemple, quels sont les différents rôles sociaux, économiques ou politiques que les hommes et les femmes jouent dans le pays ? En quoi les femmes ont-elles été particulièrement touchées par les tendances évoquées dans le rapport ? Quelles sont les disparités existantes ? Comment le gouvernement a-t-il œuvré pour remédier à ces disparités ? Les choses s'améliorent-elles ?

Pour avoir des orientations additionnelles sur l'intégration d'une perspective de genre, voir le « Intégration de la dimension genre dans l'alerte précoce - CEDEAO : Manuel du genre à l'intention de praticiens ».

Section 5 : Facteurs de risque clés

Cette section identifie les principaux types de risques de conflit dans le pays, sur la base d'une analyse des données relatives aux événements du SIG. Les exemples de risques de conflit peuvent intégrer la criminalité, les tensions politiques, les émeutes et les protestations, ou les tensions et la violence communautaires. En ce qui concerne chaque type de risque lié à un événement, le rapport devrait identifier les points névralgiques, les tendances des incidents par rapport aux décès, et un résumé des incidents dans les données relatives aux événements.



L'image figurant à droite montre un exemple de résumé des facteurs de risque relatifs aux tensions et à la violence communautaires, tiré de l'Étude documentaire sur le Ghana.

Section 6 : Répartition régionale

En ayant recours aux données liées aux événements du SIG, cette section analyse les types de risques de conflits qui se produisent dans chaque région du pays et identifie les points névralgiques clés au sein de chaque région. Pour des raisons de convivialité, il est préférable de présenter ces informations sous forme de tableau, comme le montre la figure ci-dessous. Ces informations seront ensuite utilisées pour planifier la recherche sur le terrain lors de la prochaine étape du processus d'ERVSH.

The following is a breakdown of the major conflict incidents in The Gambia by region.

Region		Key Areas
Central River	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Tensions politiques entre les partisans de l'UDP et ceux de l'APRC ☐ Tensions politiques entre les partisans de l'UDP et ceux de l'APRC 	<ul style="list-style-type: none"> • Upper Saloum
Upper River	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Tensions politiques entre les partisans de l'UDP et ceux de l'APRC 	<ul style="list-style-type: none"> • Sandu
West Coast	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Affrontements avec les soldats d'ECOMIG 	<ul style="list-style-type: none"> • Foni Bondali
Greater Banjul Area	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Émeutes et protestations, souvent sur des questions politiques, des griefs économiques et des préoccupations concernant un site de décharge de déchets ☐ Arrestation des partisans de l'opposition politique et des journalistes 	<ul style="list-style-type: none"> • Banjul • Kanifing
	<ul style="list-style-type: none"> • Arrests of political opposition supporters and journalists 	

À gauche : un extrait de la section sur la répartition régionale de l'Étude documentaire sur la Gambie.

Section 7 : Parties prenantes clés

Sur la base des recherches menées au cours de l'Étude documentaire, cette section identifie les parties prenantes internationales, nationales et locales qui devraient être impliqués dans la prochaine phase de recherche sur le terrain. Il importe d'identifier les acteurs clés à travers les cinq piliers de la sécurité humaine, ainsi que de réfléchir aux types de parties prenantes (tels que les groupes d'opposition politique, les entités gouvernementales, les leaders religieux ou les chefs traditionnels, etc.) qui pourraient apporter une perspective critique lors de la phase de recherche sur le terrain.

Section 8 : Conclusion

Cette section fournit un bref résumé des constatations de l'Étude documentaire et identifie les lacunes ou domaines de recherche additionnels qui peuvent être comblés au cours de la prochaine phase du processus d'ERVSH : Recherche sur le terrain.

D. Rédaction des questions de cadrage

Tel qu'indiqué dans l'organigramme de la conception de la recherche, la première étape de chaque phase doit être une articulation de la (ou des) question(s) de recherche étudiée(s). Par conséquent, en prélude à la phase de recherche sur le terrain, des questions de cadrage devraient être préparées en vue d'orienter le programme de recherche. Ces questions devraient découler directement de l'Étude documentaire. Après avoir saisi un large aperçu des vulnérabilités structurelles, des risques liés aux événements, des points névralgiques, des modèles et des tendances, le chercheur rédigera une série de questions qui qualifieront et contextualiseront ces résultats préliminaires. Ces questions seront affinées lors de l'Atelier d'orientation de la première journée de la mission de terrain. Notez que ces questions ne devraient pas être confondues avec l'instrument d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD), qui sera au bout du compte une version simplifiée des questions de cadrage en vue d'éviter les préjugés ou questions tendancieuses de la part du chercheur.

Directives en vue de l'élaboration des questions de cadrage :

- Les questions de cadrage devraient permettre d'examiner les risques et vulnérabilités sous-jacentes à travers les cinq piliers.
- Les questions de cadrage devraient de manière explicite prendre en considération le contexte sociopolitique tel qu'identifié dans l'Étude documentaire.
- Les questions de cadrage devraient, de manière explicite, faire référence aux événements, acteurs et emplacements pertinents identifiés dans l'Étude documentaire.

À l'instar des thèmes de recherche, des questions et des ressources utiles potentiels, l'exemple suivant de questions de cadrage est classé selon les cinq piliers de la sécurité humaine utilisés dans les rapports 2016-2018 d'ERVSH : 1) Économie et ressources ; 2) Politique et gouvernance ; 3) Population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) Sécurité. À l'avenir, les questions de cadrage devraient être organisées en fonction des cinq nouveaux piliers de la sécurité humaine : 1) l'environnement ; 2) la gouvernance ; 3) la santé ; 4) la criminalité ; et 5) la sécurité.

Politique/Gouvernance : Depuis que le conflit du Nord Mali a éclaté en 2012 et l'accord de paix signé entre le gouvernement malien, la Plateforme et la CMA en 2015, quels sont les défis qui restent à relever pour la mise en œuvre de cet accord ? (Appropriation locale, logistique, politique...). Compte tenu du contexte sécuritaire actuel, les prochaines élections de 2018 et 2022 se dérouleront-elles sans heurts et ces transitions politiques contribueront-elles à consolider le processus de paix ou à le faire dérailler ? Dans quelle mesure les questions relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées internes affectent-elles la cohésion sociale ?

Population/Démographie : Dans quelle mesure la polarisation ethnique ou les tensions entre agriculteurs et éleveurs constituent-elles un principal facteur dans le paysage sociopolitique ? Le sectarisme religieux ou l'extrémisme radical sont-ils une question de division ? La migration et le déplacement contribuent-ils aux conflits pour les terres et ressources ? Existe-t-il des problèmes spécifiques auxquels les jeunes sont confrontés (par exemple, la privation de droits, la croissance de la jeunesse, l'accès aux opportunités et aux ressources, etc.) Dans quelle mesure les conditions climatiques défavorables affectent-elles la sécurité alimentaire et la sécurité en général ? Leurs groupes sont-ils structurellement marginalisés par rapport à la représentation ou aux opportunités politiques ?

Économie/Ressources : Depuis l'accord de paix, l'activité socio-économique reprend-elle de plus belle ? Les commerçants et convois sont-ils en mesure de transporter des marchandises à destination et en provenance du marché, en particulier dans le Nord ? Au-delà de l'aide à la sécurité, dans quelle mesure le Mali est-il dépendant de l'aide étrangère, en particulier de l'aide sanitaire, technique et alimentaire ?

Sécurité : Dans le cadre de l'accord de paix, comment les services de sécurité assurent-ils l'intégrité territoriale de l'État du Mali ? Sur quelle partie du territoire l'armée exerce-t-

elle un contrôle effectif ? Outre les forces militaires françaises et des Nations-Unies, dans quelle mesure le gouvernement se fonde-t-il sur des mandataires tels que la Plateforme pour maintenir la paix et l'ordre, est-ce durable ? Dans le cadre du paysage global des conflits, dans quelle mesure le terrorisme menace-t-il la sécurité de la population du Mali ?

État de droit : Dans quelle mesure le trafic de drogue et la traite des êtres humains alimentent-ils le conflit au Mali ? Existe-t-il des contraintes ou limites au fonctionnement des institutions judiciaires, telles que la corruption et le professionnalisme ? La corruption compromet-elle la bonne mise en œuvre de l'accord de paix lui-même ? Au-delà du centre administratif, existe-t-il un accès équitable à la justice et aux services juridiques ?

E. Préparation de l'Instrument d'EIC/de GD

Après avoir examiné les grandes questions de recherche contextualisées, qui seront explorées sur le terrain, l'équipe doit à présent préparer un instrument d'EIC/de GD qui sera déployé dans les sites de recherche identifiés. Ces entretiens serviront à répondre aux questions de cadrage, mais seront posés sans autant de référence explicite aux événements, acteurs et emplacements. Ces questions seront très générales et ouvertes, afin d'éviter tout parti pris et de donner à la personne interrogée la possibilité d'apporter sa propre compréhension, perception et expérience du contexte de l'entretien - plutôt que le contexte imposé par le chercheur. Notez que chaque fois qu'une de ces questions est posée et qu'une réponse y est donnée, le chercheur doit faire suivre sa demande d'un exemple ou d'une élaboration. L'instrument d'EIC/de GD est donc conçu en tant qu'un outil permettant d'engager une conversation qui pourrait aller dans différentes directions selon le rôle ou l'expertise de la personne interrogée.

Notez que, Certes, l'instrument sera le même pour les EIC et GD, mais les discussions peuvent être très différentes. Les EIC pourraient être beaucoup plus approfondis, dans la mesure où elles seront menées avec des individus de renom ayant une expertise ou une visibilité sur une partie spécifique de l'ensemble des problèmes faisant l'objet d'étude (femme leader, leader traditionnel/religieux/communautaire, agent de sécurité, responsable administratif et leader d'opinion). En revanche, les GD peuvent être plus généraux, dans la mesure où elles visent à recueillir le point de vue de la population générale (répartie par sexe et par tranche d'âge).

Les questions relatives à chaque pilier devraient figurer sur une page distincte. En haut de chaque page doit figurer une liste des catégories clés identifiées pour ce pilier respectif. Ces catégories seront déterminées sur la base de l'Étude documentaire et des questions de cadrage. À titre d'exemple, au sommet du pilier de la Sécurité, l'on pourrait lister les catégories suivantes :

Tensions/conflits communautaires	Violence criminelle	Violence basée sur le genre	Insurrection	Extrémisme	Violence transfrontalière

Ensuite, au cours de l'entretien, le chercheur cochera les cases lorsque l'une ou l'autre des catégories est identifiée comme étant un domaine prioritaire grave du point de vue de la personne interrogée. Au terme de la mission de terrain, les chercheurs comptabiliseront les réponses par groupe de parties prenantes et par emplacement pour voir s'il y a eu des variations significatives entre les diverses personnes interrogées.

Directives pour la conception de l'instrument d'EIC/de GD

- On devrait rédiger les questions de l'instrument d'EIC/de GD pour chacun des cinq piliers de la sécurité humaine et celles-ci devraient viser à susciter une discussion permettant à la/aux personne(s) interrogée(s) de développer les questions soulevées dans les questions de cadrage.
- Ces questions ne doivent pas être posées mot pour mot pendant les EIC et GD, mais doivent plutôt être utilisées par l'enquêteur pour susciter et orienter la discussion
- Les questions devraient être directes, simples et discrètes
- Les questions devraient viser à obtenir des réponses détaillées de la part du/des participant(s) (c'est-à-dire pas de questions auxquelles l'on peut répondre par « oui » ou par « non »)
- Ne posez pas de questions qui obligent les personnes interrogées à vous faire une analyse

Comme les questions de cadrage, les questions de l'instrument d'EIC/de GD sont classées selon les cinq piliers de la sécurité humaine utilisés dans les rapports d'ERVSH de 2016-2018 : 1) Économie et Ressources, 2) Politique et Gouvernance, 3) Population et Démographie, 4) État de droit, et 5) Sécurité. À l'avenir, les questions relatives aux instruments de l'EIC/du GD devrait être organisées en fonction des cinq nouveaux piliers de la sécurité humaine : 1) l'environnement ; 2) la gouvernance ; 3) la santé ; 4) la criminalité et 5) la sécurité.

Politique et Gouvernance

- Quel rôle les femmes jouent-elles sur la scène politique et dans la prise de décision ?
- Quel rôle les jeunes jouent-ils sur la scène politique et dans la prise de décision ?
- Quel rôle jouent les groupes de la société civile, les médias et les mouvements sociaux sur la scène politique ?

Économie et Ressources

- Quel est votre avis sur les prix des produits de base dans votre communauté ? Comment cette situation vous affecte-t-elle, vous et les groupes vulnérables ?
- Existe-t-il des disparités régionales ou entre les zones urbaines et rurales en termes de services sociaux de base (éducation, soins de santé, infrastructures routières, infrastructures d'approvisionnement en eau) ?
- Avez-vous connaissance de toutes activités économiques illicites dans votre communauté ? Quel rôle jouent-elles dans l'économie locale et nationale ?
- Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'économie locale ?
- Quel rôle les jeunes jouent-ils dans l'économie locale ?

Sécurité

- Quelle est votre perception du rôle des forces de sécurité dans la gestion de la criminalité ?
- Existe-t-il des éléments catalyseurs de conflit tels que les litiges fonciers, les questions de succession ou d'héritage, ou la concurrence pour les ressources ?
- Quel rôle les communautés ou les acteurs non étatiques jouent-ils dans la fourniture de la sécurité ?
- Existe-t-il des tensions politiques, communales ou sectaires qui pourraient constituer une menace pour la sécurité nationale ou locale ?
- Dans quelle mesure les marchés illicites (par exemple, le trafic de drogue, l'exploitation minière illégale) ont-ils contribué aux problèmes de criminalité et de violence ?
- Existe-t-il des menaces transfrontalières, maritimes ou transnationales ?
- Existe-t-il, au sein de votre communauté, des problèmes liés aux réfugiés et aux PDI/personnes déportées/ personnes rapatriés ?
- Quelles sont les mesures en place pour garantir votre sécurité ?

Population et Démographie

- Quel rôle les femmes jouent-elles dans la vie sociale, économique et politique ?
- Quel rôle les jeunes jouent-ils dans la vie sociale, économique et politique ?
- Le travail des enfants constitue-t-il une préoccupation dans votre communauté ? Quelles sont certaines de ces questions ?
- Comment l'exode rural affecte-t-il les jeunes de votre communauté ?
- Dans quelle mesure les conditions climatiques affectent-elles la sécurité alimentaire et la sécurité en général ?
- La planification familiale est-elle accessible et efficace ?
- Quelle est la prévalence du mariage précoce ? Quels sont les facteurs qui contribuent au mariage précoce ?
- Quelle est la prévalence des grossesses chez les adolescentes ?

État de droit

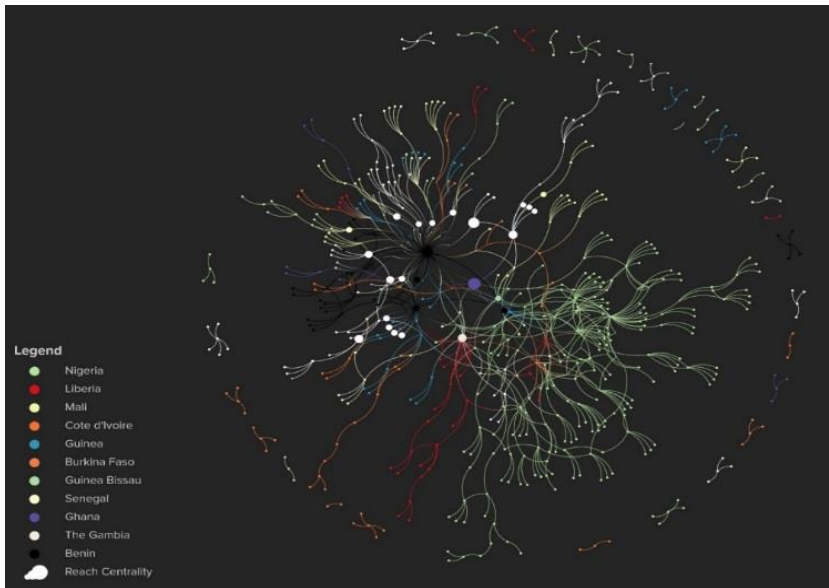
- Quelle est l'efficacité du système judiciaire dans la lutte contre les problèmes de justice et d'impunité ?

- Existe-t-il un accès à la justice et aux services juridiques dans votre communauté ?
- Existe-t-il des mécanismes alternatifs/traditionnels de règlement des litiges dans votre communauté ? Sont-ils efficaces ?
- Dans quelle mesure les communautés comptent-elles sur la police et les forces de sécurité pour rendre la justice ?
- Dans quelle mesure les droits des femmes sont-ils protégés dans la pratique ?

Étape 2 : Analyse des réseaux des parties prenantes

Portée et objectif de l'Analyse des réseaux des parties prenantes

L'objectif d'une analyse des réseaux des parties prenantes (SNA) dans le processus d'ERVSH est de fournir aux analystes de l'EWD une meilleure compréhension des organisations travaillant sur les questions de paix et de sécurité au sein des États membres de la CEDEAO et de la manière dont ces organisations sont reliées entre elles. À court terme, la SNA éclairera directement la phase de recherche sur le terrain du processus d'ERVSH, dans la mesure où les représentants d'organisations ayant un réseau très dense ou pertinentes identifiées dans la SNA seront invités à participer à l'Atelier de cadrage au début de la recherche sur le terrain. À moyen et long terme, cette analyse peut également éclairer les interventions et identifier les caractéristiques importantes du réseau plus large d'organisations, telles que les endroits où le réseau est dense et ceux où il est éparpillé, les organisations ayant un réseau très dense et donc bien placées pour jouer un rôle de communication ou de rassemblement, la manière dont les informations ou les meilleures pratiques pourraient circuler (ou ne pas circuler) entre les membres du réseau, et les endroits où le réseau pourrait être rompu et/ou déconnecté. Ces constatations peuvent aider les analystes à identifier les lacunes ou faiblesses du réseau existant et à déterminer les effets probables des activités en fonction des objectifs spécifiques et des parties prenantes engagées. Cette démarche permet ensuite d'établir des priorités et de définir une stratégie au niveau national et infranational, notamment en analysant les liens entre le réseau des parties prenantes et les niveaux de risque et les domaines de vulnérabilité identifiés dans l'Étude documentaire.



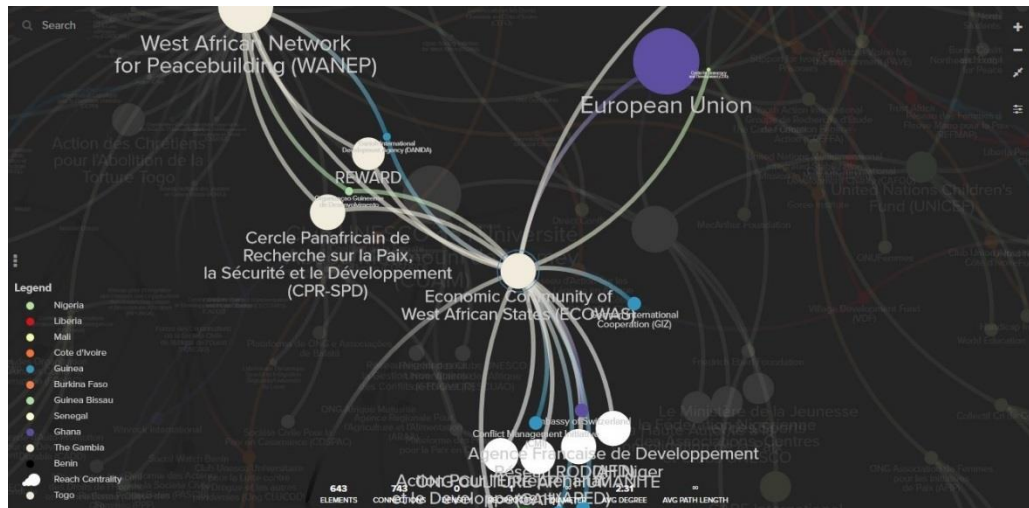
Une image de la SNA à l'échelle de la CEDEAO réalisée dans le cadre du processus d'ERVSH de 2016-2018.

Du point de vue de l'allocation des ressources, la conduite d'une SNA permet également de susciter un engagement plus efficace des acteurs locaux et de leurs réseaux, en allant au-delà du déploiement de ressources humaines, financières et techniques en faveur des mêmes acteurs, bien connus, encore et toujours, ou de ceux qui sont le plus facilement situés dans les capitales ou les

grands centres économiques. Une SNA efficace devrait permettre à l'analyste ou à l'organisation donatrice de comprendre où se trouvent les capacités spécifiques (c'est-à-dire les organisations de la société civile ou les individus qui mettent l'accent sur la lutte contre la violence basée sur le genre, le militantisme des jeunes, les conflits fonciers, etc. Cette situation peut non seulement contribuer à renforcer les capacités des organisations locales à faire face aux risques et vulnérabilités d'une manière appropriée et globale au niveau local, mais aussi permettre à ces entités d'interagir et de travailler avec d'autres acteurs, permettant ainsi d'élargir le réseau et de parvenir à une alerte précoce et une réponse plus durable dans les États membres.

Il existe deux limites inhérentes à la conduite et à l'utilisation d'une analyse des réseaux des parties prenantes : 1) la saisie des changements au fil du temps ; et 2) la prise en compte des préjugés sur le taux de réponse. La première limite est basée sur le fait que le réseau est créé à un moment donné et peut donc ne pas saisir les nouvelles connexions et organisations tout en continuant d'intégrer des informations obsolètes. Ces risques peuvent être efficacement atténués par l'envoi d'enquêtes périodiques, soit à toutes les parties prenantes, soit à un échantillon aléatoire de celles-ci, afin d'actualiser les données qui sous-tendent le réseau des parties prenantes. La deuxième limite concerne le phénomène selon lequel les organisations sont omises de manière disproportionnée dans certaines zones géographiques. On peut réduire au minimum ce problème en ayant recours à une liste initiale aussi complète que possible des organisations concernées et en envoyant itérativement une enquête de cadrage aux organisations identifiées par les personnes interrogées initiales comme partenaires afin de s'assurer que les informations les plus récentes ont été saisies.

demandées aux personnes interrogées et le taux de réponse probable, ce dernier étant particulièrement important lorsque les enquêtes sont répétées de manière périodique, comme décrit ci-dessus.



Une image de la SNA de la CEDEAO achevée dans le cadre du processus d'ERVSH 2016-2018, montrant les principales connexions avec la CEDEAO.

Afin d'utiliser efficacement les informations tirées de l'enquête de cadrage, il est utile d'utiliser un logiciel pour visualiser et analyser les principaux acteurs, la manière dont ils sont connectés et les diverses caractéristiques du réseau élargi. Un exemple de ce type de logiciel est Kumu, qui fournit une puissante plateforme de visualisation pour cartographier les systèmes et mieux comprendre les relations et qui est utilisé par des centaines d'organisations dans le monde entier pour un éventail extrêmement varié de projets. La plateforme Kumu permet aux utilisateurs de télécharger et de visualiser leurs informations et, surtout, permet une personnalisation poussée pour rendre le résultat plus compréhensible du point de vue intuitive et fournit des outils d'analyse puissants. Un exemple du premier est donné ci-dessus, où une organisation particulière, telle que la CEDEAO, peut être sélectionnée pour mettre en valeur ses partenaires immédiats et leur position dans le réseau plus large. Ces derniers, qui sont couverts plus en détail dans l'Annexe A, intègrent le calcul de mesures de centralité telles que l'interrelation et la portée, qui révèlent les organisations qui sont bien placées en tant qu'organisateur et communicateur. Ces organisations peuvent être essentielles pour le succès de toute entreprise et, à cette fin, les organisations qui sont identifiées comme ayant la plus grande centralité sont contactées pour participer à l'Atelier de cadrage au cours de la prochaine phase du processus d'ERVSH.

Étape 3 : Recherche sur le terrain

Après avoir réalisé l'Étude documentaire et l'Analyse des réseaux des parties prenantes, une équipe d'experts et de chercheurs de la CEDEAO et des organisations partenaires procède à une évaluation sur le terrain dans le pays. La phase de recherche sur le terrain du processus d'ERVSH permet à l'équipe de qualifier et de contextualiser les résultats de l'Étude documentaire, d'identifier et de combler les lacunes de la recherche et d'obtenir des informations qualitatives précieuses sur les dynamiques infranationales et nationales du pays. Cette section donne un aperçu du processus de planification, des ateliers d'orientation et de cadrage, de la conduite des Entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des Groupes de discussion (GD), et de la compilation des transcriptions.

Planification et logistique

La coordination d'une mission sur le terrain d'ERVSH est une entreprise complexe. Veuillez noter que les tâches ci-dessous ne sont pas nécessairement séquentielles et pourraient par nécessité se chevaucher. Les éléments de base à prendre en compte dans votre planification sont les suivants

Planification

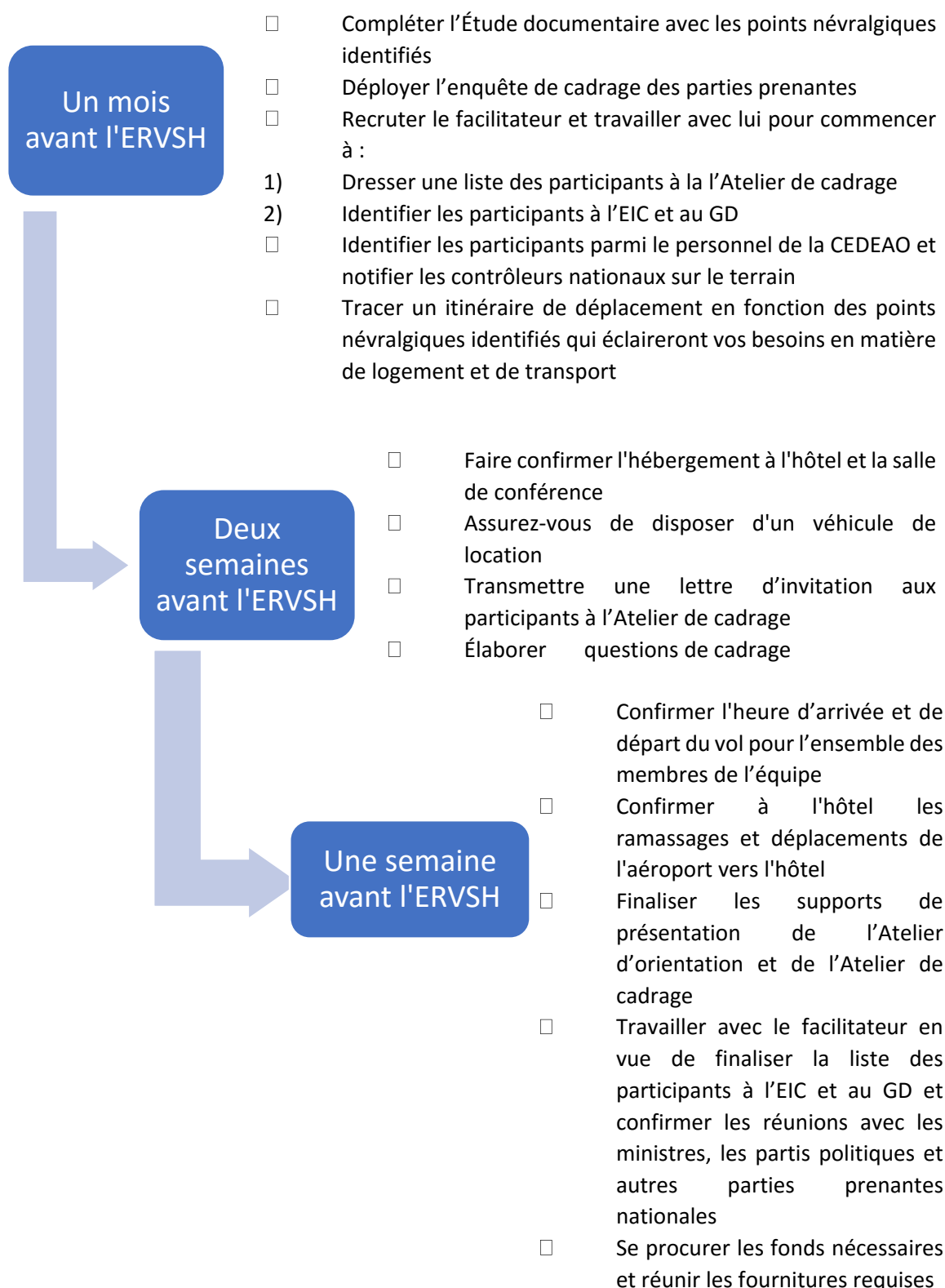
- Après l'achèvement de l'Étude documentaire, identifier les zones névralgiques du pays et élaborer des questions de cadrage en vue d'orienter la recherche sur le terrain.
- Déployer l'Enquête auprès des parties prenantes (voir Étape 2) et cartographier les résultats sur une plateforme de visualisation telle que la plateforme Kumu. Analyser les constatations, afin d'identifier les parties prenantes clés et dresser une liste des participants pour l'Atelier de cadrage.
- Identifier le personnel de la CEDEAO et des organisations partenaires ainsi que les observateurs nationaux sur le terrain qui participeront à la mission de terrain.
- Confirmer les dates de recherche sur le terrain avec les parties prenantes pertinentes de la CEDEAO, le personnel de la CEDEAO et des organisations partenaires, et les observateurs nationaux sur le terrain. Obtenir les visas et autorisations nécessaires pour voyager, selon les exigences de la CEDEAO ou des organisations partenaires.
- Assurer la liaison avec le bureau ou le représentant local de la CEDEAO aux fins de soutien administratif nécessaire (par exemple, convoquer les responsables gouvernementaux du pays, obtenir une autorisation de sécurité et un laissez-passer pour les déplacements internes de l'équipe de recherche. Note : Ce processus devrait être facilité par le siège de la CEDEAO à Abuja.
- Trouver un facilitateur local. Celui-ci identifiera les participants à l'Atelier de cadrage et les EIC/GD sur le terrain et dialoguera avec ceux-ci et fournira également une assistance à l'équipe de terrain et des aperçus essentiels sur le contexte du pays.
- Si nécessaire, faire appel à des traducteurs pour aider l'équipe de recherche sur le terrain.

- Avec l'aide du facilitateur, utiliser les foyers de tension identifiés dans l'Étude documentaire pour tracer un itinéraire de recherche sur le terrain dans les zones névralgiques clés du pays. Le facilitateur doit trouver des participants pour trois GD (hommes, femmes et jeunes) et 3-5 EIC dans chaque lieu. Lorsque des problèmes de sécurité risquent d'empêcher l'équipe de se déplacer, prévoyez de faire venir des parties prenantes issues de ces régions vers la capitale ou dans un autre lieu sécurisé pour participer aux GD et aux EIC. Le facilitateur doit également aider à organiser des réunions avec les ministères clés, les partis politiques et autres parties prenantes nationales concernées.

Logistique

- Trouver un hôtel dans la capitale du pays pour héberger l'équipe de recherche sur le terrain et accueillir l'Atelier d'orientation et l'Atelier de cadrage. Si nécessaire, réserver des hôtels pour les lieux de recherche en dehors de la capitale. Si les participants aux EIC et GD doivent se déplacer et passer la nuit pour participer aux recherches sur le terrain, assurez leur hébergement.
- Assurer la location de voitures pour les déplacements dans la capitale et vers les régions situées à l'extérieur de la capitale, le cas échéant.
- Avec l'aide du facilitateur, les constatations de l'Analyse des réseaux des parties prenantes et les contacts clés de la CEDEAO ou des organisations partenaires, dresser une liste des participants à l'Atelier de cadrage.
- Une fois que la salle de conférence de l'hôtel a été confirmée, transmettez une lettre d'invitation du représentant de la CEDEAO dans le pays aux participants identifiés à l'Atelier de cadrage.
- Élaborer des supports de présentation (PowerPoint et imprimés) pour l'Atelier d'orientation et l'Atelier de cadrage.
- Organiser le transport à l'aéroport des participants de l'équipe de terrain.
- Déterminer les besoins en liquidités pour la durée de la mission de terrain. Les coûts pourraient intégrer les éléments suivants :
 - Primes de transport pour les participants à l'Atelier de cadrage des pays et les participants aux EIC et GD.
 - Paiements de per diem pour le personnel de la CEDEAO et les moniteurs terrain
 - Argent liquide nécessaire pour payer les fournisseurs, tels que les sociétés de location de voitures ou d'espaces d'événementiels

Calendrier de planification



Atelier d'orientation

L'Atelier d'orientation est un atelier d'une journée qui se tient au cours de la première journée de la mission de terrain, en vue d'informer les membres de l'équipe de terrain (notamment les observateurs sur le terrain) sur la mission de terrain et les constatations

clés de l'Étude documentaire. L'atelier est également l'occasion d'affiner les questions de cadrage et de fournir des instructions sur les entretiens et la prise de notes en préparation des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD).

En prélude à l'Atelier d'orientation, les organisateurs devraient préparer un ordre du jour, le projet de questions de cadrage élaboré à l'Étape 1, et les supports de présentation (notamment une présentation PowerPoint sur les constatations de l'Étude documentaire et des supports pédagogiques sur la conduite des entretiens et la prise de notes). La présentation de l'Atelier d'orientation devrait fournir les éléments suivants :

- Un aperçu du processus et de la méthodologie de l'ERVSH, notamment les définitions (vulnérabilités, risques, résilience) ;
- Un résumé des recherches précédentes, telles que le Rapport d'évaluation des risques de conflit de 2013 – 2014 ;
- Un aperçu du Rapport sur l'Étude documentaire ;
 - Aperçu des cinq piliers de l'Indice ERVSH
 - Considérations liées au genre
 - Questions clés par région
 - Facteurs de risque de conflit clés ;
 - Aperçu de l'itinéraire sur le terrain, notamment la répartition des équipes, le cas échéant.
- Informations sur la conduite des entretiens et la prise de notes

Un exemple d'ordre du jour pour l'Atelier d'orientation pourrait ressembler :

9h00 – 9h20	Présentation de l'équipe et des facilitateurs
9h20 – 10h30	Aperçu du processus et des constatations de l'ERVSH
10h30 – 11h00	Conduite des recherches sur le terrain <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Portée et limites de l'Étude documentaire <input type="checkbox"/> Tirer le meilleur parti de la recherche qualitative sur le terrain <input type="checkbox"/> Mise en place des entretiens et règles de base
Pause-café	
11h30 – 13h00	Conduite des recherches sur le terrain <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> 11h30 - 12h30 : examiner les questions de cadrage et donner un aperçu des meilleures pratiques pour la recherche sur le terrain <ul style="list-style-type: none"> ○ Réviser les questions de cadrage avec pour objectif de parvenir à 2/3 questions par pilier de la sécurité humaine (Travail de groupe) ○ Structurer l'instrument (en tenant compte de la logique et du flux, du contexte, du principe « Do-no-Harm (Approche sensible au conflit) », de la sensibilité aux conflits, etc.) ○ Importance d'adapter l'instrument en fonction du contexte (par exemple, pertinence pour la partie

		<p>prenante, la région, les questions saillantes, etc.) et flexibilité de l'enquêteur pour poser des questions de suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> □ 12h30 - 13h00 : rôles et responsabilités <ul style="list-style-type: none"> ○ Prise de notes ○ Entretien ○ Chronométrage ○ Matrice des entretiens
Déjeuner		
14h00 17h00	-	<p>Conduite des EIC et GD</p> <ul style="list-style-type: none"> □ 14h00 - 15h00 : Scénario d'entretien de Fishbowl <ul style="list-style-type: none"> ○ Exemple d'EIC <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'enquêteur pose des questions ; la personne interrogée répond ▪ L'équipe de recherche prend des notes ▪ L'équipe examine les notes en groupe pour voir si les notes ont fait ressortir les points importants □ 15h00 - 15h30 : Pause-café □ 15h30 - 16h30 : Meilleures pratiques et enseignements tirés <ul style="list-style-type: none"> ○ Meilleures pratiques et enseignements tirés <ul style="list-style-type: none"> ▪ Noms propres (lieux, institutions, groupes ethniques, familles, individus) ▪ Images, métaphores, expériences ▪ Citations ▪ Anecdotes ▪ Format normalisé ○ Délais de soumission quotidien et directives □ 16h30 - 17h00 : Logistique <ul style="list-style-type: none"> ○ Aperçu du calendrier, notamment les réunions ministérielles ○ Per diem ○ Sécurité

L'équipe pourrait également décider d'élaborer un ordre du jour interne intégrant une répartition des membres de l'équipe qui faciliteront les différentes parties de l'orientation.

Atelier de cadrage

L'Atelier de cadrage, organisé au cours de la deuxième journée de la mission de terrain, permet à l'équipe de valider les constatations de l'Étude documentaire et d'adapter davantage les instruments de recherche en fonction des connaissances et de l'expertise

locales. Au cours de l'atelier, l'équipe examinera les constatations de l'Étude documentaire avec des experts et des parties prenantes locales, notamment des représentants d'organisations ayant un réseau très dense identifiées dans l'Analyse des réseaux des parties prenantes. Par la suite, les participants peuvent donner un aperçu des manifestations infranationales des risques et vulnérabilités identifiés, permettant ainsi à l'équipe de travail sur le terrain d'intégrer ces aperçus locaux ou régionaux dans les instruments de recherche. Les participants peuvent également donner un aperçu des parties prenantes clés dans les diverses régions qui devraient être consultées pendant la recherche sur le terrain, ce qui peut également être intégré dans l'itinéraire de la recherche sur le terrain.

Un exemple d'ordre du jour pour l'atelier de cadrage pourrait se présenter comme suit :

8h30 – 9h00	Enregistrement
9h00 – 10h30	<p>Ouverture de l'atelier et présentation des premières constatations</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> 9h00 - 9h15 : Présentation et allocution de bienvenue <input type="checkbox"/> 9h15 - 9h30 : Vue d'ensemble - présentation des équipes, but et objectifs de l'atelier, règlement intérieur <input type="checkbox"/> 9h30 - 10h30 : Présentation des constatations <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation succincte de la méthodologie utilisée ○ Incidents clés ○ Première constatation sur les risques de conflit et vulnérabilité ○ Genre ○ Facteurs déclencheurs potentiels
Pause-café	
11h00 – 13h00	<p>Discussion de groupe et rétroaction sur les premières constatations</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> 11h00 – 12h00 : Groupes de discussion (facilité par des membres de l'équipe de terrain) <ul style="list-style-type: none"> ○ Gouvernance ○ Environnement ○ Criminalité ○ Santé ○ Sécurité <input type="checkbox"/> 12H00 - 13H00 : Présentations par groupes et discussion facilitée
Déjeuner	
14h00 – 15h00	Suite des présentations par groupes
15h00 – 15h30	Prochaines étapes et clôture

Une fois l'Atelier de cadrage achevé, l'équipe de recherche devra ajuster les instruments d'EIC et de GD si nécessaire pour intégrer les rétroactions des participants. Les journées restantes de la mission de terrain consisteront à mener des EIC et GD dans les zones

névralgiques clés dans tout le pays et à rencontrer les ministères du gouvernement, les partis politiques et les autres parties prenantes au niveau national.

Conduite des EIC et GD

Les EIC et GD servent à contextualiser, qualifier et étoffer les constatations de l'Étude documentaire en consultation avec les parties prenantes et populations touchées. Les EIC et GD peuvent fournir des informations et perspectives sur les dynamiques infranationales et locales dans le pays, ce qui est essentiel pour les futurs efforts d'alerte précoces et de réponse. En utilisant comme guide les zones névralgiques identifiées dans les données relatives aux événements en tant que guide, l'équipe devrait mener cinq EIC dans chaque point névralgique avec des personnes de haut niveau, influentes et bien informées. Par exemple, les EIC pourraient être menées avec des règles traditionnelles, des femmes leaders, des agents de sécurité, des responsables administratifs ou des jeunes ou des leaders d'opinion. L'équipe doit également effectuer trois GD dans chaque point névralgique, répartis entre les hommes, les femmes et les jeunes. Chaque GD devrait compter environ cinq participants. Avant le démarrage de la mission de terrain, l'équipe devrait travailler avec le facilitateur en vue d'identifier les participants aux EIC et GD et d'échanger avec ceux-ci, en veillant à l'équilibre entre les sexes et à l'inclusion des jeunes dans la mesure du possible. Des modèles d'instruments pour les EIC et GD sont inclus dans le modèle de section du présent manuel.

Prise de notes

Dans la mesure du possible, l'on devrait prendre des notes mot pour mot sur les entretiens, afin de s'assurer que l'analyse intègre le contenu, le ton et l'accent. Techniques à garder à l'esprit lors des entretiens :

- Prenez note des noms de lieux, dates, organisations, personnalités politiques, groupes ethniques, etc.
- Notez des événements, exemples ou anecdotes spécifiques
- Soulignez brièvement les risques, vulnérabilités et acteurs liés aux événements
- Utilisez une optique de genre, le cas échéant
- Identifiez les facteurs de résilience et les programmes qui ont été efficaces
- Fournissez un contexte utile à un événement
- Enregistrez des citations directes illustratives
- En ce qui concerne les divers thèmes abordés au cours de l'entretien, les notes relatives aux entretiens devraient idéalement pouvoir répondre aux questions suivantes :
 - *Qui ?* Quels sont les acteurs ou communautés concernés ?
 - *Quoi ?* Que s'est-il passé ou que se passe-t-il ? Intégrer autant de détails que possible.
 - *Quand ?* Quand l'événement s'est-il produit ?
 - La question est-elle toujours d'actualité ?
 - Quel est le calendrier ?

- Où ? Où cet incident s'est-il produit ? S'agit-il d'une question locale, régionale, nationale ou supranationale ?
- Pourquoi ? Pourquoi cette question est-elle importante ? Quels sont les impacts ? Quel est le lien avec les risques et vulnérabilités identifiés ?
- Si vous faites appel à un traducteur, demandez-lui de traduire aussi fidèlement que possible, sans faire de résumé significatif, afin d'éviter tout parti pris ou malentendu.

Les notes relatives aux d'entretiens devraient comporter des titres et les notes devraient être organisées en fonction des cinq piliers de la sécurité humaine. Le cas échéant, utilisez des sous-titres pour indiquer les thèmes de discussion importants (par exemple, « Terrorisme » dans le cadre du pilier « Sécurité »). Dans chaque section, utilisez des guillemets pour mettre en évidence les citations directes de la personne interrogée (« xxx »).

Les titres devraient intégrer : 1) la date ; 2) le lieu de l'entretien ou l'origine des participants ; 3) l'affiliation des participants (par exemple, pasteur, chef de file des femmes) ; et 4) le type d'EIC ou de GD (par exemple, GD des femmes). Par exemple :

Date : 9 décembre 2017

Origine : Banjul

Affiliation : Imam

Tapez : EIC

L'inclusion de ces informations garantira que les notes relatives aux entretiens sont correctement classées et compilées après l'achèvement de la mission de terrain.

Pour mener une entrevue relatives aux meilleures pratiques pour les EIC et les GD

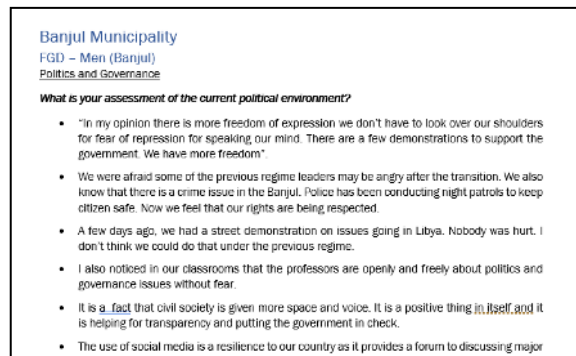
- Commencez l'entretien en expliquant brièvement le projet et le but de l'entretien. Rassurer le(s) participant(s) sur le fait que les données collectées sont anonymes et répondre à leurs questions éventuelles. Si un appareil d'enregistrement est utilisé, il faut obtenir le consentement des participants pour l'enregistrement.
- Veillez à ce que les questions soient formulées de manière à susciter des réponses détaillées plutôt que des réponses par oui ou par non - utilisez des mots tels que « pourquoi » et « comment ».
- Obtenez des détails supplémentaires en posant des questions de suivi - par exemple, « Pouvez-vous me donner un exemple » ou « Pouvez-vous m'en dire plus à ce sujet ? »
- Formuler les questions simplement et éviter le jargon ou le langage technique. Évitez les questions tendancieuses.
- Ne commencez pas la discussion par un sujet sensible ou controversé - le(s) participant(s) ne se sentira(ont) probablement pas à l'aise pour répondre, ce qui pourrait faire dérailler l'entretien.
- Observer la salle - si le ou les participant(s) ne semble(nt) pas à l'aise pour discuter d'un sujet particulier, il est possible de changer de sujet et d'y revenir plus tard. À l'inverse, si un sujet particulier donne des informations riches et pertinentes pour les questions de cadrage, ne forcez pas le sujet à changer.
- Dans les DG, assurez-vous qu'une ou deux personnes ne domine(nt) pas la conversation - chacun doit avoir la possibilité de contribuer
- L'animateur doit demeurer neutre et ne pas exprimer d'opinions personnelles ou de préjugés tout au long de l'entretien.
- Le facilitateur doit également être conscient de son langage corporel et de ses signes physiques qui peuvent inconsciemment signaler un accord ou un désaccord.
- Assurer le suivi du temps

En haut de chaque page, devrait figurer une liste de contrôle des catégories clés pour chaque pilier respectif. Sans demander explicitement à la personne interrogée de classer les questions énumérées, notez l'importance et la priorité avec lesquelles la personne interrogée aborde chaque catégorie au cours de la discussion. Concernant les catégories que la personne interrogée juge très importantes, notamment par le ton, les exemples concrets et l'élaboration de l'impact sur la sécurité humaine, le chercheur doit cocher la case, afin de pouvoir les comptabiliser à la fin avec les autres entretiens.

Compilation des transcriptions

L'on aura recours aux transcriptions de la recherche sur le terrain pour éclairer directement la rédaction du rapport d'ERVSH et doivent être organisées et compilées dans un paquet de données final. Pour préparer le paquet de données final :

- Traduire les transcriptions si nécessaire
- Organiser les transcriptions par emplacement
- Organiser le contenu de chaque transcription par pilier de la sécurité humaine
- Veiller à ce que les transcriptions aient un formatage cohérent
- Intégrer des en-têtes/questions pertinentes dans chaque pilier pour structurer et fournir un contexte aux notes
- Consolider et rationaliser les notes afin de réduire les répétitions inutiles
- Supprimer tous les noms et informations permettant d'identifier les personnes dans les notes afin de garantir l'anonymat.



Exemple tiré du paquet de données final pour la Gambie. Notez que le paquet comprend des informations géographiques et des informations sur les entretiens et qu'il est organisé par pilier de la sécurité humaine.

Renseigner la feuille de calcul de l'Annexe sur la ventilation quantitative

Afin de remplir l'Annexe sur la répartition quantitative (voir les instructions additionnelles dans le chapitre sur l'**Établissement de rapports**), le rédacteur doit remplir la feuille de calcul de l'Annexe sur la répartition quantitative (jointe au présent manuel) tout en organisant et en compilant les transcriptions. Cette Annexe quantifie la prévalence des thèmes de discussion dans l'ensemble du travail sur le terrain, ventilée par sexe, âge et région, ce qui permet au lecteur d'identifier plus rapidement les questions et thèmes de discussion les plus urgents.

L'on devrait recourir au décompte des cases cochées au cours de chaque entretien pour remplir une feuille de calcul, afin de refléter les régions du travail sur le terrain et la composition des participants au travail sur le terrain (par exemple, trois GD - hommes, femmes et jeunes - et quatre EIC dans la région A). S'il existe un thème particulièrement

important qui ne figure pas dans les rubriques thématiques (par exemple, les élections ou le désarmement), ce thème peut être ajouté comme rubrique thématique additionnelle au pilier de la sécurité humaine concerné dans la feuille de calcul. Ensuite, tout en organisant et en consolidant les transcriptions, le rédacteur devrait simplement marquer un X dans la ligne et la colonne appropriées lorsqu'un sujet apparaît comme un point de conversation important dans la transcription. Un exemple du pilier « Économie et Ressources » de la région d'Alibori au Bénin est présenté ci-dessous :

	A	B	C	D	E	F	G	H
1	Economics/Resources							
2	Stakeholder Group	Where	Specific	Economic Inequality	Undernourished Population	Economic Productivity	Gender: Education and Employment	Land/Natural Resources
3	FGD - Youth					X	X	X
4	FGD - Women						X	X
5	FGD - Men						X	X
6	KII - Development Worker		X				X	X
7	KII - Lawyer						X	
8	KII - Business Owner							X
9	KII - CSO/NGO A						X	
10	KII - CSO/NGO B				X		X	
11								
12								
13								

Étape 4 : Établissement de rapports

Après avoir achevé les recherches sur le terrain et compilé les transcriptions, l'étape suivante consiste à rédiger le rapport final d'ERVSH, qui fera la synthèse de toutes les informations recueillies jusqu'à présent (notamment les notes de l'Indice ERVSH, les recherches de l'Étude documentaire, les données relatives aux événements et les recherches sur le terrain). Le rapport final d'ERVSH analyse les risques de conflit, les vulnérabilités et les facteurs de résilience aux niveaux national et sous-national, donnant à l'utilisateur final une compréhension plus nuancée des variations locales et régionales des dynamiques entre les cinq piliers de la sécurité humaine. Cette section donnera un aperçu du contenu de chaque section du rapport d'ERVSH, ainsi que des orientations sur le processus de rédaction des recommandations et de validation, sans oublier la diffusion du rapport.

A. Approche et structure

Le rapport final d'ERVSH contient les sections suivantes :

1. Sigles et abréviations
2. Avant-propos, préface et remerciements
3. Résumé exécutif
4. Introduction
 - a) Processus de recherche
 - b) Terminologie et définitions conceptuelles
 - c) Revue de la littérature
 - d) Questions de recherche
 - e) Description de l'échantillon
 - f) Analyse des données
 - g) Portée et limites de l'Étude
5. Contexte du pays
6. Risques, vulnérabilités et résiliences au niveau national
 - a) Le pilier de la sécurité humaine le plus vulnérable
 - b) Deuxième pilier de la sécurité humaine le plus vulnérable
 - c) Troisième pilier de la sécurité humaine le plus vulnérable
 - d) Quatrième pilier de la sécurité humaine le plus vulnérable
 - e) Le pilier de la sécurité humaine le moins vulnérable
 - f) Facteurs externes
 - g) Considérations liées au genre
7. Risques, vulnérabilités et résilience au niveau infranational
 - a) Région couverte par le travail sur le terrain
 - b) Région couverte par le travail sur le terrain
 - c) Région couverte par le travail sur le terrain
8. Conclusion et Recommandations
9. Annexes
 - a) Échantillon de données
 - b) Indice de vulnérabilité

- c) Références additionnelles
- d) Répartition de la recherche quantitative sur le terrain
- e) Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine

Section 1 : Sigles et abréviations

Cette section devrait intégrer un tableau de tous les sigles et abréviations utilisés dans le rapport final d'ERVSH, en vue d'aider le lecteur.

Section 2 : Avant-propos, préface et remerciements

Cette section devrait intégrer les messages provenant des responsables pertinents de la CEDEAO, tels que le Directeur de l'alerte précoce, le Commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité, et le président de la CEDEAO. La section des remerciements doit également permettre de remercier les autorités compétentes des États membres et le personnel de la CEDEAO ou des organisations partenaires qui ont participé à la mission d'ERVSH.

Section 3 : Résumé exécutif

Le résumé exécutif devrait donner un bref aperçu (environ une page) de l'objectif et des constatations générales du rapport d'ERVSH.

Section 4 : Introduction

Cette section fournit au lecteur un contexte sur le processus et la méthodologie de l'ERVSH, afin de fournir un cadre pour comprendre le contenu des niveaux national et infranational qui suivent. La section portant sur l'Introduction devrait intégrer une description du processus de recherche d'ERVSH jusqu'à présent, des définitions des termes et concepts clés (notamment les « risques », les « vulnérabilités » et les « résiliences »), et une analyse documentaire pour positionner ce rapport dans le cadre de l'évolution de la compréhension mondiale de la sécurité humaine. L'introduction fournit également au lecteur les questions de recherche auxquelles l'on a eu recours pour encadrer la recherche sur le terrain et une brève analyse des données sur les événements du SIG obtenues au cours de la recherche de l'étude sur le terrain. Enfin, l'introduction doit définir clairement la portée et l'objectif du rapport pour le lecteur, tout en reconnaissant les éventuelles lacunes ou limites des processus de recherche ou de travail sur le terrain.

Section 5 : Contexte du pays

Tout comme l'Étude documentaire, cette section devrait donner un bref aperçu mais complet 1) de l'histoire sociale et politique du pays ; et 2) des points saillants de la recherche d'ERVSH qui permettent de donner une image plus complète du pays. Pour que l'étude soit utilisable par un plus grand nombre de parties prenantes, supposez que votre lecteur n'a pas une connaissance approfondie du pays.

Section 6 : Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau national

Cette section fournit une analyse des vulnérabilités, risques et facteurs de résilience du pays au niveau national, organisée par pilier de la sécurité humaine, du plus vulnérable au moins vulnérable selon les notes de l'Indice ERVSH, ainsi qu'une évaluation des facteurs externes et des Considérations liées au genre. Pour une meilleure lisibilité, il est utile de fournir un tableau récapitulatif au début de la section, ainsi qu'au début de chaque sous-section du pilier de la sécurité humaine, détaillant les vulnérabilités, risques et facteurs de résilience du pays.

Structural Vulnerabilities	Politics and Governance
	<ul style="list-style-type: none"> Perceived North/South divide Polarization between political groups Succession crisis since death of Houphouët-Boigny Poor implementation of the DDR process Perceptions of mistrust in political institutions Ethnicization of the public sector
	Security
	<ul style="list-style-type: none"> Politicization of the army Porous borders Limited capacity of public security forces Criminality Maritime insecurity
	Population and Demographics
	<ul style="list-style-type: none"> Uncontrolled and irregular cross-border migration Competition for land/access to natural resources Lack of clarity around land tenure and ownership High proportion of youth population (youth bulge) Perceptions of youth marginalization Education sector crisis Environmental pressures, including flooding, landslides, coastal erosion and the effects of climate change Uncontrolled urbanization Poor sanitation

Ci-dessus : un extrait du tableau récapitulatif du rapport d'ERVSH sur la Côte d'Ivoire

État de droit (Pilier le plus vulnérable)	
Vulnerabilities	<ul style="list-style-type: none"> Slow judicial processes Poor access to justice for vulnerable populations Perceptions of corruption, impunity and bias in the political and judicial systems Gender-based violence (GBV)/violence against women and girls Low capacity of the judicial system
Risks	<ul style="list-style-type: none"> Incidents of corruption
Vulnerabilities and Risks	
<p>According to the CRVA Index, Cabo Verde is most vulnerable in the area of Rule of Law, with a score of 7.53/10.</p> <p>A primary concern regarding the judicial system in</p>	<p>Due to the difficulty and costs of hiring lawyers, fieldwork participants expressed the perception that the judicial system is biased toward the wealthy. As participants in the Youth FGD in Praia stated, "The disparity of access to justice between a common citizen and a person of the ruling class is striking in Cabo Verdean society. In this sense,</p>

À gauche : un extrait du graphique des vulnérabilités et risques au début de la sous-section « État de droit » du rapport d'ERVSH de Cabo Verde

Chaque sous-section de la section ayant trait aux « Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau national » devrait faire la synthèse des constatations de l'Étude documentaire avec les informations obtenues à partir des EIC et GD au cours du travail sur le terrain, ventilées par vulnérabilités/risques et facteurs de résilience. En général, s'il peut être utile de discuter des variations entre les régions, cette section doit fournir des informations sur les dynamiques ou tendances au niveau national qui sont apparues dans la plupart des régions ou dans l'ensemble de celles-ci.

La sous-section portant sur les « Facteurs externes » détaille les diverses relations et pressions régionales et internationales qui pourraient affecter un pays. À titre d'exemple, les facteurs externes saillants peuvent intégrer les grands projets d'infrastructure ou les prêts octroyés par des institutions telles que la Banque mondiale, l'adhésion à des organisations régionales, le commerce international et la dépendance vis-à-vis des produits de base, les tendances migratoires, la porosité des frontières ou les effets du changement climatique.

La sous-section « Considérations liées au genre » devrait faire synthèse des recherches de l'Étude documentaire avec les constatations découlant des EIC et GD, afin de mieux mettre en lumière les disparités entre les sexes dans le pays ou les dynamiques de conflit qui

peuvent affecter de manière unique les femmes et les filles. Si la dimension de genre doit être intégrée dans l'ensemble du rapport, il est utile de souligner également ces constatations dans une section spécifique.

Section 7 : Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau infranational

Cette section fournit une analyse des vulnérabilités, risques et facteurs de résilience du pays au niveau infranational, ventilée par région où le travail sur le terrain a été effectué pendant la mission d'ERVSH. Chaque sous-section régionale devrait commencer par un bref résumé de la situation géographique, de l'économie et de la composition démographique de la région, suivi d'un tableau détaillant les vulnérabilités, les risques et les facteurs de résilience identifiés dans cette région.

La section régionale infranationale résume ensuite les constatations du travail sur le terrain dans chacun des cinq piliers de la sécurité humaine, du plus vulnérable au moins vulnérable, ainsi que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle identifiés.

Lors de la rédaction du rapport d'ERVSH, il importe de se rappeler que, si les participants au travail sur le terrain peuvent fournir un contexte et des perspectives locales inestimables, les personnes interrogées expriment également leurs croyances, perspectives et expériences personnelles, qui peuvent ou non être généralisables. Il est donc important de rechercher les tendances des perspectives ou idées exprimées lors de multiples entretiens, ou de confirmer les affirmations à l'encontre de sources tierces, lors de l'établissement de rapports sur les constatations du travail sur le terrain. L'utilisation de termes tels que « les participants ont déclarés... » ou « les personnes interrogées ont exprimé l'opinion que... » aide également à clarifier les affirmations par rapport aux faits.

Section 8 : Conclusion et Recommandations

La conclusion devrait offrir un bref (environ une page) résumé des principales vulnérabilités, risques et facteurs de résilience identifiés dans le rapport d'ERVSH. Cette section devrait également proposer aux parties prenantes concernées des recommandations succinctes et réalisables dans les cinq piliers de la sécurité humaine, sur la base des constatations du processus de recherche d'ERVSH. Pour avoir de plus amples orientations sur la formulation des recommandations, voir la section suivante de ce chapitre.

Conseils pour la recherche et la rédaction du rapport final d'ERVSH:

- Dans la mesure du possible, utilisez des sources et données fiables pour confirmer et contextualiser les informations rapportées par les participants au travail sur le terrain. Un exemple tiré du rapport d'ERVSH sur le Cabo Verde :

« Les personnes interrogées ont indiqué que les zones urbaines, en particulier celles des îles Sal et Santiago, ont connu une augmentation de la migration des zones rurales ou des îles moins peuplées par ceux qui cherchent de meilleures opportunités d'emploi et un accès aux services et aux infrastructures. Le Cap-Vert a connu une augmentation constante du pourcentage de la population vivant dans les zones urbaines au cours des dernières décennies, passant de 44,12 % en 1990 à 66,19 % en 2016, selon les données de la Banque mondiale. Dans certaines régions comme Santa Maria, cet afflux de population aurait entraîné la croissance de bidonvilles urbains avec des logements et des installations sanitaires inadéquats, et des pressions sur les services tels que les écoles et les centres de santé ».

- En lisant les transcriptions des travaux de terrain, identifiez les citations directes qui peuvent être utilisées pour illustrer ou fournir un contexte supplémentaire.
- Reconnaissant que les personnes interrogées expriment des opinions et des points de vue personnels et sont sujettes à des préjugés conscients ou inconscients, lorsqu'elles transmettent des informations provenant des personnes interrogées, utilisez des expressions telles que « les personnes interrogées ont exprimé des perceptions de » ou « les participants ont allégué que ».
- Afin de garantir l'anonymat, supprimez les caractéristiques d'identification ou les affiliations organisationnelles lorsque vous décrivez les participants au travail sur le terrain. Par exemple, utilisez des phrases telles que « Un dirigeant de la société civile interrogé a déclaré que... » ou « Un leader des femmes à Conakry a décrit... ».
- Assurez-vous d'utiliser les données les plus récentes disponibles et notez l'année des données dans votre écriture pour donner une idée du contexte temporel (par exemple, écrivez « En 2012, 52 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté » plutôt que « 52 % de la population vit sous le seuil de pauvreté »).
- Confirmez vos statistiques et vos résultats par rapport à plusieurs sources.
- Dans la mesure du possible, citez la source de données originale plutôt que de vous fier à des sources secondaires.
- Efforcez-vous d'utiliser un langage neutre au plan politique et évitez d'ajouter votre propre jugement ou de faire un éditorial.
- Intégrez le sexe et l'âge dans la mesure du possible.

Annexe A : Échantillon de données

Cette Annexe offre une liste exhaustive de l'ensemble des sources de données utilisées dans la recherche de l'Étude documentaire (les sources de données pour l'Indice ERVSH, le nombre de rapports d'incidents de l'ACLED et d'ECOWARN, et le nombre d'acteurs de la paix identifiés dans la SNA) et la recherche sur le terrain (le nombre de GD et d'EIC). Le tableau devrait comprendre des informations sur la phase de recherche, la dimension que les données sont censées saisir (vulnérabilité, risque ou résilience), la source, la métrique utilisée et la taille de l'échantillon.

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Cette Annexe fournit une explication étape par étape du processus de normalisation, de mise à l'échelle et d'agrégation des données utilisées pour créer l'Indice ERVSH. Voir l'Annexe B du présent manuel pour les instructions relatives à ce processus.

Annexe C : Références additionnelles

Cette annexe devrait comprendre une liste de rapports, d'études ou d'autres documents utiles concernant le contexte du pays ou le thème plus large de la sécurité humaine, si le lecteur a besoin d'informations additionnelles. Les sources potentielles pourraient intégrer des rapports produits par des organisations internationales ou ONG, des études universitaires, des documents de stratégie gouvernementale ou des documents politiques.

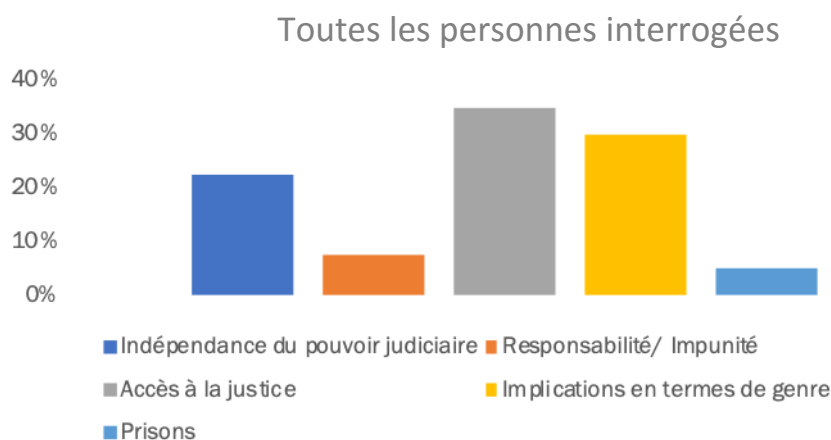
Annexe D : Répartition de la recherche quantitative sur le terrain

Afin d'identifier les questions les plus urgentes ou les thèmes les plus fréquemment abordés lors des GD, cette annexe quantifie la prévalence des thèmes de discussion dans l'ensemble du travail sur le terrain, ventilée par sexe, âge et région.

Afin de créer cette Annexe, le rédacteur devrait commencer par le document Excel rempli lors de la compilation des transcriptions, qui code les transcriptions en fonction de l'importance que les personnes interrogées accordent à chaque thème. Tout d'abord, calculez le nombre de fois que chaque thème est abordé, en pourcentage, pour les GD hommes, femmes et jeunes dans toutes les régions. Ensuite, l'auteur calculera le nombre de fois que chaque sujet est abordé, en pourcentage, pour chaque région (sans ventiler l'âge et le sexe). Cette pratique permettra à l'auteur de préparer un tableau similaire à celui ci-dessous (produit pour la section « État de droit » de l'Annexe portant sur le rapport d'ERVSH de 2017 du Bénin) pour chaque pilier de la sécurité humaine.

	<i>Indépendance du pouvoir judiciaire</i>	<i>Responsabilité/ Impunité</i>	<i>Accès à la justice</i>	<i>Implications en termes de genre</i>	<i>Prisons</i>
<i>Hommes</i>	0 %	0 %	50 %	50 %	0 %
<i>Femmes</i>	29 %	14 %	14 %	43 %	0 %
<i>Jeunesse</i>	0 %	0 %	50 %	50 %	0 %
<i>Littoral</i>	18 %	0 %	36 %	27 %	18 %
<i>Alibori</i>	33 %	0 %	44 %	22 %	0 %
<i>Borgou</i>	17 %	17 %	33 %	33 %	0 %
<i>Plateau</i>	25 %	13 %	25 %	38 %	0 %
<i>Tous</i>	23 %	8 %	35 %	30 %	5 %

Ainsi, l'auteur peut produire un graphique à barres visualisant les pourcentages cumulés sur l'ensemble des personnes interrogées.



En quantifiant et en visualisant les grands thèmes des discussions sur le terrain, cette annexe peut donner un sens de la proportionnalité et aider les analystes et planificateurs à identifier les questions les plus importantes identifiées par les personnes interrogées.

Annexe E : Matrice des vulnérabilités, risques, facteurs de résilience et recommandations par pilier de la sécurité humaine

Afin de faciliter l'utilisation de ce rapport, il est utile de fournir un graphique résumant les vulnérabilités, risques et facteurs de résilience identifiés au niveau national dans les cinq piliers de la sécurité humaine, ainsi que les recommandations dans chaque domaine. Il peut être utilisé par l'utilisateur final comme un guide de référence rapide pour compléter le rapport complet.

B. Rédaction des Recommandations

La section portant sur les recommandations du rapport d'ERVSH est l'une des plus importantes, dans la mesure où ces recommandations peuvent aider les responsables de l'élaboration des politiques et les donateurs à identifier les priorités, à allouer des fonds et à élaborer des programmes pour atténuer de manière concrète les risques et vulnérabilités identifiés dans le rapport.

Conseils pour rédiger des recommandations efficaces :

- **Connaître votre public** : À qui s'adresse cette recommandation ? Quelle est leur sphère d'influence ? Quels changements peuvent-ils raisonnablement affecter ?
- **Les rendre spécifiques et réalisables** : Plutôt que de faire des déclarations vagues ou générales, tenez compte des questions suivantes lors de la rédaction des recommandations :
 - **Qui ?** Qui devrait mettre en œuvre cette recommandation ? (Par exemple, nommer le ministère au sein du gouvernement qui devrait mener l'action, plutôt que de simplement déclarer « le gouvernement »)

- **Quoi ?** Que faut-il faire ? Soyez aussi précis que possible - par exemple, la recommandation exige-t-elle un financement accru ? Expertise ? Une nouvelle programmation ?
 - **Quand ?** Quel est le calendrier de cette recommandation ? Existe-t-il des cycles de financement ou des événements tels que des élections qui peuvent avoir un impact sur l'action recommandée ?
 - **Où ?** La recommandation vise-t-elle une région spécifique ou s'applique-t-elle à l'ensemble du pays ?
 - **Pourquoi ?** Pourquoi cette recommandation est-elle importante ? Comment la recommandation traite-t-elle efficacement les vulnérabilités et risques identifiés dans le rapport, par rapport au statu quo ?
 - **Comment ?** Comment la recommandation devrait-elle être mise en œuvre ? Quelles sont les étapes à suivre ?
- **Les rendre réalisables du point de vue politique ou pratique :** Outre l'adaptation de la recommandation à votre public, il est important de reconnaître les pressions ou limites politiques potentielles auxquelles sont confrontés les gouvernements, les donateurs ou d'autres institutions et qui pourraient entraver la mise en œuvre des recommandations. La prise en compte des motivations, compétences et priorités politiques de l'institution ciblée peut contribuer à accroître la probabilité que les recommandations soient acceptées et mises en œuvre.
 - **Les rendre opportuns :** Existe-t-il des événements spécifiques, des cycles de financement ou des calendriers d'élaboration des politiques qui pourraient avoir une incidence sur les recommandations ? À titre d'exemple, il est peu probable qu'une recommandation de déploiement d'observateurs électoraux soit appliquée si la recommandation ou le rapport est publié trop proche de la date des élections, donnant ainsi aux groupes d'observateurs un temps insuffisant pour préparer et déployer une équipe.
 - **Les rendre concis :** Les recommandations devraient être succinctes, lisibles et facilement compréhensibles. Évitez le jargon et limitez la recommandation à 1-3 phrases.
 - **Tirer parti des résiliences identifiées :** Étant donné que le rapport d'ERVSH identifie les facteurs de résilience qui contribuent à atténuer les risques et vulnérabilités, il convient d'envisager de s'appuyer sur ces sources de résilience lors de l'élaboration des recommandations. Par exemple, si les chefs traditionnels sont cités comme source de résilience, comment peut-on les mettre à profit dans la mise en œuvre des programmes ? Si une initiative spécifique d'un gouvernement ou d'une ONG a été identifiée comme particulièrement efficace, ce programme devrait-il être étendu, adapté ou mis en œuvre dans d'autres régions du pays ?

C. Validation

Après l'achèvement de premier avant-projet, le rapport d'ERVSH devrait être diffusé à l'ensemble des parties prenantes pertinentes au sein de la CEDEAO et (le cas échéant) aux partenaires externes pour solliciter des modifications. Il pourrait également être utile de diffuser les premières constatations aux experts nationaux, notamment ceux engagés lors de l'Atelier de cadrage, pour confirmation et pour identifier toute erreur ou inexactitude figurant dans le rapport final.

Une fois que toutes les modifications ont été renvoyées, examinées et intégrées dans le projet, les constatations du rapport doivent être validées par un comité de parties prenantes de la CEDEAO. Afin de faciliter cette validation, il convient d'utiliser la matrice de l'Annexe E pour établir le cadre de la discussion.

Ce processus participatif de validation est une étape essentielle du processus d'ERVSH, dans la mesure où il fournit un niveau additionnel d'examen rigoureux des constatations, ainsi que la possibilité d'éliminer les préjugés ou hypothèses inconscients en sollicitant la contribution d'un large éventail de parties prenantes.

D. Diffusion du rapport

Une fois que le rapport d'ERVSH a été revu, validé et approuvé par l'ensemble des parties, le rapport peut être publié et diffusé. Les acteurs clés de la diffusion intègrent les organes de la CEDEAO, les Centres nationaux de coordination du mécanisme de réponse (CNCMR), les partenaires donateurs (le cas échéant), les gouvernements des États membres et d'autres parties prenantes nationales et régionales.

Éthique et utilisation adéquate

En raison du caractère sensible de certaines informations recueillies au cours du processus d'ERVSH, il convient que les chercheurs prennent en compte les implications d'ordre éthique du processus de recherche et maintiennent un niveau élevé d'intégrité sur le plan éthique. En particulier lors de la réalisation des EIC et GD, les chercheurs devraient, au minimum, s'efforcer de 1) bien agir ; 2) réduire au minimum les dommages ; et 3) assurer la protection de « l'autonomie, du bien-être, de la sécurité et de la dignité de tous les participants à la recherche ».⁴

Les chercheurs devraient également comprendre de manière claire la portée et l'objectif des produits de recherche d'ERVSH, et les expliquer aux personnes interrogées, parties prenantes et utilisateurs finaux. Tel qu'expliqué précédemment dans le présent manuel, les rapports d'ERVSH ne sont pas destinés à servir d'évaluations définitives et immuables des États membres de la CEDEAO. Ces rapports ne sont pas non plus destinés à éclairer directement les décisions de financement ou de programmation, mais plutôt à fournir une évaluation de base des principaux risques, vulnérabilités et facteurs de résilience au moment de la recherche, ce qui peut inciter à poursuivre et à approfondir les recherches. Le profil de risque d'un pays étant déterminé par les événements et pouvant évoluer dans le temps, il importe d'actualiser de manière régulière ces rapports d'ERVSH à l'avenir.

Vous trouverez ci-dessous plusieurs principes à garder à l'esprit lors de la réalisation d'un travail sur le terrain :

Anonymat

Les rapports d'ERVSH ne devraient pas contenir des informations qui pourraient être utilisées pour identifier les participants au travail sur le terrain, notamment les noms, les professions détaillées, les affiliations organisationnelles ou d'autres descripteurs. Dans des contextes sensibles, l'identification des participants au travail sur le terrain pourrait potentiellement exposer ces personnes ou organisations à des risques de harcèlement, de censure ou de violence. Les rapports d'ERVSH devraient plutôt utiliser des descripteurs généraux tels que « personne interrogée », « leader religieux » ou « membre de la société civile » lorsqu'ils font référence à des individus.

Consentement éclairé et participation volontaire

Les participants au travail sur le terrain devraient choisir librement de participer ou non aux EIC et aux GD et, pour ce faire, devraient avoir une compréhension claire de la portée, de l'objectif et de l'utilisation de la recherche. Afin d'obtenir le consentement éclairé des participants, les chercheurs devraient démarrer chaque entretien par une description de l'objectif et de l'utilisation de la recherche, rassurer la personne interrogée quant à son anonymat, répondre à toute question qu'elle pourrait avoir et lui demander explicitement, si elle accepte de participer à l'étude. Si des appareils d'enregistrement ou des caméras

⁴ « Éthique de la recherche en ethnographie/anthropologie », Commission européenne, DG Recherche et innovation, 2015 <https://ahrecs.com/resources/research-ethics-in-ethnographyanthropology>

seront utilisés pendant les entretiens, les chercheurs doivent également demander le consentement pour utiliser ces appareils et tous les enregistrements ou images produits. Si la personne interrogée exprime un malaise ou refuse de participer à l'étude, le chercheur doit respecter la décision du participant.

Principe Do-no-Harm (Approche sensible au conflit)

Le principe Do-no-Harm (Approche sensible au conflit) est un principe fondamental de l'éthique de la recherche, qui exige des chercheurs qu'ils prennent en compte les impacts négatifs potentiels de leurs recherches et qu'ils prennent des mesures visant à atténuer ces risques. Les préoccupations potentielles pourraient porter sur des questions telles que la sécurité des participants au travail sur le terrain avant, pendant et après les entretiens, ou le coût émotionnel de revivre des expériences traumatisantes.

Protection des données

En ce qui concerne les principes de l'anonymat et de l'approche sensible au conflit, les chercheurs devraient veiller à protéger les données des participants au travail sur le terrain, notamment leur identité, leurs coordonnées et leurs notes prise sur le terrain. Dans des contextes sensibles, les chercheurs pourraient avoir besoin de prendre des mesures pour rendre anonyme, coder ou crypter les données du travail sur le terrain.

Identifier les préjugés des enquêteurs

Les chercheurs devraient également reconnaître le rôle que leur propre identité, leurs expériences et leurs opinions pourraient jouer en introduisant un préjugé dans leur perception vis-à-vis du sujet de recherche, et s'efforcer de demeurer neutres et impartiaux tout au long du processus de recherche. Cette pratique est particulièrement importante dans les cas où le chercheur pourrait nouer des relations personnelles ou faire une connaissance du contexte qui pourrait entraîner des partis pris involontaires.

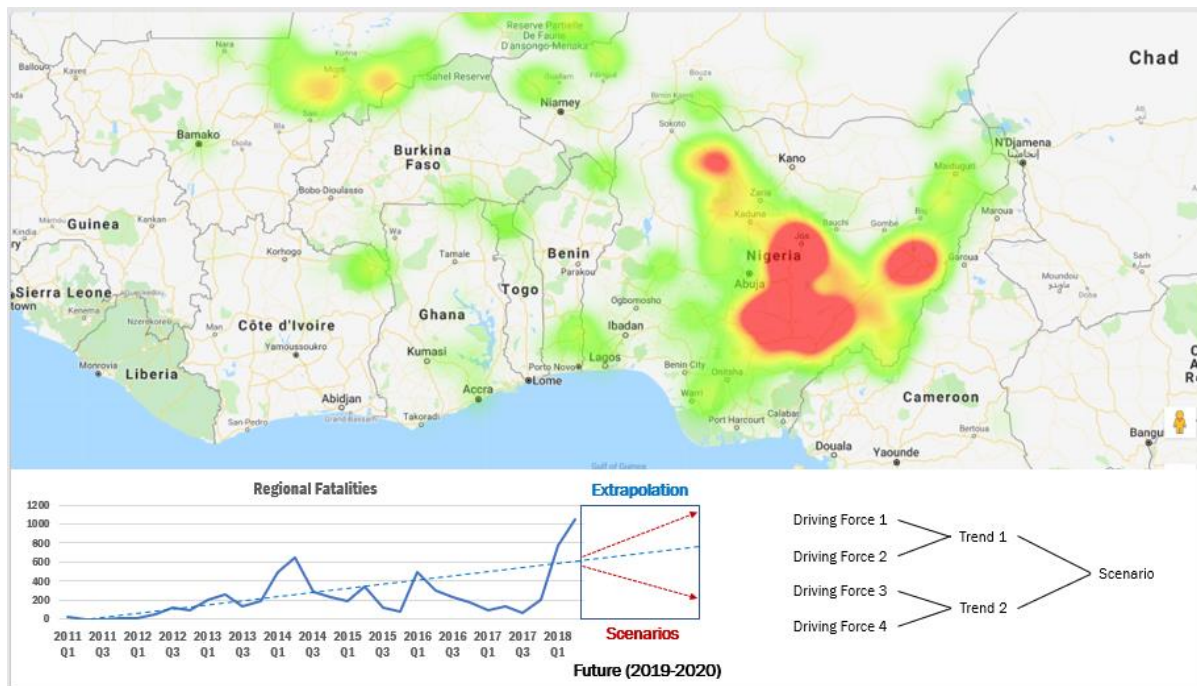
Prochaines étapes et applications plus larges

Concernant les analystes

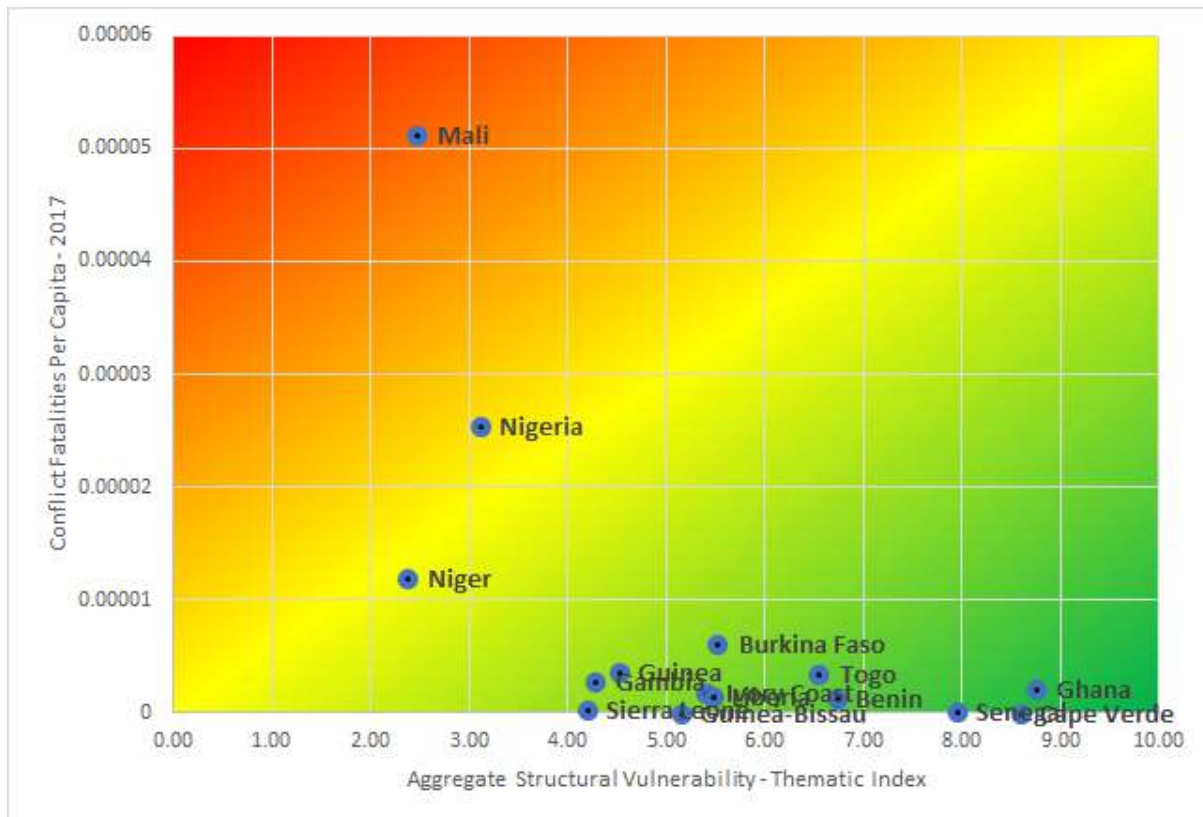
Dans la mesure où l'ERVSH est un outil d'évaluation, il est destiné à établir un diagnostic, par opposition à l'étape suivante qui est l'analyse (ou le pronostic). Ce Manuel décrit en détail une méthodologie et un ensemble de processus qui peuvent être mis à l'échelle en vue de répondre à l'objectif de tout produit d'évaluation attribué à l'EWD, que ce soit au niveau régional, national ou infranational. Les produits d'évaluation peuvent viser un large aperçu multisectoriel ou une alerte étroite spécifique à un problème. L'analyse des données, la triangulation et la juxtaposition de méthodes quantitatives et qualitatives sont pertinentes pour tout produit de ce type. L'on peut recourir à ces techniques pour des produits de grande taille qui pourraient nécessiter des semaines de recherche sur le terrain, voire un délai d'exécution rapide qui doit être réalisé en une seule après-midi. Le

principe essentiel est de veiller à ce que l'évaluation soit structurée et fondée sur des éléments probants.

L'évaluation répertorie et classe par ordre de priorité les risques, les vulnérabilités et la résilience sociale/institutionnelle. L'analyse effectue des extrapolations à partir de l'évaluation afin de proposer des scénarios basés sur une hypothèse sur la façon dont la dynamique pourrait se dérouler. Ce processus menant de l'évaluation à l'analyse est décrit dans le Cadre d'analyse de la sécurité humaine de la CEDEAO (HSAF), élaboré par l'équipe REWARD de l'USAID en partenariat avec l'EWD en 2018.



Une façon d'organiser et de présenter les composantes quantitatives des constatations d'ERVSH qui pourraient éclairer une telle analyse est de tracer les vulnérabilités structurelles (par exemple, les notes de l'Indice) par rapport au risque (par exemple, le nombre de décès dus aux conflits par habitant). Chaque pays, Etat ou communauté est ainsi positionné dans l'un des quatre quadrants : Risque élevé/Vulnérabilité élevée ; Risque élevé/Vulnérabilité faible ; Risque faible/Vulnérabilité élevée ; ou Risque faible/Vulnérabilité faible. Dans le graphique ci-dessous, les dynamiques dans chaque quadrant sont distinctes.



Risque élevé/Vulnérabilité élevée (en haut à gauche) : Les pays figurant dans ce quadrant ont tendance à se trouver dans un cercle vicieux de l'escalade.

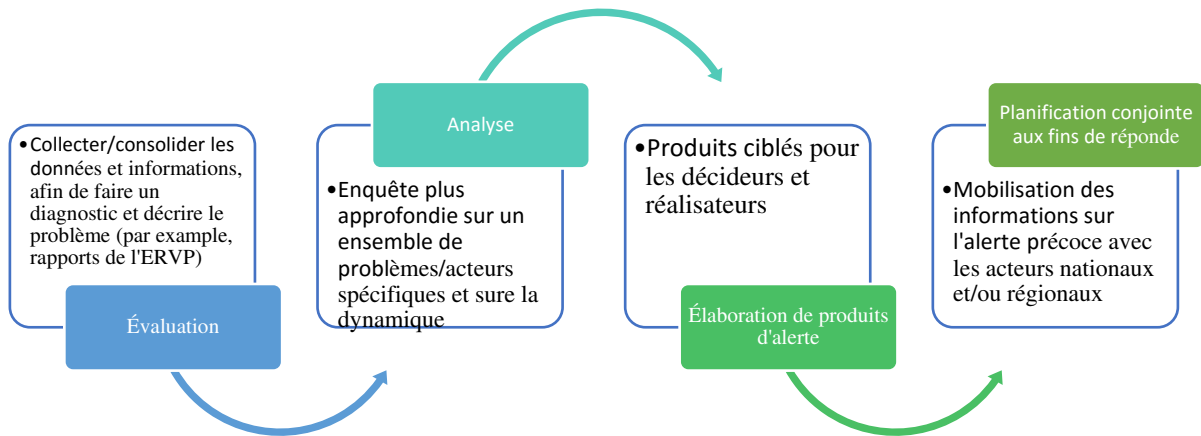
Risque faible/Vulnérabilité élevée (en bas à gauche) : Les pays figurant dans ce quadrant ont tendance à être négligés en raison du fait qu'ils ne connaissent pas actuellement une crise aussi grave. Toutefois, ils sont sensibles aux chocs et devraient donc être prioritaires si le mandat est la prévention de l'insécurité humaine.

Risque élevé/Vulnérabilité faible (en haut à droite) : Dans les données présentées ci-dessus, aucun pays n'est emblématique de cette catégorie. Toutefois, ces pays ont tendance à se trouver dans une dynamique d'oscillation, dans laquelle des mécanismes, politiques et coalitions solides suivent un scénario pour gérer un niveau de violence élevé dans une fourchette donnée.

Faible risque/Vulnérabilité faible (en bas à droite) : Les pays situés à l'extrémité de ce quadrant ont tendance à se trouver dans une dynamique plus durable de résilience toujours croissante.

Cette situation ne veut pas dire qu'un pays ne peut passer d'un quadrant à l'autre en raison de facteurs exogènes ou d'erreurs de calcul de la part des acteurs clés, mais cette situation illustre comment une évaluation d'ERVSH peut être présentée en vue d'encadrer la prochaine étape du processus d'ERVSH qui est l'*analyse*.

Passer de l'alerte précoce à la réponse



Après analyse, l'EWD doit ensuite regrouper ses constatations dans une série de produits d'alerte précoce qui répondent à des questions spécifiques dont leurs principaux clients ont besoin pour réussir leur planification et leur réponse. Par exemple :

- **Décideurs.** Les décideurs ont besoin de connaître les tendances et la gravité relative des risques et vulnérabilités structurelles, le niveau de résilience sociale/institutionnelle et les enjeux de l'action par rapport à l'inaction pour déterminer si une intervention ou un changement de cap devrait être approuvé(e).
- **Planificateurs.** Les personnes interrogées doivent en savoir plus sur les foyers de tension, les intérêts et les capacités des différents acteurs pour concevoir et planifier une politique ou une intervention une fois qu'elle a été approuvée par les décideurs.
- **Opérations :** Si une intervention est en cours, les personnes interrogées peuvent avoir besoin d'évaluer en temps réel l'impact d'une intervention et si elle fait évoluer la situation vers une sécurité humaine durable, conformément à leur mandat et à leurs objectifs.

Concernant le leadership

Les rapports d'ERVSH qui ne visent pas à imputer des fautes ou des responsabilités, sont destinés à être utilisés de deux manières principales par la CEDEAO, les États membres et les partenaires donateurs. Premièrement, cette démarche consiste à établir des priorités stratégiques en fournissant un aperçu général et descriptif des risques et vulnérabilités au niveau national et infranational. Cette pratique permet aux parties prenantes ayant pour mandat de promouvoir la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest de définir leurs priorités en matière d'efforts et d'affectation des ressources. Deuxièmement,

les rapports d'ERVSH peuvent servir de fondement à un suivi et à une analyse plus approfondie et plus ciblée dans les cas où des risques et vulnérabilités sont identifiés. Cette analyse plus ciblée peut servir de fondement à la planification tactique et opérationnelle.

Concernant l'Équipe en charge des systèmes

Entre-temps, l'Équipe en charge des systèmes devrait archiver et actualiser les données quantitatives recueillies pour la composante de l'Étude documentaire des rapports d'ERVSH, de sorte que les vulnérabilités structurelles et les facteurs de risques liés aux événements dans les 15 États membres de la CEDEAO puissent être retracés et maintenus. Cette démarche fournira une base de référence pour mesurer les progrès réalisés au fil du temps et donnera un sentiment de proportionnalité de sorte que les décideurs puissent mieux trier et établir des priorités. L'on peut recourir à ces résultats quantitatifs pour l'élaboration d'une série de produits d'alerte précoce, en veillant à ce que la méthodologie et l'analyse d'ERVSH soient intégrées.

Concernant les Partenaires

Enfin, la méthodologie, les outils, les données et l'analyse devraient être confiés aux Centres nationaux et aux autres Communautés économiques régionales (CER) du continent pour assurer la compatibilité et l'interopérabilité. Ce n'est que lorsque les systèmes d'alerte précoce sont synchronisés et intégrés que la prévention et l'atténuation deviennent possibles.

Annexes

Annexe A : Indicateurs et sources de l'Indice ERVSH

1.1	Élections/ Participation politique	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales est/sont protégé(s) contre toute ingérence politique	Global Integrity , Indicateurs d'intégrité en Afrique, Question 21 http://aii.globalintegrity.org/scores-map?stringId=rule_lawear=2018
1.2		Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales élabore(nt) des rapports accessibles en temps opportun au public avant et après une élection nationale	Global Integrity , Indicateurs d'intégrité en Afrique, Question 22 http://aii.globalintegrity.org/scores-map?stringId=rule_lawear=2018
1.3		Processus électoral et pluralisme	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit https://www.eiu.com/topic/democracy-index
1.4		Participation moyenne des électeurs, au Parlement, au cours des cinq dernières années	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale , Base de données sur la participation électorale https://www.idea.int/data-tools/question-countries-view/521/20/reg
1.5		Participation politique	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit https://www.eiu.com/topic/democracy-index
1.6		Perception de la gouvernance/l'égimité	Fonctionnement du gouvernement

1.7		Indice de perception de la corruption	Transparency International https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017
1.8		Intégration politique et sociale	Indice de l'état, Bertelsmann Stiftung, Question 5 https://www.bti-project.org/en/index/status-index/
1.9		Note relative aux droits politiques	Freedom House, la liberté dans le monde https://freedomhouse.org/report/freedom-world-2018-table-country-scores
1.10	Représentation des hommes-femmes dans la sphère politique	Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SG.GEN.PARL.ZS
2.1	Violence criminelle et collective/insécurité	Sécurité humaine	Indice Mo Ibrahim http://iiag.online/
2.2		Opérations de paix (oui/non)	ONU, UA, CEDEAO, interventions militaires multinationales (divers sites Web)
2.3		Pertes en vies humaines dues conflits par habitant	ACLED et ECOWARN https://www.acleddata.com/
2.4		Conflit non étatique (oui/non)	Programme de données sur le conflit d'Uppsala http://ucdp.uu.se/#/
2.5	Violence politique et terreur	Niveau de terreur politique (Amnesty International)	Échelle de la terreur politique http://www.politicalterroryscale.org/Data/Datatable.html
2.6		Niveau de terreur politique (Département d'État des États-Unis)	Échelle de la terreur politique http://www.politicalterroryscale.org/Data/Datatable.html
2.7		Niveau de terreur politique (Human Rights Watch)	Échelle de la terreur politique http://www.politicalterroryscale.org/Data/Datatable.html
2.8	Réfugiés et PDI	Réfugiés par pays d'origine, par habitant	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SM.POP.REFG.OR
2.9		PDI par pays d'asile, par habitant	HCR http://popstats.unhcr.org/en/overview#_ga=2.112803521.475752110.1525875587-1201926570.1525875587

3.1	Indépendance du pouvoir judiciaire	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie	Intégrité Global , Indicateurs d'intégrité en Afrique, Question 2 http://aii.globalintegrity.org/scores-map?stringId=rule_lawear=2018
3.2		Dans la pratique, les juges des juridictions nationales donnent les motifs sous-tendant leurs décisions/jugements	Intégrité Global , Indicateurs d'intégrité en Afrique, Question 4 http://aii.globalintegrity.org/scores-map?stringId=rule_lawear=2018
3.3	Responsabilité / Impunité	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre de hauts responsables politiques et/ou de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit font l'objet d'enquête menée par un organe indépendant	Intégrité Global , Indicateurs d'intégrité en Afrique, Question 12 http://aii.globalintegrity.org/scores-map?stringId=rule_lawear=2018
3.4		Dans la pratique, l'organe/les organes qui enquête(nt) sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s)	Intégrité Global , Indicateurs d'intégrité en Afrique, Question 13 http://aii.globalintegrity.org/scores-map?stringId=rule_lawear=2018
3.5		Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de dénoncer les cas d'inconduite des agents de police ou d'usage abusif de la force est efficace	Intégrité Global , Indicateurs d'intégrité en Afrique, Question 18 http://aii.globalintegrity.org/scores-map?stringId=rule_lawear=2018
3.6	Représentation genrée dans la législation et les institutions judiciaires	Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle	Banque mondiale , Femmes, entreprises et droit https://wbl.worldbank.org
3.7		La loi exige-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ? (oui/non)	Banque mondiale , Femmes, entreprises et droit https://wbl.worldbank.org

3.8		La loi impose-t-elle la non-discrimination liée au genre en matière de recrutement ? (oui/non)	Banque mondiale , Femmes, entreprises et droit https://wbi.worldbank.org
3.9		Le licenciement des travailleuses enceintes est-il interdit ? (oui/non)	Banque mondiale , Femmes, entreprises et droit https://wbi.worldbank.org
4.1	Inégalité économique	Coefficient de Gini	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI
4.2		Gini WYD	Banque mondiale , ensemble des données Ginis https://datacatalog.worldbank.org/dataset/all-ginis-dataset
4.3		Part du revenu détenue par les 10 % les plus riches	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SI.DST.10TH.10
4.4		Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée	Nations Unies http://data.un.org/Data.aspx?q=improved+sanitation&d=MDG&f=seriesRowID%3a669 http://data.un.org/Data.aspx?q=improved+sanitation&d=MDG&f=seriesRowID%3a670
4.5		Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée	Nations Unies http://data.un.org/Data.aspx?q=improved+water&d=MDG&f=seriesRowID%3a666 http://data.un.org/Data.aspx?q=improved+water&d=MDG&f=seriesRowID%3a667
4.6	Population sous-alimentée	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave	Nations Unies http://data.un.org/Data.aspx?q=underweight=MDG=seriesRowID%3a559
4.7		Gravité du déficit nutritionnel (kilocalories par personne et par jour)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SN.ITK.DFCT

4.8		Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids par rapport à l'âge (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.MALN.ZS
4.9	Productivité économique	PIB par habitant, PPA (en dollars internationaux courants)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.CD
4.10	Éducation et emploi des femmes	Taux (brut) de scolarisation dans le primaire et le secondaire, indice de parité entre les sexes (IPS)	Nations Unies http://data.un.org/Data.aspx?q=gender+parity+index&d=WDI&f=Indicator_Code%3aSE.ENR.PRSC.FM.ZS
4.11		Taux d'emploi par rapport à la population de femmes âgées de 15 à 24 ans (%) (estimation de l'OIT modélisée)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SL.EMP.1524.SP.FE.ZS
5.1	Répartition par âge	Âge médian	Organisation mondiale de la Santé http://apps.who.int/gho/data/view.main.POP2040
5.2		Croissance démographique (pourcentage annuel)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.GROW
5.3	Fertilité / Mortalité maternelle	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge des filles (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.MALN.FE.ZS
5.4		Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.MMRT
5.5		Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.CONU.ZS

5.6	Espérance de vie des femmes /	Espérance de vie à la naissance, femmes (en années)	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.LE00.FE.IN
5.7	Prévalence des mariages précoces	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en couple avant l'âge de 18 ans	Banque mondiale https://data.worldbank.org/indicator/SP.M18.2024.FE.ZS?view=chart

Annexe B : Établissement de l'Indice ERVSH

1. Ouvrir le modèle
2. Récupération et saisie des données brutes
 - i. Ouvrez la source de l'indicateur à partir de la liste des indicateurs et sources de l'Indice ERVSH
 - ii. Saisissez les données dans la colonne pour les données brutes, par exemple (Brut) Processus électoral et pluralisme - EIU
 - iii. Certains indicateurs nécessitent un certain prétraitement des données, qui est effectué dans l'onglet « Calculs bruts » du modèle. Ces indicateurs sont :
 - i. Victimes des conflits
 - ii. Réfugiés par pays d'origine
 - iii. PDI par pays d'asile
 - iv. Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée
 - v. Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée
 - vi. Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle

Parmi ceux-ci, les indicateurs i, ii et iii nécessitent des calculs par habitant. Pour ce faire, il faut diviser les données brutes (par exemple, le nombre total de victimes des conflits) par population.

	A	B	C	D
1			Conflict Fatalities	
2	Country	Population, total (World Bank)	Fatalities, last 12 months	Fatalities per capita
3	Benin	10872298	21	=C3/B3
4	Burkina Faso	18646433	139	
5	Cape Verde	539560	0	
6	Cote d'Ivoire	23695919	44	
7	Gambia	2038501	3	
8	Ghana	28206728	39	
9	Guinea	12395924	57	
10	Guinea-Bissau	1815698	0	
11	Liberia	4613823	3	
12	Mali	17994837	1141	
13	Niger	20672987	239	
14	Nigeria	185989640	5293	
15	Senegal	15411614	31	
16	Sierra Leone	7396190	4	
17	Togo	7606374	16	

Les indicateurs ii., iii., iv et v. impliquent le calcul des différences, soit entre deux années (ii et iii.), soit entre les données pour les zones rurales et urbaines (iv et v.).

	A	P	Q	R
1		Population with improved sanitation		
2	Country	Urban	Rural	Urban-Rural Difference
3	Benin	36	7	=P3-Q3
4	Burkina Faso	50	7	
5	Cape Verde	82	54	
6	Cote d'Ivoire	33	10	
7	Gambia	62	55	
8	Ghana	20	9	
9	Guinea	34	12	
10	Guinea-Bissau	34	9	
11	Liberia	28	6	
12	Mali	38	16	
13	Niger	38	5	
14	Nigeria	33	25	
15	Senegal	65	34	
16	Sierra Leone	23	7	
17	Togo	25	3	

Concernant l'indicateur final (vi.), les données nécessitent une procédure similaire à celle utilisée pour les données par habitant. Toutefois, certaines données ne sont pas disponibles, et la formule utilisée est donc **=IF(x="", "", Nombre de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle / Nombre de juges siégeant à la Cour constitutionnelle)**

	A	U	V	W
1		Women on the constitutional court		
2	Country	How many justices are on the constitutional court?	Of those, how many are women?	% of women on constitutional court
3	Benin	7	2	=IF(V3="", "", V3/U3)
4	Burkina Faso	10	2	
5	Cape Verde			
6	Cote d'Ivoire		7	2
7	Gambia		8	1
8	Ghana		14	4
9	Guinea		9	1
10	Guinea-Bissau			
11	Liberia		5	2
12	Mali		9	2
13	Niger		7	1
14	Nigeria		17	4
15	Senegal		7	1
16	Sierra Leone		5	3
17	Togo		9	1

Une fois le traitement requis achevé, les données résultantes (dans les colonnes de couleur orange du modèle) peuvent être copiées dans la colonne appropriée pour les données brutes, par exemple (Brut) Pertes en vies humaines dues conflits par habitant (12 derniers mois)

3. Normaliser les données brutes

Le processus de normalisation des données représente une étape importante dans la création d'un Indice. La normalisation inscrit les données dans le contexte du cadre plus large des données incluses dans le répertoire, afin d'éviter la distorsion, qui peut autrement résulter de la comparaison de l'ensemble des données basées sur des échelles différentes. Le processus consiste, dans ce cas, à trouver la moyenne et à calculer l'écart-type de l'ensemble des données, puis à calculer la répartition normale autour de ces deux éléments. La formule mathématique de cette normalisation gaussienne est la suivante :

$$X = \frac{1}{\sqrt{2\pi}\sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

Lorsque :

- μ représente la moyenne des données brutes
- σ^2 représente la variance des données brutes
- σ représente l'écart-type des données brutes
- x représente la donnée brute
- X représente la donnée normalisée

- i. Calculer la moyenne de l'ensemble des données brutes, en recourant à la formule de **=LA MOYENNE (ensemble des données)**

	A	B	C	D
1		Elections/Political Participation		
2	Country	(Raw) Electora	(Gauss) Electo	(Final) Electora
3	Benin	6.5		
4	Burkina Faso	4.42		
5	Cape Verde	9.17		
6	Cote d'Ivoire	4.42		
7	Gambia	4.48		
8	Ghana	8.33		
9	Guinea	3.50		
10	Guinea-Bissau	1.67		
11	Liberia	7.42		
12	Mali	7.42		
13	Niger	5.25		
14	Nigeria	6.08		
15	Senegal	7.50		
16	Sierra Leone	6.58		
17	Togo	3.17		
18	St. Dev			
19	Mean	=AVERAGE(B3:B17)		

- ii. Calculer l'écart-type de l'ensemble des données brutes, à l'aide de la formule **=STDEV.S (ensemble des données)**

	A	B	C	D
1		Elections/Political Participation		
2	Country	(Raw) Electora	(Gauss) Electo	(Final) Electora
3	Benin	6.5		
4	Burkina Faso	4.42		
5	Cape Verde	9.17		
6	Cote d'Ivoire	4.42		
7	Gambia	4.48		
8	Ghana	8.33		
9	Guinea	3.50		
10	Guinea-Bissau	1.67		
11	Liberia	7.42		
12	Mali	7.42		
13	Niger	5.25		
14	Nigeria	6.08		
15	Senegal	7.50		
16	Sierra Leone	6.58		
17	Togo	3.17		
18	St. Dev	=STDEV.S(B3:B17)		
19	Mean	5.727333333		

- iii. Calculer les données normalisées, en se servant de la formule **=IF(x="", "", NORM.DIST(x, moyenne, écart-type, cumulé))**

La partie en bleu garantit que les cellules vides (celles où les données brutes sont manquantes), demeurent vides dans l'ensemble des données normalisées en utilisant une formule qui vérifie si une cellule (x) est vide (« »), alors elle demeurera vide. Si cela est faux (c'est-à-dire que la cellule n'est pas vide), il appliquera la formule NORMDIST (en orange-marron).

Dans la formule (en orange-marron), **x** est la cellule contenant les données brutes, la **moyenne** est la moyenne calculée ci-dessus, l'**écart-type** est l'écart-type calculé ci-dessus, et le **cumul** devrait être fixé sur VRAI en vue de calculer la distribution cumulative.

	A	B	C	D	E	F
1		Elections/Political Participation				
2	Country	(Raw) Electora	(Gauss) Electo	(Final) Electoral process and pl		
3	Benin	6.5	=if(B3="", "", NORM.DIST(B3,B\$19,B\$18,TRUE))			
4	Burkina Faso	4.42				
5	Cape Verde	9.17				
6	Cote d'Ivoire	4.42				
7	Gambia	4.48				
8	Ghana	8.33				
9	Guinea	3.50				
10	Guinea-Bissau	1.67				
11	Liberia	7.42				
12	Mali	7.42				
13	Niger	5.25				
14	Nigeria	6.08				
15	Senegal	7.50				
16	Sierra Leone	6.58				
17	Togo	3.17				
18	St. Dev	2.034890551				
19	Mean	5.727333333				

Le signe \$ ajouté à la formule garantit que lorsque la formule est copiée pour le reste des pays de la liste, les références à la moyenne et à l'écart-type demeureront correctes.

IMPORTANT : En ce qui concerne les ensembles de données où un nombre plus élevé est plus négatif (par exemple, un nombre plus élevé de décès liés au combat), utilisez **1-NORM.DIST** au lieu de **NORM.DIST** (C'est-à-dire **=IF (x="", "",1-NORM.DIST(x, moyenne, écart-type, cumulé))**)
Si un chiffre plus élevé est meilleur (par exemple, la proportion de la population utilisant des sources d'eau potable améliorées), alors utilisez la formule originale sans le 1-.

4. Mettre les données normalisées à l'échelle

Afin de créer un indice dans lequel les pays sont classés dans une fourchette définie, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle de sorte qu'ils puissent être intégrés. Le processus de mise à l'échelle transforme l'éventail des données normalisées (l'éventail des données normalisées est de 0-1 et l'éventail des données mises à l'échelle est généralement de 1 (le plus vulnérable) à 10 (le moins vulnérable)) tout en préservant la distribution et la variation relatives des données. Ce processus facilite l'interprétation des données. La formule mathématique pour la mise à l'échelle des données est la suivante :

$$X = MIN + \frac{(MAX - MIN)}{(max - min)} * (x - min)$$

Lorsque :

- MIN = le minimum de la nouvelle échelle (c'est-à-dire 1)
- MAX = le maximum de la nouvelle échelle (c'est-à-dire 10 dans la plupart des cas)
- Max = le maximum de l'ensemble des données normalisées
- Min = le minimum de l'ensemble des données normalisées
- X = la donnée normalisée
- X = la donnée mise à l'échelle

- i. Calculer le maximum des données normalisées, en utilisant la formule **=MAX (ensemble des données)**

	A	B	C	D
1		Elections/Political Participation		
2	Country	(Raw) Electors	(Gauss) Electo	(Final) Electors
3	Benin	6.5	0.643128555	
4	Burkina Faso	4.42	0.267407016	
5	Cape Verde	9.17	0.948918065	
6	Cote d'Ivoire	4.42	0.267407016	
7	Gambia	4.48	0.276862234	
8	Ghana	8.33	0.891705871	
9	Guinea	3.50	0.145151627	
10	Guinea-Bissau	1.67	0.027035096	
11	Liberia	7.42	0.789190717	
12	Mali	7.42	0.789190717	
13	Niger	5.25	0.410359445	
14	Nigeria	6.08	0.566485424	
15	Senegal	7.50	0.799993342	
16	Sierra Leone	6.58	0.657193257	
17	Togo	3.17	0.112349319	
18	St. Dev	2.10631183		
19	Mean	5.727333333		
20				
21	MAX			
22	MIN			
23	max		=MAX(C3:C17)	
24	min			

- ii. Calculer le minimum des données normalisées, en utilisant la formule **=MIN(dataset)**

	A	B	C	D
1		Elections/Political Participation		
2	Country	(Raw) Electors	(Gauss) Electo	(Final) Electors
3	Benin	6.5	0.643128555	
4	Burkina Faso	4.42	0.267407016	
5	Cape Verde	9.17	0.948918065	
6	Cote d'Ivoire	4.42	0.267407016	
7	Gambia	4.48	0.276862234	
8	Ghana	8.33	0.891705871	
9	Guinea	3.50	0.145151627	
10	Guinea-Bissau	1.67	0.027035096	
11	Liberia	7.42	0.789190717	
12	Mali	7.42	0.789190717	
13	Niger	5.25	0.410359445	
14	Nigeria	6.08	0.566485424	
15	Senegal	7.50	0.799993342	
16	Sierra Leone	6.58	0.657193257	
17	Togo	3.17	0.112349319	
18	St. Dev	2.10631183		
19	Mean	5.727333333		
20				
21	MAX			
22	MIN			
23	max		0.948918065	
24	min		=MIN(C3:C17)	

iii. Attribuer le MAX et le MIN pour les données mises à l'échelle

Dans presque tous les cas, MAX = 10 et MIN = 1. Les seules exceptions concernent les ensembles de données relatives aux PDI, auquel cas MAX = 4

	A	B	C	D
1		Elections/Political Participation		
2	Country	(Raw) Electora	(Gauss) Electo	(Final) Electora
3	Benin	6.5	0.643128555	
4	Burkina Faso	4.42	0.267407016	
5	Cape Verde	9.17	0.948918065	
6	Cote d'Ivoire	4.42	0.267407016	
7	Gambia	4.48	0.276862234	
8	Ghana	8.33	0.891705871	
9	Guinea	3.50	0.145151627	
10	Guinea-Bissau	1.67	0.027035096	
11	Liberia	7.42	0.789190717	
12	Mali	7.42	0.789190717	
13	Niger	5.25	0.410359445	
14	Nigeria	6.08	0.566485424	
15	Senegal	7.50	0.799993342	
16	Sierra Leone	6.58	0.657193257	
17	Togo	3.17	0.112349319	
18	St. Dev	2.10631183		
19	Mean	5.727333333		
20				
21	MAX		10	
22	MIN		1	
23	max		0.948918065	
24	min		0.027035096	

iv. Mettre à l'échelle les données normalisées, en utilisant la formule

$$=IF(x="", "", MIN + ((MAX-MIN)/(max - min)) * (x - min))$$

La partie en bleu garantit que les cellules vides (celles où les données brutes étaient manquantes), demeurent vides dans l'ensemble des données mis à l'échelle en recourant à une formule qui vérifie si une cellule (x) est vide (« »), alors elle demeurera vide. Si ce calcul est faux (c'est-à-dire que la cellule n'est pas vide), il appliquera la formule de mise à l'échelle (en orange-marron).

Dans la formule (en orange-marron), x est la cellule ayant les données normalisées, **MIN est la valeur** minimale de la nouvelle échelle, **MAX** est la valeur maximale de la nouvelle échelle, **max** est le maximum de l'ensemble des données normalisées, et **min** est le minimum de l'ensemble des données normalisées.

	A	B	C	D	E	F	G	H	
1		Elections/Political Participation							
2	Country	(Raw) Electora	(Gauss) Electo	(Final) Electoral	process and pluralism - EIU				
3	Benin	6.5	0.643128555	=IF(C3="", "", C\$22+((C\$21-C\$22)/(C\$23-C\$24))*(C3-C\$22))					
4	Burkina Faso	4.42	0.267407016						
5	Cape Verde	9.17	0.948918065						
6	Cote d'Ivoire	4.42	0.267407016						
7	Gambia	4.48	0.276862234						
8	Ghana	8.33	0.891705871						
9	Guinea	3.50	0.145151627						
10	Guinea-Bissau	1.67	0.027035096						
11	Liberia	7.42	0.789190717						
12	Mali	7.42	0.789190717						
13	Niger	5.25	0.410359445						
14	Nigeria	6.08	0.566485424						
15	Senegal	7.50	0.799993342						
16	Sierra Leone	6.58	0.657193257						
17	Togo	3.17	0.112349319						
18	St. Dev	2.10631183							
19	Mean	5.727333333							
20									
21	MAX		10						
22	MIN		1						
23	max		0.948918065						
24	min		0.027035096						

Le signe \$ ajouté à la formule garantit que lorsque la formule est copiée pour le reste des pays de la liste, les références à MIN, MAX, max et min demeureront correctes.

Veillez à vous assurer que toutes les parenthèses sont correctes. Il est facile de les abîmer, mais vous obtiendrez ainsi une réponse incorrecte.

5. Répétez les étapes 2 à 4 pour tous les indicateurs d'un sous-pilier

6. Calculer les notes des sous-piliers

- i. Faites la moyenne des notes échelonnées de chaque indicateur pour obtenir les notes des sous-piliers, en recourant à la formule **=MOYENNE (indicateur 1, indicateur 2, ...)**

	A	B	C	D	E	F	G	H	I
1		Judicial Independence							
2	Country	(Raw) In p	(Gauss) In	(Final) In	(Raw) In p	(Gauss) In	(Final) In	Judicial Independence	
3	Benin	50.00	0.48	4.51	75.00	0.64	7.13	=AVERAGE(D3,G3)	
4	Burkina Faso	25.00	0.17	1.00	75.00	0.64	7.13		
5	Cape Verde	100.00	0.96	10.00	75.00	0.64	7.13		
6	Cote d'Ivoire	25.00	0.17	1.00	75.00	0.64	7.13		
7	Gambia	75.00	0.80	8.20	50.00	0.23	2.98		
8	Ghana	100.00	0.96	10.00	100.00	0.93	10.00		
9	Guinea	50.00	0.48	4.51	50.00	0.23	2.98		
10	Guinea-Bissau	25.00	0.17	1.00	50.00	0.23	2.98		
11	Liberia	75.00	0.80	8.20	100.00	0.93	10.00		
12	Mali	25.00	0.17	1.00	50.00	0.23	2.98		
13	Niger	25.00	0.17	1.00	50.00	0.23	2.98		
14	Nigeria	75.00	0.80	8.20	100.00	0.93	10.00		
15	Senegal	50.00	0.48	4.51	75.00	0.64	7.13		
16	Sierra Leone	50.00	0.48	4.51	50.00	0.23	2.98		
17	Togo	25.00	0.17	1.00	25.00	0.03	1.00		

- ii. Répétez les étapes 2 à 6 pour tous les sous-piliers d'un pilier

7. Calculer les notes des piliers

- i. Faites la moyenne des notes des sous-piliers, en recourant à la formule **=MOYENNE** (moyenne du sous-pilier 1, moyenne du sous-pilier 2, ...)

	AB	AC	AD	AE
Gender representati			(Raw) Average	(Final) Rule of Law Score
	7.93		=AVERAGE(H3,R3,AB3)	
	3.40			
	5.90			
	7.93			
	2.52			
	4.76			
	5.50			
	1.00			
	9.27			
	2.36			
	5.80			
	4.00			
	1.30			
	5.50			
	5.50			

- ii. Calculer le maximum et le minimum de ces notes moyennes, et attribuer MAX (=10), MIN (=1) comme à l'étape 4) parties i) à iii)

	A	AD	AE
2 Country		(Raw) Average	(Final) Rule of Law Score
3 Benin		6.73	
4 Burkina Faso		4.82	
5 Cape Verde		6.13	
6 Cote d'Ivoire		6.15	
7 Gambia		3.70	
8 Ghana		7.44	
9 Guinea		3.59	
10 Guinea-Bissau		1.50	
11 Liberia		8.27	
12 Mali		2.72	
13 Niger		4.80	
14 Nigeria		6.67	
15 Senegal		4.03	
16 Sierra Leone		5.23	
17 Togo		2.99	
18 St. Dev			
19 Mean			
20			
21 MAX		10.00	
22 MIN		1.00	
23 max		8.27	
24 min		1.50	

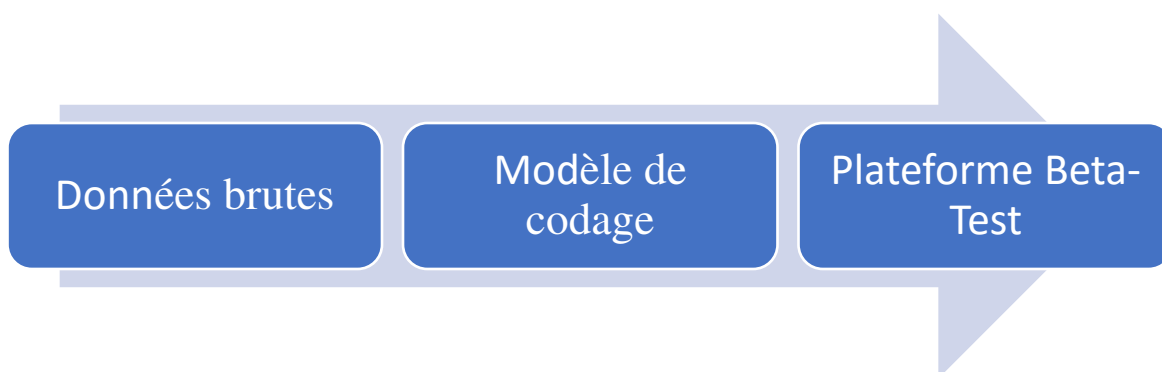
- iii. Évaluez les notes moyennes en utilisant la même formule et le même processus que ceux utilisés à l'étape 4), partie iv)

	A	AD	AE	AF	AG
2	Country	(Raw) Average	(Final) Rule of Law Score		
3	Benin	6.73	=IF(AD3="", "", (AD\$22+((AD\$21-AD\$22)/(AD\$23-AD\$24))*(AD3-AD\$24)))		
4	Burkina Faso	4.82			
5	Cape Verde	6.13			
6	Cote d'Ivoire	6.15			
7	Gambia	3.70			
8	Ghana	7.44			
9	Guinea	3.59			
10	Guinea-Bissau	1.50			
11	Liberia	8.27			
12	Mali	2.72			
13	Niger	4.80			
14	Nigeria	6.67			
15	Senegal	4.03			
16	Sierra Leone	5.23			
17	Togo	2.99			
18	St. Dev				
19	Mean				
20					
21	MAX	10.00			
22	MIN	1.00			
23	max	8.27			
24	min	1.50			

- iv. Répétez les étapes 2 à 7 pour tous les piliers

Annexe C : Directives pour le codage des données

Le codage des données liées aux événements avec des indicateurs spécifiques permet à l'analyste d'évaluer plus facilement les données liées aux événements pour le processus d'ERVSH. Les données codées peuvent être téléchargées vers un Système d'information géographique (SIG), tel que la plateforme Beta-Test, qui permet à l'utilisateur de visualiser, interroger, analyser et interpréter les données. Ce guide donne un aperçu de la manière dont les données liées aux événements, telles que les ensembles de données d'ECOWARN et d'ACLED, sont codées pour éclairer le rapport de l'Étude documentaire et la recherche sur le terrain.



Sources des données

ACLED - Ensembles de données open source pour l'analyse des conflits et la cartographie des crises

GWNO	EVENT_ID	EVENT_DATE	YEAR	PRECISIVENT_TYP	ACTOR1_LY	ACTOR_INTER1	ACTOR2_LY	ACTOR_INTER2	ITERACTORCOUNTRY	ADMIN1	ADMIN2	ADMIN3	LOCATION	LATITUDE	LONGITUDE	PRECIS	SOURCE	NOTES	FATALITIES	
438	1GUI	43692	21/11/1997	1997	1 Strategic	ULIMO-J: United Li	2 Military Forces of f	1	12	Guinea	Nzerekor	Nzerekor	Pale	Bonoma	7.99000	-8.88000	1	BBC Mon	30 ULIMC	0
438	2GUI	43693	21/11/1997	1997	1 Strategic	ULIMO-J: United Li	2 Military Forces of f	1	12	Guinea	Boke	Boffa	Toughinfil Dicka	10.35000	-14.45000	1	BBC Mon	30 ULIMC	0	
438	3GUI	43694	21/11/1997	1997	1 Strategic	ULIMO-J: United Li	2 Military Forces of f	1	12	Guinea	Nzerekor	Nzerekor	Bounoun Yossof	7.55000	-8.82000	1	BBC Mon	30 ULIMC	0	
438	4GUI	43695	05/03/1998	1998	1 Violence	Unidentified Arm	3 Civilians (Guinea)	7	37	Guinea	Kindia	Forecarie	Forecarie	Forecarie	9.43000	-13.09000	1	Guinean	Liberian	5
438	5GUI	43696	23/03/1998	1998	1 Riots/Prc	Rioters (Puhlar Et	5 Military Forces of f	1	15	Guinea	Conakry	Conakry	Dixinn	Ratoma	9.58330	-13.65000	1	Reuters	Riots eru	4
438	6GUI	43697	23/03/1998	1998	1 Riots/Prc	Rioters (Puhlar Et	5 Military Forces of f	1	15	Guinea	Conakry	Conakry	Dixinn	Ratoma	9.58330	-13.65000	1	Reuters	Riots eru	5
438	7GUI	43698	26/03/1998	1998	1 Non-viol	AFRIC: Armed Force	2	0	20	Guinea	Faranah	Kossaba	Kossaba	Kossaba	9.40000	-10.76667	3	NPWJ p.1	borderin	0
438	8GUI	43699	26/03/1998	1998	1 Violence	AFRIC: Armed Force	2 Civilians (Sierra Le	7	27	Guinea	Faranah	Kossaba	Kossaba	Kossaba	9.40000	-10.76667	3	NPWJ p.1	borderin	0
438	9GUI	43700	31/08/1998	1998	1 Violence	RUF: Revolutionari	2 Civilians	7	27	Guinea	Nzerekor	Guecked	Kassadoi	Kuelob	8.90889	-10.47306	2	Refugees	RUF attai	7
438	10GUI	43701	01/10/1998	1998	2 Non-viol	ECOMOG: Economi	8	0	80	Guinea	Kindia	Forecarie	Farmoris	Mola	9.32085	-12.91199	2	NPWJ p.1	Guineam	0
438	11GUI	43702	07/10/1998	1998	1 Violence	RUF: Revolutionari	2 Civilians (Guinea)	7	27	Guinea	Faranah	Kissidou	Sangard	Bendou	9.23330	-10.25000	2	Agence F	"Armed t	0
438	12GUI	43703	07/10/1998	1998	1 Violence	RUF: Revolutionari	2 Civilians (Guinea)	7	27	Guinea	Faranah	Faranah	Faranah	Koundou	10.03333	-10.73333	3	Agence F	"Armed t	0
438	13GUI	43704	07/10/1998	1998	1 Violence	RUF: Revolutionari	2 Civilians (Guinea)	7	27	Guinea	Faranah	Faranah	Kobikoro	Woldou	9.15000	-10.55000	1	Agence F	"Armed t	0
438	14GUI	43705	15/10/1998	1998	2 Non-viol	ECOMOG: Economi	8	0	80	Guinea	Kindia	Forecarie	Moussay	Lantaya	9.44640	-12.71625	2	NPWJ p.1	Guineam	0
438	15GUI	43706	16/10/1998	1998	1 Strategic	RUF: Revolutionari	2	0	20	Guinea	Faranah	Kissidou	Fermess	Bondo	9.05000	-10.17000	1	Inter Pre	RECRUITH	0
438	16GUI	43707	23/10/1998	1998	1 Violence	RUF: Revolutionari	2 Civilians (DPs/Ref	7	27	Guinea	Nzerekor	Guecked	Bolodou	Bondou	8.73000	-10.33000	1	Inter Pre	In the ari	15
438	17GUI	43708	31/10/1998	1998	2 Non-viol	ECOMOG: Economi	8	0	80	Guinea	Kindia	Forecarie	Moussay	Oualia	9.60570	-12.61798	2	NPWJ p.1	Guineam	0
438	18GUI	43709	25/11/1998	1998	1 Battle-Nk	RUF: Revolutionari	2 Military Forces of f	1	12	Guinea	Nzerekor	Guecked	Kassadoi	Bilimba	8.93000	-10.57000	1	BBC Mon	RUF raid	16
438	19GUI	43710	25/11/1998	1998	1 Battle-Nk	Military Forces of f	1 RUF: Revolutionari	2	12	Guinea	Nzerekor	Guecked	Kassadoi	Bilimba	8.93000	-10.57000	1	BBC Mon	In clash I	8

Données d'ECOWARN

EventID	EventDate	Event Type	Event	Event Group	Event Group Name	Country Code	Country Name	Location Code	Location Name	Locat	Latit	Longit	Comm	Perpe	Victim
EC0181233762	10/23/2006	<UNSM>	Armed Act	<UNDS>	Armed Action	LRB	Liberia	LRB	Liberia	Two Arm	6.445288	-8.30727	The Polio	Police have not identify the two armed robbers by names	
EC0181233803	10/23/2006	<UNMPC>	Demonstr	<UDEEB>	Demonstration - Peaceful	LRB	Liberia	LRB	Liberia	Gbaranga	6.445288	-8.30727	Bong Cou	Prison Ad Immates	
EC01812339746	10/23/2006	<UNSM>	Armed Act	<UNDS>	Armed Action	LRB	Liberia	LRB	Pleebo, W	6.445288	-8.30727	Fresh rep	A Man bel	Residents of Pleebo city mangland county	
EC0170939382	1/1/2007	<UNMPC>	Arrest	<UADT>	Arrest / Detention	LRB	Liberia	LRB000001	District #1	Siachani	6.282363	-10.18538	On Friday	Momo Si	Siah Tamba
EC0170908483	1/1/2007	<UNMDS>	Armed Ac	<USIC>	ECOWAS Security Incident Categories	LRB	Liberia	LRB009	Margibi	Silver Cou	6.514745	-10.2087	Early this	A band of	Chief Cyril Allen
EC0170201021	2/16/2007	<UNMPC>	Demonstr	<UDEEB>	Demonstration - Peaceful	LRB	Liberia	LRB010001	Monrovia	Monrovia	6.445288	-8.30727	Stop Killin	Traders;g	Traders and Government
EC0170100193	1/31/2007	<UNMPC>	Demonstr	<UDEEB>	Demonstration - Peaceful	LRB	Liberia	LRB01002001	Monrovia	The Capit	6.3102	-10.7338	Handeds	The Liberia	Business Association, A conglomeration of all bus
EC01702019320	2/16/2007	<UNMPC>	Demonstr	<UDEEB>	Demonstration - Peaceful	LRB	Liberia	LRB	Monrovia	Monrovia	6.445288	-8.30727	Monrovia	Traders a	Traders and Government
EC01702019304	2/16/2007	<UAFPR>	Arrest	<UADT>	Arrest / Detention	LRB	Liberia	LRB010002	Greater Monrovia	Dokan G	6.3102	-10.7338	A band of		
EC01702138321	2/16/2007	<UAFPR>	Arrest	<UADT>	Arrest / Detention	LRB	Liberia	LRB010002	Greater Monrovia	NED Prec	6.3102	-10.7338	On Saturd	12 Guinean	and Sierra Leonean Nationals
EC01702131304	2/16/2007	<UAFPR>	Robbery	<UNMPC>	Crimes	LRB	Liberia	LRB009	Margibi	Marshall	6.514745	-10.2087	On Tuesd	Armed	robbers
EC017020195021	2/16/2007	<UNMPC>	Crimes	<USIC>	ECOWAS Security Incident Categories	LRB	Liberia	LRB010002	Vebo	Vebo Di	6.2195	-7.63842	Six person	Six individuals	
EC01702135345	2/16/2007	<UNMPC>	Crimes	<USIC>	ECOWAS Security Incident Categories	LRB	Liberia	LRB04	River Gee	Fish Tow	6.207210	-7.9724	On the ten	Samuel Di	The commander of the Fish Town prison facility
EC0170217482	2/16/2007	<UAFPR>	Natur Di	<USIC>	ECOWAS Security Incident Categories	LRB	Liberia	LRB010002	Pleebo/Sodekan	Pleebo ci	6.413725	-7.8604	Yesterday	a violent r	100 residents were made homeless uh
EC01702172263	2/16/2007	<UAFPR>	Fire	<UACC>	Accident	LRB	Liberia	LRB006003	Tohien	Moses P	6.042883	-8.19538	Yesterday	fire gutte	Occupants residing in the two structures
EC0170217202	2/16/2007	<UAFPR>	Fire	<UACC>	Accident	LRB	Liberia	LRB006003	Tohien	Moses P	6.042883	-8.19538	On the 16	of February	Occupants of the two houses gutted by the fire
EC01702245362	2/23/2007	<UAFPR>	Drugs Tra	<UNMPC>	Crimes	LRB	Liberia	LRB010002	Greater Monrovia	Greater M	6.3102	-10.7338	The auth	Mohammed Gray	Tito Johnson, and Jack Kollie all officers of the
EC01702243624	2/23/2007	<UAFPR>	Drugs Tra	<UNMPC>	Crimes	LRB	Liberia	LRB010002	Greater Monrovia	Capitol H	6.3102	-10.7338	Authority	Jack Kollie, Abraham Gray	and Tito Johnson all officers of the
EC01702272894	2/26/2007	<UAFPR>	Fire	<UACC>	Accident	LRB	Liberia	LRB010002	Greater Monrovia	Gardhera	6.3102	-10.7338	On Sunday	February	16 occupants of the burnt structure
EC01702273821	2/26/2007	<UAFPR>	Drugs Tra	<UNMPC>	Crimes	LRB	Liberia	LRB004	Grand Cape Mount	Bo Vale	7.032005	-10.0584	On Saturd	Muhamma	Komah
EC01702282783	2/27/2007	<UAFPR>	Arrest / Detention			LRB	Liberia	LRB010002	Greater Monrovia	Johnson	6.3102	-10.7338	On Mond	Mt Amos S. Sisso	and five others not named

Indicateurs de codage

- Chaque incident peut être codé avec jusqu'à trois indicateurs et trois sous-indicateurs
- Il existe 8 catégories d'indicateurs :
 - o Pressions démographiques
 - Concurrence pour la terre/vol de bétail
 - Flambée de maladies
 - Catastrophes naturelles/Sécheresse
 - Alcoolisme et abus de stupéfiants
 - Crise alimentaire
 - o Réfugiés/PDI
 - Déplacés en raison de violence
 - Déplacés en raison de catastrophe
 - Déplacés en raison de saisie de terres
 - Questions générales relatives aux déplacements
 - o Pressions économiques
 - Inflation
 - Chômage
 - Pauvreté
 - Grèves du travail
 - Économie illicite/Corruption
 - Extorsion de fonds/racket
 - L'insécurité met à mal les entreprises
 - o Grief collectif/violence collective
 - Discours haineux
 - Tensions ethniques/religieuses
 - Tension ou violence entre les groupes politiques
 - Tensions ou violences intracommunautaires

- Violence des gangs
- Insurrection/Contre-insurrection
- Tensions ou violences intercommunautaires
- Séparatisme
- Insécurité
 - Fusillades/assassinats
 - Enlèvements
 - Terrorisme
 - Groupe d'autodéfense/justice populaire
 - Protestation violente/répression
 - Affrontements armés
 - Abus des forces de sécurité publique
 - Prolifération des armes
 - Braquages de banques
 - Questions relatives aux conflits transfrontaliers
 - Criminalité
 - Perte en vies humaines due aux violences conjugales
 - Attaques perpétrées contre les infrastructures énergétiques
 - Crimes rituels
 - Piraterie
- Gouvernance/Légitimité
 - Corruption des forces de sécurité publique
 - Corruption du gouvernement
 - Émeutes/Protestations
 - Fraudes électorales
 - Intimidation des opposants politiques
 - Élections non résolues, retardées, contestées/responsables gouvernementaux démis
 - Rassemblements politiques émaillés de violence
- Services publics
 - Système de santé
 - Système éducatif
 - Approvisionnement en électricité
 - Système pénitentiaire
 - Routes/infrastructures
 - Eau et assainissement
- Droits de l'homme
 - Violence sexuelle
 - Violations des droits de l'homme fondées sur le genre
 - Maltraitance des enfants
 - Liberté des médias
 - Arrestation illégale
 - Violence conjugale
 - Mariage forcé
 - Traite des êtres humains
 - Maltraitance des enfants - de sexe masculin
 - Maltraitance des enfants - de sexe féminin

Insécurité :

- Criminalité
 - Le sous-indicateur intitulé « Criminalité » ne devrait pas être surutilisé. L'on devrait recourir au sous-indicateur dans les cas où la violence n'est pas le fait d'un groupe (politique, communautaire, sectaire, insurgé) ou d'une personne (dispute conjugale, discussion, etc.).
- Affrontements armés
 - Un incident qui implique un affrontement violent entre un groupe et les forces de sécurité ou la police devrait être codé comme étant des « affrontements armés ».
- Attaques perpétrées contre les infrastructures pétrolières
 - En cas d'attaques contre les infrastructures pétrolières, l'incident devrait être codé comme l'Indicateur 1 : « Insécurité » et le Sous-indicateur 2 : « Attaques perpétrées contre les infrastructures énergétiques ».
 - Les actes de vandalismes contre des gazoduc relèvent de cet indicateur
- Violence des gangs
 - La violence des gangs n'est pas une violence interpersonnelle ou criminelle perpétrée par des membres de gangs. Les incidents ne devraient être codés comme une « Violence des gangs » que s'ils impliquent un affrontement entre des gangs, généralement à propos de la suprématie ou de guerres de gangs.
 - Les incidents impliquant des sectes ou du cultisme devraient être codés comme une violence de gang.
- Abus des forces de sécurité publique
 - Les allégations ou protestations au sujet des allégations d'abus des forces de sécurité publique n'équivalent pas au codage « Abus des forces de sécurité ». Un incident ne doit être codé sous cet indicateur que si l'incident indique que la personne a été condamnée pour abus.
 - N'utilisez pas l'expression « Arrestation illégale », sauf si l'arrestation était explicitement illégale. Par exemple, l'arrestation de manifestants n'est pas nécessairement illégale. Cette carte est destinée à quantifier les modèles et tendances. Ensuite, les utilisateurs peuvent recourir à des techniques qualitatives pour faire des déductions et interprétations quant aux causes et implications

Droits de l'Homme :

- En cas d'incidents impliquant des abus sur des enfants, préciser le sexe si possible
- Si une femme est victime de violence, cet acte ne signifie pas automatiquement qu'il est « basé sur le genre », à moins qu'elle n'ait été ciblée en raison de son sexe.
- Si un enfant trouve la mort au cours d'un affrontement/une insécurité, codez-le comme un enfant maltraité en sus des autres indicateurs pertinents

Grief collectif/violence collective

- Tension/violence communautaire :
 - Violence intercommunautaire :
 - Les affrontements entre deux groupes communautaires (par exemple : les communautés et les pasteurs dans le Middle Belt et les conflits fonciers dans le Delta du Niger)

- Les conflits pastoraux entre les agriculteurs et éleveurs constituent une violence intercommunautaire
 - Les références aux « voleurs de bétail » sont généralement liées au conflit pastoral et devraient être codifiées comme des violences intercommunautaires
 - Violence intracommunautaire :
 - Affrontements entre les membres d'un même groupe communautaire.
 - Ne codez pas les affrontements entre groupes politiques sous ces catégories. La violence intracommunautaire n'est pas une violence interpersonnelle ou criminelle entre les membres d'une même communauté. Elle ne compte comme intracommunautaire que s'il s'agit d'un affrontement entre des groupes de personnes au sein d'une communauté, généralement à propos de titres fonciers ou de royauté, etc.
- Insurrection
- Il ne s'agit pas nécessairement de « terrorisme » - elle devrait être codée comme insurrection/contre-insurrection
 - Si les civils sont pris pour cible sans discernement par les insurgés afin de créer le chaos et d'attiser la violence sectaire, alors un incident d'insurrection devrait également être codé comme « terrorisme ».
- L'insurrection implique des incidents perpétrés par des acteurs non étatiques organisés
 - Par exemple : en codant les données du Nord du Nigeria, nous coderions les événements liés aux conflits entre Boko Haram et l'armée nigériane comme une insurrection ; dans le Sud du Nigeria, les incidents impliquant des militants seraient codés comme une insurrection
- Tension ou violence entre les groupes politiques
 - Toute tension ou violence liée aux élections devrait d'abord être codée comme « Tensions ou violences entre groupes politiques » sous la rubrique « Griefs collectifs », puis « Insécurité et gouvernance », le cas échéant.

Gouvernance/Légitimité :

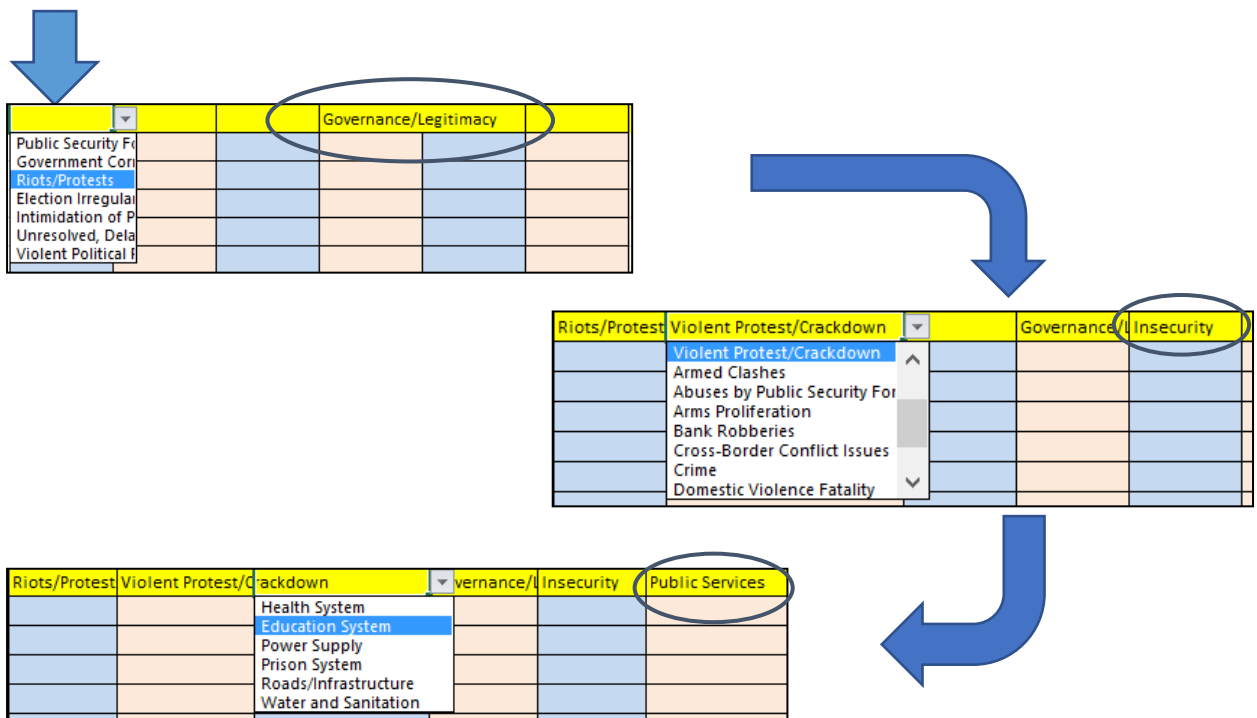
- Émeutes/Protestations
 - En ce qui concerne les émeutes et protestations, codez le thème de la protestation si possible (par exemple : éducation, santé)

Directives pour le Codage des incidents liés à la violence à l'égard des femmes et des filles (VAWG)

- Généralités
 - Assurez-vous qu'au moins l'un des termes « **femme** », « **jeune fille** », « **fille** », « **sœur** », etc. est inscrit dans la description. (par exemple, au lieu de « Agression physique perpétrée par son époux », ajoutez « Agression physique perpétrée contre *une femme* par son époux ». Cette pratique permettra de repérer l'incident grâce au filtre VAWG sur la carte.
- Violations des droits de l'homme fondées sur le genre

- Cet indicateur devrait être utilisé lorsqu'une femme est financièrement désavantagée par sa famille, son époux, etc.
 - Exemple : « Un père a abandonné ses filles sans aucune raison. Il a refusé de payer leurs frais de scolarité ».
- Maltraitance des enfants :
 - Précisez si possible un homme ou une femme
 - Si la victime est âgée de moins de 18 ans, toujours coder comme un enfant victime de maltraitance

Exemple de codage



Annexe D : Guide étape par étape pour une analyse des Réseaux des parties prenantes

1. Mener l'enquête de cadrage
 - a. Un exemple d'enquête de cadrage (pour le Liberia) est joint en tant qu'Annexe D.
2. Dresser une liste de tous les acteurs de la paix et de la sécurité connus dans le pays ou la région cible.
3. Distribuer l'enquête de cadrage à toutes les organisations identifiées au point (2). Cette distribution peut se faire par courrier électronique ou, dans les contextes où le service internet est limité, en contactant des organisations locales, afin de déterminer un moyen adapté au contexte pour obtenir les informations nécessaires.
4. Poursuivre le processus de collecte de données de manière itérative
 - a. Cette pratique signifie que lorsqu'une enquête reçue qui identifie un partenaire qui ne figurait pas sur la liste originale identifiée au point (2), il faut transmettre une enquête à ce partenaire
 - b. Poursuivre ce processus dans la mesure où le temps et les ressources le permettent
5. Compiler les réponses à l'enquête dans un livre Excel (capture d'écran + explication détaillée)
 - a. Le livre Excel devrait comporter deux feuilles, « Éléments » et « Connexions ».
 - b. Dans la feuille relative aux « Éléments » (indiquée à droite) :

- i. La première rangée devrait contenir les en-têtes, dont le premier doit être le « Label ». Les autres pourraient être ce qui est pertinent pour le projet (par exemple, le « pays »)
- ii. Chaque organisation devrait occuper une rangée.
- iii. La première colonne (« Label ») devrait contenir le nom de l'organisation
- iv. Les autres colonnes devraient suivre les en-têtes qui ont été choisis.

	A	B
1	Label	Country
2	Youth Afrique Leadership Forum	Nigeria
3	Réseau Anti Corruption (RAC Togo)	Togo
4	Club Humanitaire sans Frontières	Guinea
5	Heal Disability Initiative	Nigeria Burkina
6	Promo-Femmes/Développement Solidarité	Faso
7	ONG Afrique Mutualite	Benin
8	National Youth Council of Nigeria	Nigeria
9	Rahama Women Development Program	Nigeria
10	Association of the Protection of Child Rights	Cote d'Ivoire
11	United Nations Regional Centre for Peace and Disarmament in Africa (UNREC)	Togo
12	Union Communale des Organisations Professionnelles des Eleveurs de Ruminants (UCOPER)	Benin
13	Publish What you Pay (Publiez Ce Que Vous Payez)	Togo
14	Catholic Justice and Peace Commission	Liberia
15	National Endowment for Democracy (NED) Réseau des Organisations de la Société Civile pour l'Observation et le Suivi des	Togo
16	Elections en Guinée (ROSE)	Guinea
17	Nigerian Civil Society Situation Room	Nigeria
18	Chamber of Commerce and Industry Forum pour un Développement Durable	Nigeria

c. Dans la feuille relative aux « Connexions » (indiquée à droite) :

i. La première rangée devrait contenir les entêtes, dont les deux premiers doivent être « À partir de » et « À ». Les autres peuvent être tout ce qui est pertinent pour le projet, mais souvent il n'est pas nécessaire d'en avoir plus que ces deux-là.

ii. Chaque rangée devrait contenir un lien ou un partenariat qui existe entre deux organisations. L'une des organisations devrait figurer dans la colonne intitulée « A partir de » et l'autre dans la colonne « À ».

	A	B
1	From	To
2	Economic Community of West African States (ECOWAS)	Action Pour l'Entreprenariat et le Developpement (APED)
3	National Democratic Institute (NDI)	International Federation of Women Lawyers (FIDA)
4	Association des Volontaires pour le Developpement Rural	Association des Handicapés de Gueckedou
5	Humble Youth International, Inc.	United Nations Mission in Liberia
6	People to People International (PTPI)	Christian Fellowship/Care Foundation
7	National Mandingo Caucus of Liberia	Mercy Corps
8	Club UNESCO de l'Université Abdou Moumouni de Niamey (CUAM)	Réseau Nigérien pour la Gestion Non Violente des Conflits (GENOVICO)
9	Centre for Peace Across Borders (CEPAB)	Critical Response for Unilateral Xpression (CRUX)
10	Dynamique de Paix en Casamance	Friedrich Ebert Foundation
11	Centre for Information Technolgy and Development (CITAD)	Centre for Democracy and Development (CDD)
12	International Federation of Women Lawyers (FIDA)	WOMEN FOR WOMEN INTERNATIONAL (WFWI)
13	Women Advocates Research and Documentation Centre (WARDC)	Restoration of the Dignity of Womanhood (ROTDOW)
14	YOUTH FRIENDLY FOUNDATION	Global Fund
15	Conseil National de la Jeunesse du Togo	Groupe de travail Organisations de jeunes-Institutions publiques-UNDESA
16	International Federation of Women Lawyers (FIDA)	National Council of Women Society (NCWS)
17	Women Information Network (WINFT)	Centre for Legal Dialogue and Development (CLEDD)

6. Créer le projet Kumu à partir du livre Excel

a. Ouvrez la plateforme [Kumu](#) et connectez-vous

b. Créer un nouveau Projet en cliquant sur le bouton vert



Projects Organizations

All Projects ▾ Sort ▾ Type to filter...

NEW PROJECT

- c. Saisissez le nom du Projet, la description du Projet (si vous le souhaitez) et choisissez si le projet devrait être public ou privé



New project

Account

natehaken

As an organization member you can also create projects on behalf of the organizations you belong to.

Project name

Enter name

The project name defines the project's url, so try to keep it short and memorable.

Project description

Add description (optional)

- Public** Anyone can see this project. You choose who can contribute.
- Private** You choose who can see and contribute to this project.

Create project

- d. Choisissez la SNA comme étant le type de projet en cliquant sur le terme « SNA ».

Welcome to Kumu

Let's create your first map



Not sure? [Watch our 2 minute overview.](#)

Or [import .json blueprint](#)

- e. Donnez un nom à la carte - ce nom peut être le même que celui du projet. Cliquez ensuite sur « Créez votre première carte ».

Welcome to Kumu



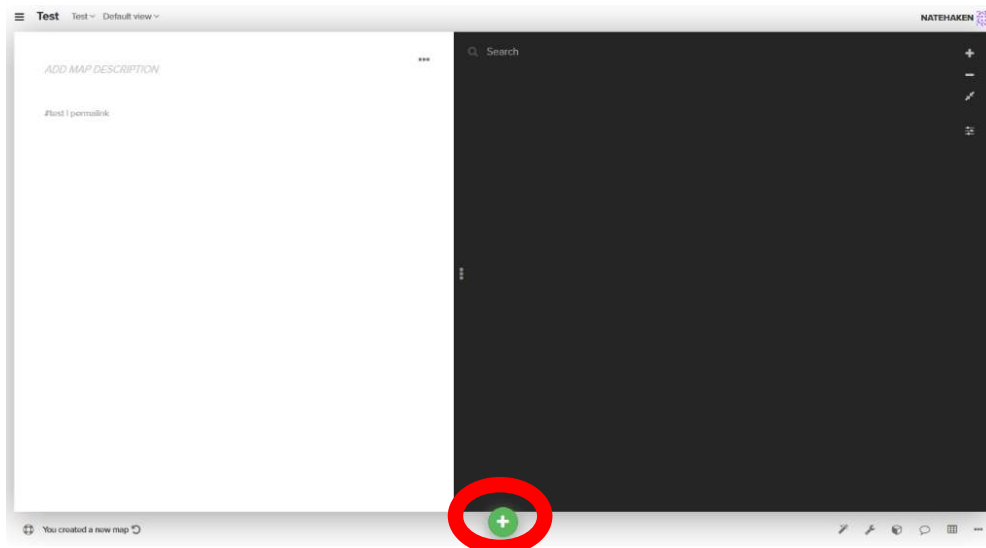
Our SNA template is tuned for performance and can help you identify key influencers, power structures, funding flows and more. You won't have access to all the decorations in the other templates, but you'll be able to support much larger maps. Watch our [SNA intro video](#) to learn more.

What should we name this map?

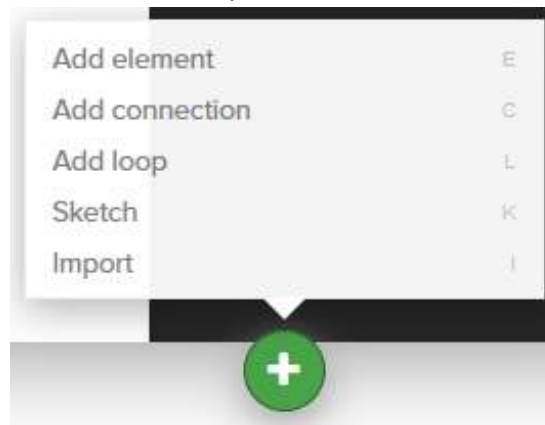
Create your first map

[OR SELECT ANOTHER TEMPLATE](#)

- f. Pour télécharger le document Excel, cliquez sur le signe plus de couleur blanche dans le cercle vert en bas de l'écran.



- g. Sélectionnez le terme « Importation ».



- h. Un segment de recouvrement apparaîtra, qui donnera des instructions sur la façon dont le fichier Excel doit être formaté. Ces instructions sont les mêmes que celles données ci-dessus. Cliquez sur l'expression « Sélectionner le fichier .xlsx ». Si des erreurs se produisent lors de la mise en forme du fichier Excel, la plateforme Kumu les signalera.

XLSX
CSV
Google Sheets

Whoa there Turbo!

We know you're excited to get started but you'll need to make some small tweaks first.

Your elements should look like this:

Label	Type	Description
Jeff Mohr	Person	Co-Founder and CEO, always up for learning
Kumu	Company	A web-based platform for mapping relationships...

Your connections should look like this:

From	To	Strength
Barack Obama	Michelle Obama	Strong
Edward Snowden	NSA	[redacted]

Only **label** is required for elements, and **from/to** for connections.

[Check out the guide](#) to learn about the built-in attributes, along with how to add custom attributes, handle attributes with multiple values, provide your own ids, and more!

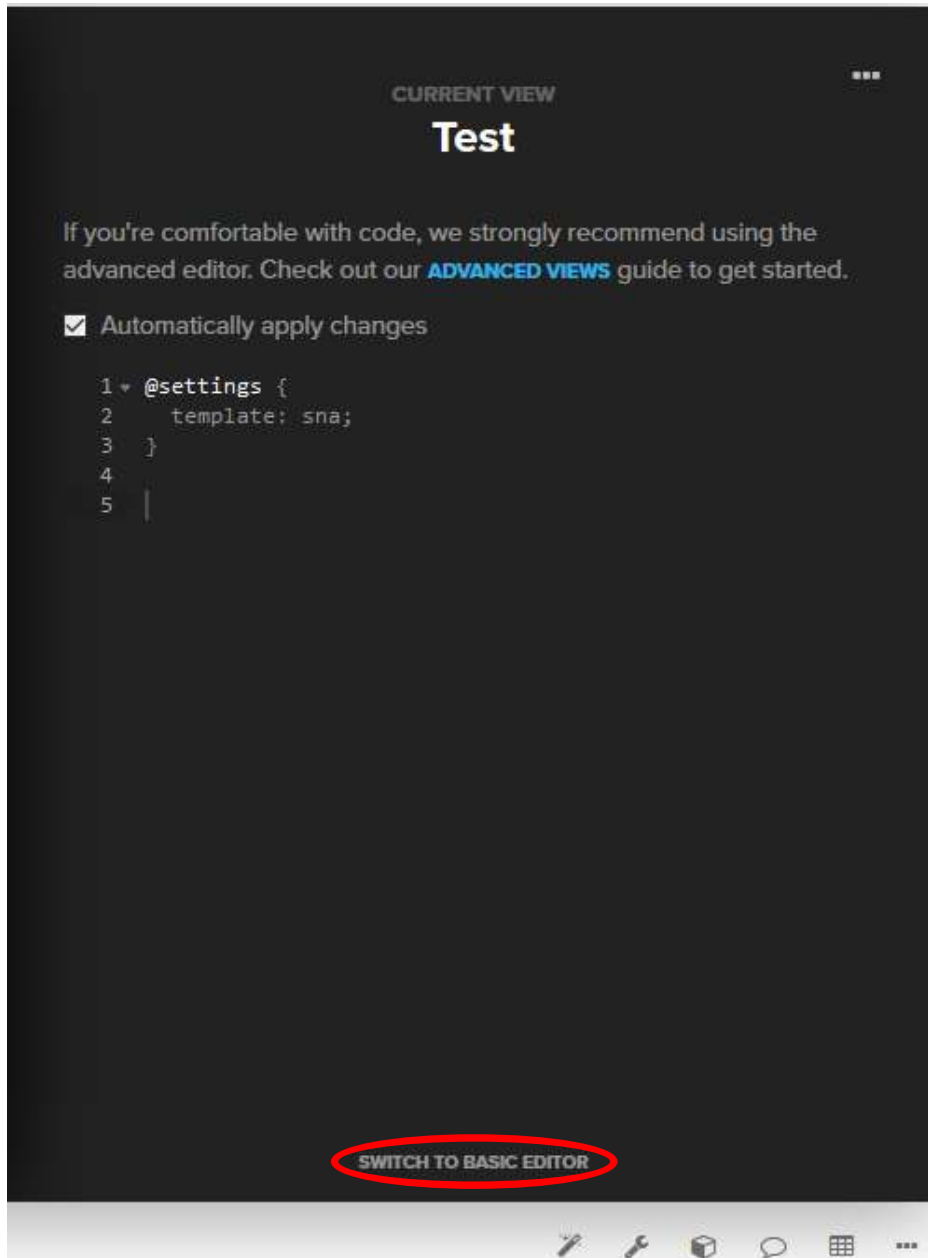
Cancel Select .xlsx file

7. Formater la carte Kumu (facultatif)

a. Sélectionner les paramètres

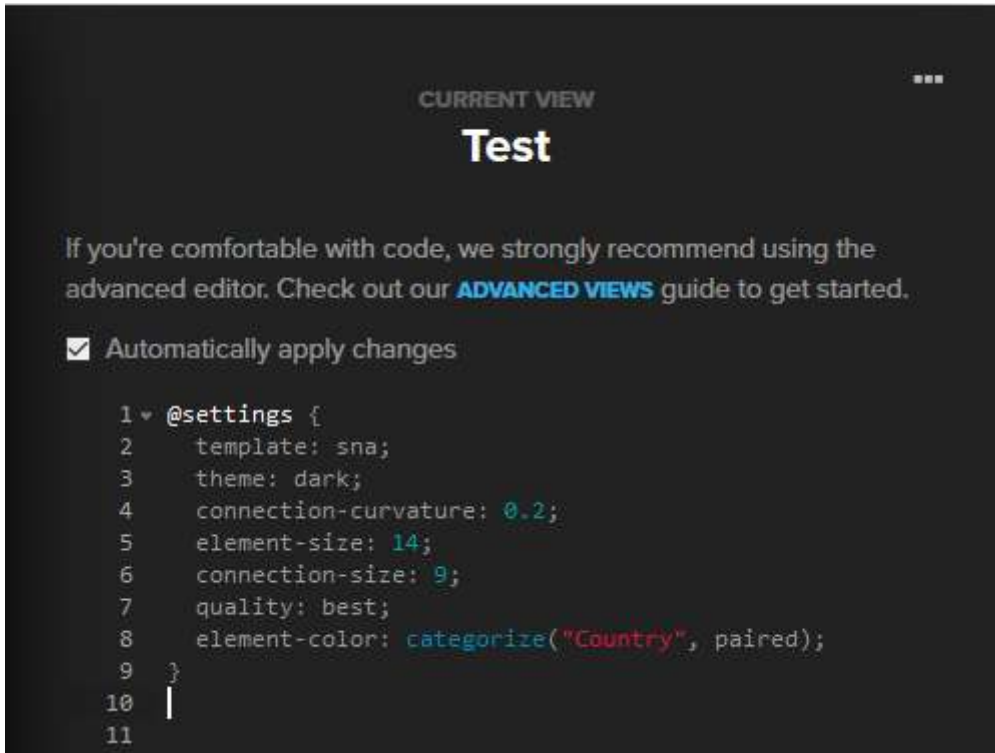


- b. Assurez-vous que vous visualisez l'éditeur avancé. Si le bas de la barre latérale indique « PASSER À L'ÉDITEUR AVANCÉ », cliquez dessus. Si l'inscription indique « PASSER À L'ÉDITEUR DE BASE », alors passez à l'étape suivante.



Il s'agit de la vue adéquate

- c. Ajoutez au code dans cette vue de sorte qu'elle ressemble à la capture d'écran ci-dessous. Il s'agira d'ajouter une rangée pour chacun des éléments suivants : 1) la connexion-courbure ; 2) la taille de l'élément ; 3) le débit de la connexion ; 4) la qualité ; et 5) la couleur de l'élément.

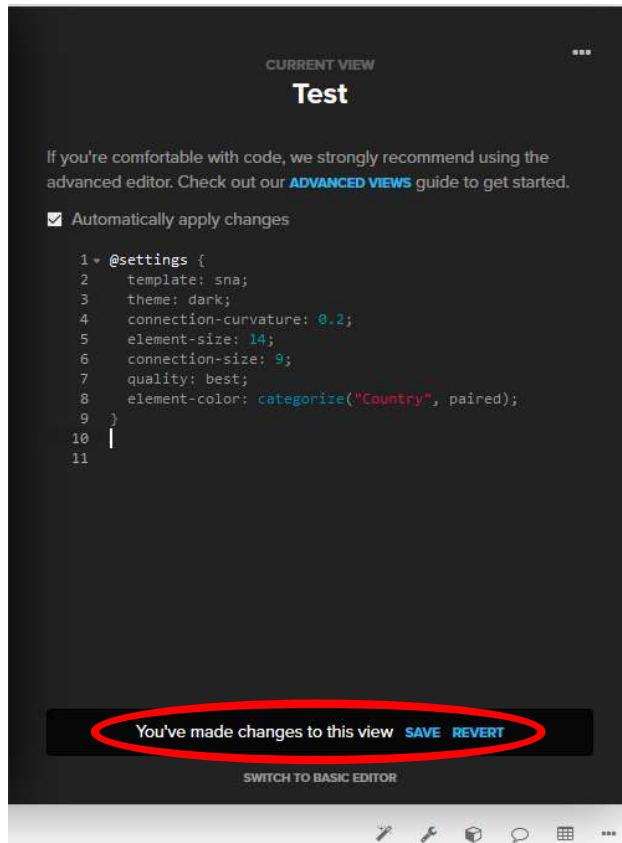


The screenshot shows a code editor window titled "CURRENT VIEW" with a sub-header "Test". Below the header, there is a message: "If you're comfortable with code, we strongly recommend using the advanced editor. Check out our [ADVANCED VIEWS](#) guide to get started." Below this message, there is a checked checkbox labeled "Automatically apply changes". The main content is a code block defining an @settings object with the following properties: template: sna; theme: dark; connection-curvature: 0.2; element-size: 14; connection-size: 9; quality: best; element-color: categorize("Country", paired);. The code is numbered from 1 to 11.

```
1 @settings {
2   template: sna;
3   theme: dark;
4   connection-curvature: 0.2;
5   element-size: 14;
6   connection-size: 9;
7   quality: best;
8   element-color: categorize("Country", paired);
9 }
10 |
11
```

- i. Les éléments seront colorés selon un spectre de 12 couleurs. Pour avoir d'autres options de spectre et pour une aide plus avancée en matière de coloriage, voir [ici](#).
- ii. Cet exemple utilise le champ « Pays » comme base pour colorier la carte. Si le « Pays » n'est pas inclus ou si la coloration doit être basée sur un autre champ, remplacez « Pays » par « Nom du champ ».

- d. Un encadré apparaîtra pour demander de sauvegarder ou d'annuler les modifications. Sélectionnez le terme « Sauvegarder ».

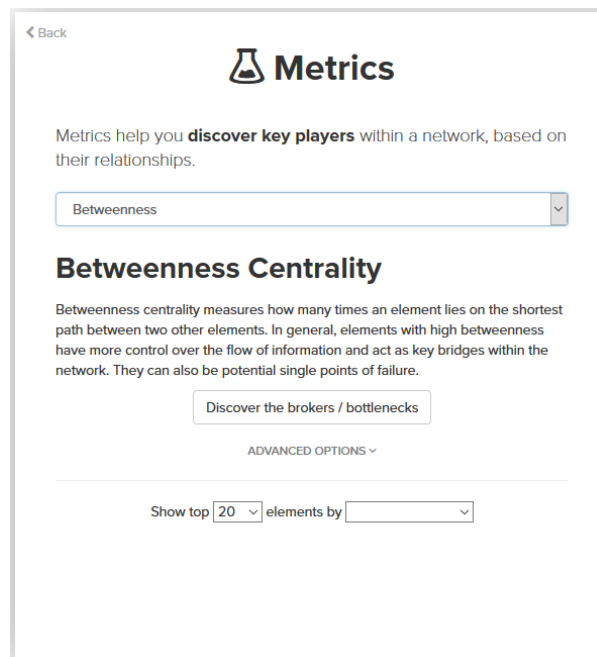


8. Effectuer une Analyse des réseaux sociaux

- a. Ouvrez l'Analyse des réseaux sociaux en cliquant sur le cube en bas à droite et en sélectionnant « Analyse des réseaux sociaux ».



- b. Dans la barre latérale de la SNA qui s'affiche à gauche de l'écran, sélectionnez le terme « Intermédialité » et cliquez sur « Découvrir les courtiers/goulots d'étranglement ».



- c. Une fois que Kumu aura achevé ses calculs, enregistrez les 10 premières organisations
- d. Répétez 8) b) et c) avec le « Vecteurs propres » et « REACH » au lieu de « l'Intermédiarité ».
- e. Compiler et consolider la liste combinée d'Intermédiarité, de Vecteur PROPRES, et de REACH

9. Sensibilisation

- a. Utilisez la liste combinée et consolidée de l'étape 8) comme liste des organisations à contacter en premier lieu dans le cadre de la planification de l'atelier technique d'ERVSH

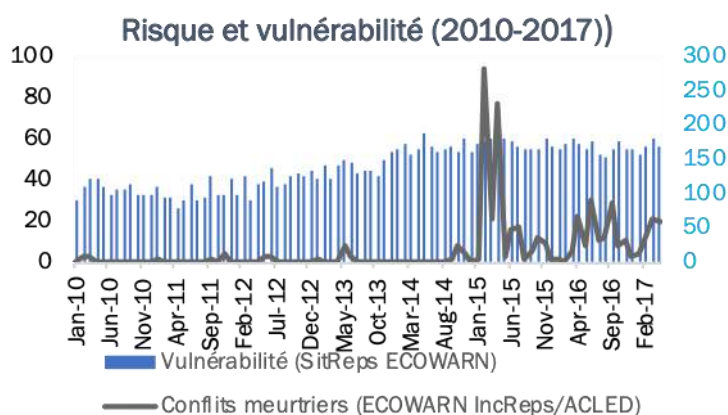
Annexe E : Exemple d'enquête de cadrage - Libéria

1. Quel est le nom de votre organisation ?
2. Dans quel(le)s district(s) et région(s) votre organisation travaille-t-elle ?
3. Indiquez 3 à 5 autres organisations avec lesquelles votre propre organisation a collaboré à quelque titre que ce soit au cours des deux années écoulées (2014-2016) sur des questions de paix et de sécurité. Si vous le souhaitez, veuillez intégrer une adresse électronique de contact ainsi que le nom de sorte que nous puissions également étendre cette enquête à ces personnes. Sinon, il suffit d'écrire le nom des organisations partenaires.
 - Nom de l'organisation 1 :
 - Nom de l'organisation 2 :
 - Nom de l'organisation 3 :
 - Nom de l'organisation 4 :
 - Nom de l'organisation 5 :
4. Quel type d'organisation représentez-vous, en ce qui concerne le risque et la vulnérabilité ?
 - Médias
 - Nations Unies et autres agences intergouvernementales
 - Société civile/non gouvernementale
 - Organisation à base communautaire
 - Services de sécurité
 - Parti politique
 - Gouvernement
 - Groupe de jeunes
 - Groupe de femmes
 - Organisations/groupe professionnel(le)s
 - Secteur privé/association d'entreprises
 - Leadership traditionnel
 - Autre (veuillez préciser)
5. Votre travail a-t-il ciblé directement l'un des points suivants ?
 - Violence basée sur le genre
 - Jeunes et violence perpétrée par les jeunes
 - Élections/Atténuation de la violence politique
 - Tensions sectaires/communautaires/ethniques
 - Violence criminelle
 - Conflit au sujet des terres et ressources
 - Autre (veuillez préciser)

6. Quel(s) type(s) de travail d'atténuation des conflits avez-vous effectué en priorité ?
- Alerte précoce des conflits
 - Évaluation des conflits
 - Plaidoyer
 - Sécurité
 - Gestion des conflits
 - Consolidation de la paix
 - Messages de paix
 - Autres (veuillez préciser)
7. Quels sont les domaines de la sécurité humaine les plus pertinents pour votre travail ?
- Sécurité politique
 - État de droit/Sécurité physique
 - Sécurité économique
 - Changement climatique et environnement
 - Sécurité alimentaire
 - Autre (veuillez préciser)
8. Votre travail a-t-il réussi à réduire ou à prévenir les conflits ?
- Oui
 - Non
 - Ne sait pas
9. Dans le cadre du suivi de la question 8, veuillez expliquer :
10. Décrivez comment votre travail a permis de réduire ou de prévenir les conflits.
11. Dans les cas où vous n'avez pas été en mesure de prévenir ou de réduire le conflit, décrivez pourquoi.
12. Quelles sont les sources d'information clés sur lesquelles vous vous appuyez pour connaître la situation de la dynamique des conflits, afin d'éclairer vos priorités et interventions. Veuillez-vous montrer aussi précis que possible. (par exemple, les stations de radio, groupes de travail, systèmes d'alerte précoce, forums communautaires locaux, etc.)
13. Dans les situations où le conflit et l'insécurité ont pu avoir des effets négatifs sur votre environnement opérationnel, avez-vous eu une alerte précoce et une connaissance suffisante de la situation pour assurer la planification, l'adaptation et la réponse ?
- Oui
 - Non
 - Ne sait pas
14. (Dans le cadre du suivi de la question 13), veuillez expliquer :
15. Veuillez indiquer vos coordonnées.

Annexe F : Instructions pour remplir le graphique des risques et vulnérabilités

Le Graphique des risques et vulnérabilités montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe des y à gauche devrait indiquer le niveau de vulnérabilité, pendant que l'axe des - à droite devrait indiquer le nombre de victimes du conflit par mois. L'on a recours aux SitReps d'ECOWARN pour décrire la vulnérabilité, pendant que les données IncReps et ACLED d'ECOWARN sont utilisées pour refléter le risque en montrant les pertes en vies humaines liées aux conflits.



Échantillon de graphique relatif aux risques et vulnérabilités tiré du Rapport d'ERVSH sur la Niger

Le graphique peut être tracé à l'aide du modèle Excel ci-joint. Veuillez noter que les données du SitRep actualisées devraient être ajoutées au modèle dans l'onglet « **Formule** ». Ce travail peut se faire en collant les données au bas des colonnes B à G dans le même format. La formule est élaborée de sorte qu'une infinité de points de données puissent être ajoutés.

Afin de tracer le graphique :

1. Dans le modèle Excel ci-joint, ouvrez l'onglet « **Formule** ».
2. Dans la colonne **I1** (surlignée en jaune), tapez le nom du pays souhaité et tout le reste se remplira de manière automatique
3. Copiez et collez les dates (colonne I) et la Note globale (colonne J) dans un nouveau document Excel. Assurez-vous de faire un clic droit et de sélectionner coller les **Valeurs (V)**
4. Lorsque l'erreur « #DIV/O » apparaît, cela signifie qu'il n'existe aucune entrée de données pour cette période. Aux fins du Graphique relatif aux risques et vulnérabilités, en cas d'erreur, prenez la moyenne des notes des mois précédents et suivants.
5. Après avoir collé les notes du SitReps dans un nouveau document, entrez le nombre de pertes en vies humaines liées au conflit pour chaque mois dans la colonne C.
6. Une fois que l'ensemble des données ont été saisies dans la feuille de calcul Excel, surlignez les colonnes appropriées et insérez une **Colonne groupée - Ligne sur le graphique de l'Axe secondaire**.

Modèles et exemples de rapports

1. Feuille de calcul de l'Indice ERVSH (en pièce jointe)
2. Feuille de calcul de codage des données (en pièce jointe)
3. Étude documentaire
4. Instrument d'EIC et de GD
5. Feuille de calcul graphique sur les risques et la vulnérabilité (IncRep/SitRep) (en pièce jointe)
6. Feuille de calcul de l'Annexe sur la répartition quantitative (en pièce jointe)
7. Rapport final
8. Exemple de Rapport (en pièce jointe) : Étude documentaire sur le Niger
9. Exemple de Rapport (en pièce jointe) : Rapport d'ERVSH sur le Niger



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



[Insérer le
drapeau du
pays]

Nom du pays

Évaluation des risques et vulnérabilités pays

Document
d'étude et de
planification

Date

Table des matières

I.Contexte.....	97
II.Incidents ou événements clés	97
III.Facteurs de risque de conflit et de vulnérabilité	98
<i>Criminalité - Catégorie la plus vulnérable</i>	<i>98</i>
<i>Environnement - Deuxième catégorie la plus vulnérable</i>	<i>99</i>
<i>Gouvernance - Troisième catégorie la plus vulnérable</i>	<i>99</i>
<i>Santé - Quatrième catégorie la plus vulnérable</i>	<i>99</i>
<i>Sécurité - Catégorie la moins vulnérable</i>	<i>99</i>
IV.Considérations liées au genre	100
V.Facteurs de risque clés	100
VI.Répartition régionale	100
VII. Éléments déclencheurs potentiels	101
VIII. Parties prenantes clés.....	101
IX.Conclusion	101

Contexte du pays

Cette section devrait donner un aperçu bref mais complet 1) de l'histoire sociale et politique du pays ; et 2) des points saillants de l'Indice ERVSH et des piliers de la sécurité humaine qui contribuent à donner une image plus complète du pays. Afin de garantir la facilité d'utilisation de l'étude par un plus grand nombre de parties prenantes, supposez que votre lecteur n'a aucune connaissance approfondie du pays.

Incidents ou événements clés

Cette section fait l'analyse des données relatives aux événements du SIG, afin d'identifier les incidents ou événements clés qui se sont produits au cours des deux années écoulées. L'auteur pourrait également souhaiter intégrer une analyse des tendances des incidents liés aux conflits par rapport aux pertes en vies humaines, ainsi qu'une comparaison des incidents ou pertes en vies humaines signalé(e)s par région.

Facteurs de risque de conflit et de vulnérabilité

Cette section a recours aux résultats de l'Indice ERVSH et aux cinq piliers de la sécurité humaine en vue de structurer un examen plus approfondi des facteurs de risque de conflit et de vulnérabilité dans le pays. Elle peut commencer par un court paragraphe résumant les résultats de l'Indice ERVSH et un graphique visualisant les notes de l'Indice ERVSH attribuées au pays. Il convient également de comparer les notes du pays en question avec les celles de deux pays voisins ou comparables, afin de fournir un sens de la proportionnalité.

Actuellement, sur la base d'une agrégation de dizaines d'ensembles de données, indexés selon les catégories de Gouvernance, de Sécurité, de Criminalité, d'Environnement et de Santé, le PAYS X est le plus vulnérable dans la zone X et le plus résistant dans la zone Y. Le PAYS X a également obtenu une note globale de # selon le genre. Dans le graphique ci-dessous, les notes attribuées à [deux autres pays] sont fournies à titre de comparaison.

[Insérer un graphique visualisant les notes de l'Indice ERVSH pour le pays et deux pays voisins ou comparables]

Cette section se penche ensuite sur l'examen du pays à travers le prisme des cinq piliers de la sécurité humaine, organisés du plus vulnérable au moins vulnérable. Les orientations ci-dessous intègrent certains thèmes de recherche communs à chaque pilier, ainsi que des ressources utiles. Toutefois, ces listes ne sont nullement exhaustives et les chercheurs sont encouragés à élargir ou à adapter ces sujets en fonction du contexte du pays.

Criminalité - Catégorie la plus vulnérable

Le pays X est actuellement le plus vulnérable dans le domaine de la Criminalité. Le pays X obtient une note globale de 1,0 en ce qui concerne la Criminalité, nettement supérieure/inférieure à la moyenne régionale de #.

[Insérer le graphique assorti des sous-indicateurs de Criminalité]

Analyse des textes de la catégorie relevant de la Criminalité

Environnement - Deuxième Catégorie la plus vulnérable

L'environnement est la deuxième catégorie la plus vulnérable du pays X, avec une note globale de #. Parmi les cinq indicateurs, X et Y sont les zones les plus vulnérables avec des notes respectives de # et #, suivis de Z avec une note de #.

[Insérer le graphique assorti des sous-indicateurs de l'Environnement]

Analyse des textes de la catégorie relevant de l'Environnement

Gouvernance - Troisième catégorie la plus vulnérable

La gouvernance est la troisième catégorie la plus vulnérable du pays X, avec une note globale de #. Le pays est le plus vulnérable dans la zone Y, avec une note de #, et le plus résistant dans la zone Z (note de #).

[Insérer le graphique assorti des sous-indicateurs de Gouvernance]

Analyse des textes de la catégorie relevant de la Gouvernance

Santé - Quatrième catégorie la plus vulnérable

Le pays X obtient la note # dans la catégorie relevant de la Santé, légèrement inférieure à la moyenne régionale de #.

[Insérer le graphique assorti des sous-indicateurs de Santé]

Analyse des textes de la catégorie relevant de la Santé

Sécurité - Catégorie la moins vulnérable

Le pays X est le moins vulnérable dans la catégorie relevant de la Sécurité (note de X), ce qui le place légèrement au-dessus de la moyenne régionale de #.

[Insérer le graphique assorti des sous-indicateurs de Sécurité]

Analyse des textes de la catégorie relevant de la Sécurité

Considérations liées au genre

En sus de l'intégration de la dimension genre dans les sections ayant trait au pilier de la sécurité humaine ci-dessus, la section portant sur les Considérations liées au genre fournit un résumé des rôles des hommes et des femmes dans le pays et des informations additionnelles en vue de donner un aperçu de la situation générale des femmes dans le pays. Quels rôles sociaux, économiques ou politiques différents les hommes et les femmes jouent-ils dans le pays ? En quoi les femmes ont-elles été particulièrement touchées par les tendances évoquées dans le rapport ? Quelles sont les disparités qui existent ? Comment le gouvernement a-t-il œuvré pour faire face à ces disparités ? Les choses s'améliorent-elles ?

Facteurs de risque clés

Cette section identifie les principaux types de risques de conflit dans le pays, sur la base d'une analyse des données liées aux événements du SIG. Les exemples de risques de conflit peuvent intégrer la criminalité, les tensions politiques, les émeutes et les protestations, ou les tensions et la violence communautaires. Pour chaque type de risque lié à un événement, le rapport devrait identifier les foyers de tension, les tendances des incidents par rapport aux pertes en vies humaines, et un résumé des incidents dans les données relatives à l'événement.

Répartition régionale

Répartition régionale

Région	Questions saillantes	Domaines clés
Agadez	<input type="checkbox"/> Violents affrontements impliquant l'armée nigérienne	<input type="checkbox"/> Tchirozerine
Diffa	<input type="checkbox"/> Affrontements entre les militaires et Boko Haram	<input type="checkbox"/> Diffa <input type="checkbox"/> N'Guigmi
Dosso	<input type="checkbox"/> Un affrontement entre agriculteurs et éleveurs a coûté la vie à 7 personnes <input type="checkbox"/> Affrontement armé entre les soldats et la police	<input type="checkbox"/> Dosso <input type="checkbox"/> Boboye (affrontement communal)
Maradi	<input type="checkbox"/> Émeutes/protestations	<input type="checkbox"/> Madarounfa <input type="checkbox"/> Dakoro
Niamey	<input type="checkbox"/> Émeutes/protestations <input type="checkbox"/> Tensions politiques <input type="checkbox"/> Grèves du travail	<input type="checkbox"/> Niamey
Tahoua	<input type="checkbox"/> Affrontements entre agriculteurs et éleveurs débouchant sur des violences fatales <input type="checkbox"/> Attaques d'AQMI	<input type="checkbox"/> Tahoua
Tillabéri	<input type="checkbox"/> Insurrection de Boko Haram <input type="checkbox"/> Émeutes/protestations <input type="checkbox"/> Problèmes de déplacement liés à la violence au Mali	<input type="checkbox"/> Ouallam Tera
Zinder	<input type="checkbox"/> Émeutes/protestations liées au système éducatif	<input type="checkbox"/> Tanout <input type="checkbox"/> Mirriah

En recourant aux données liées aux événements du SIG, cette section analyse les types de risques de conflits qui se produisent dans chaque région du pays et identifie les points névralgiques clés au sein de chaque région. Pour des raisons de convivialité, il est préférable de présenter ces informations sous forme de tableau. Par exemple :

Parties prenantes clés

Sur la base des recherches menées au cours de l'Etude documentaire, cette section identifie les parties prenantes internationales, nationales et locales qui devraient être impliquées dans la prochaine phase de recherche sur le terrain. Il est important d'identifier les acteurs clés à travers les cinq piliers de la sécurité humaine, ainsi que de réfléchir aux types de parties prenantes (comme les groupes d'opposition politique, les leaders religieux ou les chefs traditionnels) qui pourraient apporter un éclairage essentiel pendant la phase de recherche sur le terrain. Assurez-vous d'identifier les parties prenantes aux niveaux international, régional, national et local.

Conclusion

Cette section fournit un bref résumé des constatations de l'Étude documentaire et identifie les lacunes ou domaines de recherche additionnel(s) qui peuvent être comblés lors de la prochaine phase de recherche sur le terrain.

Entretien avec les informateurs clés (EIC) ou Groupes de discussion (GD)

Notez que les questions ci-dessous sont les questions de cadrage tirées d'ERVSH de Cabo Verde en 2018 et sont organisées selon les cinq anciens piliers de la sécurité humaine. Les questions devraient être actualisées avec les questions de cadrage pertinentes pour le pays en question et conformément aux cinq nouveaux piliers de la sécurité humaine.

Nom de la personne interrogée (si EIC) :

Cliquez ou tapez ici pour saisir le texte.

Animateur(s) :

Cliquez ou tapez ici pour saisir le texte.

Rôle de la personne interrogée (s'il s'agit d'EIC) ou du Groupe de parties prenantes (s'il s'agit de GD) :

Cliquez ou tapez ici pour saisir le texte.

Site de recherche (domaine d'intérêt) :

Cliquez ou tapez ici pour saisir le texte.

Date :

Cliquez ou tapez ici pour saisir le texte.

(Note : Après chaque question, demandez aux personnes des EXEMPLES. S'ils donnent un exemple, posez une question de suivi si cela semble important)

I. Introduction

- Présenter aux personnes interrogées l'objectif du processus d'ERVSH et le but de l'entretien
- Garantir l'anonymat et la confidentialité
- Demandez-leur si elles ont des questions ou préoccupations avant de démarrer

II. Économie et ressources

Liste de contrôle : Cochez UNIQUEMENT les éléments que la personne interrogée a cités comme étant un risque ou une vulnérabilité *important(e)* lors de l'entretien.

Inégalité	Sous-alimentation	Productivité économique	Genre (éducation et emploi)	Terres et ressources naturelles

Comment les événements internationaux (par exemple, la crise économique mondiale) ont-ils affecté l'économie ? Dans quelle mesure l'insécurité alimentaire constitue-t-elle une préoccupation ? De quelle manière le changement climatique ou les pressions environnementales affectent-ils les communautés locales ? Existe-t-il des disparités entre

les zones urbaines et rurales en termes de prestation de services ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'économie ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans l'économie ? Quel rôle les activités économiques illicites (notamment la contrebande et le trafic de drogue) jouent-elles dans l'économie locale et nationale ? Quel rôle la gestion des ressources naturelles et du régime foncier jouent-ils dans la cohésion sociale ?

III. Population et démographie

Liste de contrôle : Cochez UNIQUEMENT les éléments que la personne interrogée a cités comme étant un risque ou une vulnérabilité *importante* lors de l'entretien.

Population jeune	Migration	Santé publique	Problématique hommes-femmes	Ethnique/ Communautaire

Quel(s) impact(s) la migration (des zones rurales vers les zones urbaines, vers les États-Unis ou l'Europe, ou l'immigration à Cabo Verde en provenance de la région de l'Afrique de l'Ouest) a-t-elle eu sur le Cabo Verde ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans la vie sociale, économique et politique ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans la vie sociale, économique et politique ? Existe-t-il des problèmes spécifiques auxquels les jeunes sont confrontés (par exemple, la privation de droits, l'accès aux opportunités et ressources ? Existe-t-il des tensions ou conflits entre les groupes religieux ou ethniques ? Dans quelle mesure la géographie (exemple : zones rurales par rapport aux zones urbaines) affecte-t-elle l'accès aux services sociaux et aux infrastructures ? Quelle est l'efficacité de la planification familiale en termes d'accès et de politique ? Quelle est la prévalence de la violence basée sur le genre (VBG) et de la maltraitance des enfants ? Dans quelle mesure le système de santé est-il en mesure de répondre aux menaces sanitaires telles que le virus Zika ?

IV. Sécurité

Liste de contrôle : Cochez UNIQUEMENT les éléments que la personne interrogée a cités comme étant un risque ou une vulnérabilité *important(e)* lors de l'entretien.

Violence politique/électorale	VBG	Criminalité	Violence communautaire/ethnique	Insurrection/Terrorisme	Fonctionnement des forces de sécurité

Quel rôle jouent les forces de sécurité dans la gestion ou l'aggravation de la criminalité ? Sont-elles légitimes, représentatives et professionnelles ? Existe-t-il d'autres éléments catalyseurs de conflit tels que les litiges fonciers, la succession ou l'héritage, ou la concurrence pour les ressources ? Quel rôle les communautés ou acteurs non étatiques jouent-ils dans la fourniture de la sécurité ? Dans quelle mesure les marchés illicites (par

exemple, le trafic de drogue) ont-ils contribué aux problèmes de criminalité et de violence ? Existe-t-il des menaces transfrontalières, maritimes ou transnationales ? La radicalisation ou l'extrémisme violent suscitent-ils des inquiétudes ?

V. Politique et gouvernance

Liste de contrôle : Cochez UNIQUEMENT les éléments que la personne interrogée a cités comme étant un risque ou une vulnérabilité *important(e)* lors de l'entretien.

Élections	Fonctionnement du gouvernement	Corruption	Genre	Société civile

Quel(s) rôle(s) les femmes et les jeunes jouent-ils dans la sphère politique et dans la prise de décision ? Quel(s) rôle(s) les groupes de la société civile, les médias et les mouvements sociaux jouent-ils dans la sphère politique ? Dans quelle mesure la perception de la corruption et du népotisme au sein du gouvernement nuit-elle à la légitimité des institutions de l'État et du processus électoral ? Les futures élections suscitent-elles des inquiétudes ?

VI. État de droit

Liste de contrôle : Cochez UNIQUEMENT les éléments que la personne interrogée a cités comme étant un risque ou une vulnérabilité *important(e)* lors de l'entretien.

Indépendance du pouvoir judiciaire	Responsabilité/ Impunité	Accès à la justice	Genre

Dans quelle mesure le pouvoir judiciaire est-il indépendant du pouvoir exécutif ? Quel est le rôle du pouvoir judiciaire en matière de justice et d'impunité ? Existe-t-il un accès aux services juridiques et judiciaires à travers tout le pays ? Dans quelle mesure les communautés comptent-elles sur la police et les forces de sécurité pour rendre la justice ? Dans quelle mesure les droits des femmes sont-ils protégés dans la pratique ? Existe-t-il des mécanismes alternatifs/traditionnels de règlement des litiges ? Les populations ont-elles recours à la justice populaire ?

Insérer une photo du pays concerné

Évaluations des risques et vulnérabilités pays

[Nom du pays]

[Mois Année] où le travail sur le terrain a été effectué



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Table des matières

Sigles et abréviations

Liste de l'ensemble des sigles et abréviations utilisés dans le présent rapport, notamment ceux qui sont considérés comme étant largement connus et compris.

Avant-propos

Préface

Remerciements

Résumé analytique

La présente section devrait être un aperçu relativement bref (~1 page) de haut niveau d'ERVSH et des constatations qui ont été tirées de l'évaluation.

Introduction

Processus de recherche

Cette section devrait porter sur aperçu du processus de recherche d'ERVSH, tel que décrit dans la section ayant trait au Contexte et historique du processus d'ERVSH.

Terminologie et définitions conceptuelles

Définissez les termes importants tels qu'ils sont utilisés dans le présent rapport, par exemple : Vulnérabilité, Risque, Résilience.

Définissez le cadre qui sous-tend l'analyse d'ERVSH et comment il se rapporte au reste du cadre de prévention des conflits de la CEDEAO.

Revue de la littérature

Cette section est une revue de la littérature académique sur la prévention des conflits et l'alerte précoce, en particulier sur la montée et l'utilisation d'une optique de sécurité humaine dans l'alerte précoce des conflits.

Questions relatives à la recherche

Cette section couvre les questions de cadrage élaborées sur la base des résultats initiaux de l'Étude documentaire, réparties entre les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions de cadrage éclairent la conception des instruments d'EIC et de GD, comme décrit dans la section 3.D, Conduite des EIC et GD dans le cadre des Étapes de la mise en œuvre.

Description de l'échantillon

Une brève description des types de données et sources utilisées dans l'élaboration de ce rapport.

Analyse des données

Une analyse de haut niveau des données - notamment les SitReps, les IncReps, les données sur les événements et l'Indice ERVSH - sur le pays en question, y compris les modèles et tendances des conflits et les vulnérabilités relatives entre les cinq piliers de la sécurité humaine. Des graphiques et cartes peuvent être ajoutés en vue d'illustrer l'analyse, notamment des cartes thermiques et une carte des lieux où le travail sur le terrain a été effectué.

Portée et limites de l'étude

Cette section décrit la portée de l'étude dans ce rapport et ses limites, y compris les limites basées sur la disponibilité et la représentativité des données, ainsi que l'objectif du rapport et les façons dont il sera utilisé pour renforcer les efforts de prévention des conflits et d'alerte précoce de la CEDEAO.

Contexte du pays

Cette section devrait couvrir un contexte du pays, notamment son histoire, sa situation économique, son contexte sociopolitique et sa position dans l'environnement régional.

Vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national

Sur la base des recherches de l'Étude documentaire utilisant les ensembles de données d'ECOWARN et d'ACLED, d'enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés de [Nom du pays], de recherches sur le terrain intégrant les EIC et GD, et d'une analyse participative par l'équipe de recherche sur le terrain d'ERVSH, les risques, vulnérabilités et facteurs de résilience suivants ont été identifiés au niveau national :

Vulnérabilités structurelles

Criminalité

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de la dimension de la criminalité

Environnement

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de la dimension de l'environnement

Gouvernance

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de la dimension de la gouvernance

Sécurité

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de la dimension de la sécurité

Santé

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de la dimension la santé

Risques liés aux événements

Criminalité

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de la dimension de la criminalité

Environnement

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de la dimension de l'environnement

Gouvernance

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de la dimension de la gouvernance

Sécurité

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de la dimension de la sécurité

Santé

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de la dimension de la santé

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Criminalité

- Liste des facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans le cadre de la dimension de la criminalité

Environnement

- Liste des facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans le cadre de la dimension de l'environnement

Gouvernance

- Liste des facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans le cadre de la dimension de la gouvernance

Sécurité

- Liste des facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans le cadre de la dimension de la sécurité

Santé

- Liste des facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans le cadre de la dimension de la santé

[Nom de la dimension] (Pilier le plus vulnérable) calculé dans l'Indice ERVSH

Vulnérabilités

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de cette dimension à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Risques

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de cette dimension, à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice ERVSH, le/la [pays] est le/la plus vulnérable dans le domaine de [cette dimension], avec une note de X.XX/10.

Description des vulnérabilités structurelles et des risques liés aux événements présents dans cette dimension au niveau national. Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain et de la recherche documentaire, notamment les citations des EIC et GD ainsi que des chiffres quantitatifs. S'il existe des citations particulièrement frappantes ou illustratives, Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Description des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui sont présents dans cette dimension au niveau national. Inclure les résultats des recherches sur le terrain et des recherches documentaires, y compris, si possible, des citations d'EIC et de GD ainsi que des chiffres quantitatifs.

[Nom de la dimension] (deuxième pilier le plus vulnérable) à partir de l'Indice ERVSH

Vulnérabilités

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de cette dimension à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Risques

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de cette dimension, à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice ERVSH, le/la [pays] est le/la plus vulnérable dans le domaine de [cette dimension], avec une note de X.XX/10.

Description des vulnérabilités structurelles et des risques liés aux événements présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain et de la recherche documentaire, y compris les citations des EIC et GD ainsi que des chiffres quantitatifs. S'il existe des citations particulièrement frappantes ou illustratives, Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Description des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui sont présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Inclure les résultats des recherches sur le terrain et des recherches documentaires, y compris, si possible, des citations d'EIC et de GD ainsi que des chiffres quantitatifs.

[Nom de la dimension] (troisième pilier le plus vulnérable) à partir de l'Indice ERVSH

Vulnérabilités

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de cette dimension à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Risques

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de cette dimension, à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice ERVSH, [pays] est le plus vulnérable dans le domaine de [cette dimension], avec une note de X.XX/10.

Description des vulnérabilités structurelles et des risques liés aux événements présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain et de la recherche documentaire, y compris les citations des EIC et GD ainsi que des chiffres quantitatifs. S'il existe des

citations particulièrement frappantes ou illustratives, Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Description des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui sont présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Inclure les résultats des recherches sur le terrain et des recherches documentaires, y compris, si possible, des citations d'EIC et de GD ainsi que des chiffres quantitatifs.

[Nom de la dimension] (quatrième pilier le plus vulnérable) à partir de l'Indice ERVSH

Vulnérabilités

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de cette dimension à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Risques

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de cette dimension, à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice ERVSH, [pays] est le plus vulnérable dans le domaine de [cette dimension], avec une note de X.XX/10.

Description des vulnérabilités structurelles et des risques liés aux événements présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain et de la recherche documentaire, y compris les citations des EIC et GD ainsi que des chiffres quantitatifs. S'il existe des citations particulièrement frappantes ou

illustratives, Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Description des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui sont présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Inclure les résultats des recherches sur le terrain et des recherches documentaires, y compris, si possible, des citations d'EIC et de GD ainsi que des chiffres quantitatifs.

Vulnérabilités

- Liste des vulnérabilités structurelles dans le cadre de cette dimension à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Risques

- Liste des risques liés aux événements dans le cadre de cette dimension, à partir de la liste des vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national ci-dessus

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice ERVSH, [pays] est le plus vulnérable dans le domaine de [cette dimension], avec une note de X.XX/10.

Description des vulnérabilités structurelles et des risques liés aux événements présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain et de la recherche documentaire, y compris les citations des EIC et GD ainsi que des chiffres quantitatifs. S'il existe des

citations particulièrement frappantes ou illustratives, Intégrer les résultats tirés de la recherche sur le terrain.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Description des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui sont présents dans le cadre de cette dimension au niveau national. Inclure les résultats des recherches sur le terrain et des recherches documentaires, y compris, si possible, des citations d'EIC et de GD ainsi que des chiffres quantitatifs.

Facteurs externes

Description des facteurs externes qui affectent le pays, tels que l'appartenance à des organisations internationales et régionales, l'exposition aux conditions économiques internationales, les migrations et les flux de réfugiés, le changement climatique et les effets de la situation géographique et des pays voisins.

Considérations liées au genre

Si l'on devrait intégrer les Considérations liées au genre à l'ensemble du rapport, tant dans les sections nationales que dans les sections infranationales, cette section devrait couvrir les défis et les sources de résilience pour les femmes dans les sphères sociales, économiques et politiques.

Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau sous-national : Observations par région

[Nom de la région infranationale] - **section répétée pour chaque région infranationale**

Brève description (~un paragraphe) de la région infranationale, y compris la population, la composition démographique et l'économie locale. Il devrait également y avoir une carte thermique des incidents survenus dans cette région.

Vulnérabilités structurelles	<input type="checkbox"/> Une liste des vulnérabilités structurelles qui sont présentes dans cette région infranationale dans toutes les dimensions
Risques liés aux événements	<input type="checkbox"/> Une liste des risques liés aux événements qui sont présents dans cette région infranationale dans toutes les dimensions
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<input type="checkbox"/> Une liste des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui sont présents dans cette région infranationale dans toutes les dimensions

Chacune des sections suivantes devrait comprendre une description des vulnérabilités structurelles et des risques liés aux événements qui sont présents dans le cadre de la dimension dans cette région infranationale. La description devrait s'appuyer sur les résultats de la recherche sur le terrain, notamment les citations des EIC et GD, et devrait être étayée par une recherche documentaire lorsque cela est possible. S'il existe des citations particulièrement frappantes ou illustratives des EIC et GD, intégrez-les aux encadrés réservés aux citations.

Criminalité

Environnement

Gouvernance

Sécurité

Santé

La section suivante devrait comprendre une description des facteurs de résilience sociale et institutionnelle présents dans cette région infranationale. La description doit s'appuyer sur les résultats de la recherche sur le terrain, y compris les citations des EIC et GD, et doit être étayée par une recherche documentaire lorsque cela est possible.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Conclusion et recommandations

Cette section devrait comprendre un examen de haut niveau des constatations abordées dans le rapport ainsi que des recommandations basées sur ces constatations. Comme indiqué à la section 4.B de la section ayant trait aux « Étapes de la mise en œuvre » du manuel, des recommandations efficaces devraient intégrer ce qui suit :

- *Connaître le public*
- *Être spécifique et pouvoir agir*
 - *Qui devrait le faire ou en faire partie ?*
 - *Que faudrait-il faire spécifiquement, dans la mesure du possible ?*
 - *Quand faudrait-il le faire ?*
 - *Où cela doit-il se faire ?*
 - *Comment devrait-il être réalisé ? Indiquer le calendrier et les étapes dans la mesure du possible*
- *Être réalisable au plan politique*
- *Être opportun*
- *Être concis*
- *S'appuyer sur les résiliences identifiées*

Les recommandations devraient être scindées en sections basées sur les dimensions d'ERVSH : Criminalité, Environnement, Gouvernance, Sécurité, Santé.

Annexe A : Échantillon de données

Cette annexe devrait être un tableau qui intègre toutes les sources de données utilisées dans l'ERVSH, notamment celles utilisées dans l'élaboration de l'Indice ERVSH, les acteurs de la paix/sécurité interrogés dans le cadre de la SNA, les SitReps et IncReps, et les EIC et GD. Un exemple réduit de ce tableau est présenté ci-dessous.

Phase	Dimension	Source :	Métrique	Exemple
Phase 1 : Bureau	Risque	ECOWARN	IncReps	Nombre de rapports IncRep utilisés (après réduction pour tenir compte des doublons et de la pertinence)
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risques et vulnérabilités	Groupes de discussion	Hommes, femmes et jeunes	Nombre de discussions de groupe menées
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risques et vulnérabilités	Entretiens avec des informateurs clés	Personnes éminentes et experts locaux, notamment des responsables gouvernementaux	Nombre d'entretiens avec des informateurs clés organisés

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Sources des données de l'indice

Très brève discussion sur les sources de données utilisées dans l'Indice ERVSH.

Processus : Calcul des notes

Le processus de calcul des notes, scindé en trois étapes : 1) normalisation, 2) mise à l'échelle et 3) agrégation, et comprenant les formules mathématiques qui sous-tendent ces étapes.

Annexe C : Références additionnelles

Cette annexe devrait comprendre une liste de rapports, d'études ou d'autres documents utiles concernant le contexte du pays ou le sujet plus large de la sécurité humaine, si le lecteur a besoin d'informations supplémentaires. Les sources potentielles pourraient intégrer des rapports d'organisations internationales ou d'ONG, des études universitaires, des documents de stratégie gouvernementale ou des documents politiques.

Annexe D : Répartition quantitative de la recherche sur le terrain

Cette section devrait porter sur la ventilation quantitative des résultats de la recherche sur le terrain, comme décrit dans l'Annexe relative à la Ventilation quantitative de la recherche sur le terrain. La section doit d'abord ventiler les données par pilier de la sécurité humaine, puis doit ventiler les données de chaque pilier en sous-piliers. Chaque ventilation doit comprendre un tableau et un graphique, ainsi qu'une analyse très brève (~1 ligne).

Annexe E : Matrice des vulnérabilités, risques, facteurs de résilience et recommandations par pilier de la sécurité humaine

CABO VERDE	Vulnérabilités	Risques	Résiliances	Recommandations
Criminalité	➤ Liste des vulnérabilités structurelles au niveau national dans le cadre de la dimension de la Criminalité	➤ Liste des risques liés aux événements au niveau national dans le cadre de la dimension de la Criminalité	➤ Liste des résiliences au niveau national dans le cadre de la dimension de la Criminalité	➤ Liste des recommandations dans le cadre de la dimension de la Criminalité
Environnement	➤ Liste des vulnérabilités structurelles au niveau national dans le cadre de la dimension de l'Environnement	➤ Liste des risques liés aux événements au niveau national dans le cadre de la dimension de l'Environnement	➤ Liste des résiliences au niveau national dans le cadre de la dimension de l'Environnement	➤ Liste des recommandations dans le cadre de la dimension de l'Environnement
Gouvernance	➤ Liste des vulnérabilités structurelles au niveau national dans le cadre de la dimension de la Gouvernance	➤ Liste des risques liés aux événements au niveau national dans le cadre de la dimension de la Gouvernance	➤ Liste des résiliences au niveau national dans le cadre de la dimension de la Gouvernance	➤ Liste des recommandations dans le cadre de la dimension de la Gouvernance
Sécurité	➤ Liste des vulnérabilités structurelles au niveau national dans le cadre de la dimension de la Sécurité	➤ Liste des risques liés aux événements au niveau national dans le cadre de la dimension de la Sécurité	➤ Liste des résiliences au niveau national dans le cadre de la dimension de la Sécurité	➤ Liste des recommandations dans le cadre de la dimension de la Sécurité

Santé	➤ Liste des vulnérabilités structurelles au niveau national dans le cadre de la dimension de la Santé	➤ Liste des risques liés aux événements au niveau national dans le cadre de la dimension de la Santé	➤ Liste des résiliences au niveau national dans le cadre de la dimension de la Santé	➤ Liste des recommandations dans le cadre de la dimension de la Santé
--------------	---	--	--	---

FIN DE

**NOTAS DE ORIENTAÇÃO E MODELO PARA
A REALIZAÇÃO DA ANÁLISE APÓS AÇÃO**